BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE & ARCHÉOLOGIQUE

DE CORBEIL

D'ÉTAMPES ET DU HUREPOIX

20e Année — 1914



PARIS

A. PICARD, ÉDITEUR,

LIBRAIRE DES ARCHIVES NATIONALES ET DE LA SOCIÉTÉ DE L'ÉCOLE DES CHARTES

Rue Bonaparte, 82

—

MCMXIV



SOCIÉTÉ

HISTORIQUE & ARCHÉOLOGIQUE

DE CORBEIL, D'ÉTAMPES ET DU HUREPOIX

STATUTS

Approuvés par arrêté préfectoral en date du 19 février 1895

Article I. — Une Société est fondée à Corbeil sous le titre de Société Historique et Archéologique de Corbeil, d'Étampes et du Hurepoix.

Elle a pour but les études, les recherches et les publications concernant l'histoire et l'archéologie de notre contrée et des régions circonvoisines, ainsi que la description et la conservation des monuments anciens situés dans ces mêmes régions.

Elle a son siège à Corbeil et tiendra ses séances soit à la Sous-Préfecture, soit à la Mairie, avec l'autorisation préalable du Sous-Préfet ou du Maire.

Art. II. — La Société s'interdit toutes discussions ou publications politiques ou religieuses.

Art. III. — La Société se compose de tous les fondateurs et, en nombre illimité, des personnes qui, adhérant aux Statuts, sont admises par le Conseil sur la présentation de deux membres.

Le Conseil peut aussi désigner des membres correspondants qui seront nommés par l'Assemblée générale.

Les mineurs ne seront admis dans la Société que sur le consentement soit de leurs parents, soit de leur tuteur.

ART. IV. — Le titre de fondateur est acquis : 1° aux signataires des présents statuts, 2° à tout membre qui fait don à la Société d'une somme de cent francs au moins.

ART. V. — Chaque sociétaire paie une cotisation annuelle de dix francs ; cependant cette cotisation est réduite à cinq francs pour les personnes appartenant au clergé et à l'enseignement.

ART. VI. — Tout membre adhérent qui aura effectué un versement de cent francs au moins sera exonéré du paiement des cotisations annuelles.

ART. VII. — La Société est administrée par un Conseil composé de vingt et un membres, élus pour trois ans en Assemblée générale.

Ce Conseil se renouvelle chaque année par tiers.

Les membres sortants sont rééligibles.

ART. VIII. — Le Conseil, sur la proposition du Comité de publication, statue sur l'impression des travaux et la composition des bulletins ; il soumet aux auteurs les modifications qu'il juge nécessaires et détermine l'ordre des insertions.

ART. IX. — Aucune dépense ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une délibération du Conseil. Le trésorier ne doit effectuer aucun paiement sans le visa du Président ou d'un Vice-Président.

ART. X. — La Société se réunit tous les ans, au mois de mai, en Assemblée générale, soit à Corbeil, soit dans toute autre ville désignée par le Conseil.

Cette assemblée nomme les membres du Conseil.

Elle entend les rapports qui lui sont présentés par le Conseil et qui sont relatifs à l'état des travaux et à la situation financière de la Société.

Elle délibère sur toutes les propositions qui lui sont soumises par le Conseil.

ART XI. — La Société pourra organiser des excursions archéologiques, faire exécuter des fouilles, établir une bibliothèque, un musée, acquérir, recueillir ou recevoir, à titre de dons manuels, tous les objets et documents qui l'intéressent. Toutes ces questions seront décidées par le Conseil.

ART. XII. — Les membres correspondants reçoivent les publications de la Société et sont affranchis de toute cotisation.

ART. XIII. — En cas de dissolution de la Société, les membres titulaires, réunis en une Assemblée générale spécialement convoquée à cet effet, seront appelés à statuer sur la liquidation de l'actif social et sur la destination des collections appartenant à la Société.

ART. XIV. — Les présents Statuts pourront être modifiés par l'Assemblée générale, sur une proposition écrite et signée de dix membres au moins, mais aucune modification ne deviendra exécutoire qu'après avoir été autorisée par l'autorité compétente, en exécution de l'article 291 du Code pénal.

ART. XV et dernier. — Un règlement intérieur, adopté par l'Assemblée générale, arrête les conditions de détail propres à assurer l'exécution des présents Statuts et le bon fonctionnement de la Société.

Vu par le Président :
Baron DE COURCEL,
Membre de l'Institut.

Vu et soumis à l'approbation de
Monsieur le Préfet de Seine-et-Oise.
Le Sous-Préfet de Corbeil,
G. DE LINIÈRE.

Le Préfet de Seine-et-Oise, Chevalier de la Légion d'honneur, autorise la « Société Historique et Archéologique de Corbeil, d'Étampes et du Hurepoix » à se constituer légalement, en vertu de l'article 291 du Code pénal et conformément aux présents Statuts.

Fait à Versailles, le 19 février 1895.

Pour le Préfet,
Le Secrétaire-général délégué,
DUFOIX.

RÈGLEMENT

DE LA

SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DE

CORBEIL, D'ÉTAMPES ET DU HUREPOIX

Arrêté par l'Assemblée générale du 4 Décembre 1894

Article I. — Messieurs les Sous-Préfets de Corbeil et d'Etampes sont Présidents d'honneur de la Société.

Art. II. — Le Conseil, conformément à l'article VII des statuts, désigne, chaque année, parmi ses membres, un Président, deux ou plusieurs vice-Présidents, un Secrétaire général, un Secrétaire rédacteur et un Trésorier.

Art. III. — Le Président ouvre et dirige les séances, maintient l'ordre dans les discussions, fait exécuter les statuts et les décisions de la Société, la convoque pour les séances ordinaires et extraordinaires et ordonnance les dépenses.

En cas d'absence des Président et vice-Présidents, le Conseil est présidé par le plus âgé des membres présents.

Art. IV. — Le Secrétaire général est chargé, sous la direction du Conseil, de la composition et de la rédaction du bulletin ; il veille à l'impression et à la correction de toutes les publications de la Société ; il se met en rapport avec les auteurs et leur soumet, s'il y a lieu, les observations approuvées par le Conseil, sur le rapport du Comité de publication. Il fait annuellement à l'assemblée générale un rapport sur les travaux de la société ; enfin il remplit les fonctions d'archiviste.

ART. V. — Le Secrétaire rédacteur rédige les procès-verbaux des séances et est chargé de tout ce qui se rapporte à la correspondance.

ART. VI. — Le Trésorier est chargé du recouvrement des cotisations annuelles ; il paie les dépenses ordonnancées et donne, chaque année, à la séance générale, un état de la situation financière de la Société.

ART. VII. — Le Conseil se réunit tous les trois mois ; cependant le Président peut le convoquer chaque fois que les intérêts de la Société l'exigent.

ART. VIII. — Les décisions du Conseil sont prises à la majorité des suffrages ; pour qu'elles soient valables, sept membres au moins doivent être présents. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

ART. IX. — Le Conseil statue sur les demandes d'admission et désigne la catégorie à laquelle doit appartenir chaque candidat admis, afin de déterminer le montant de sa cotisation, conformément à l'article V des statuts.

Les délibérations du Conseil ont lieu au scrutin secret, et les noms des candidats refusés ne sont pas inscrits au procès-verbal.

ART. X. — Les décisions du Conseil ordonnant une dépense sont transmises sans retard au Trésorier par un extrait du procès-verbal, signé du Secrétaire rédacteur.

ART. XI. — Les fonds disponibles de la Société seront déposés à la caisse d'épargne de Corbeil ou dans toute autre caisse désignée par le Conseil.

ART. XII. — L'ouverture de l'année sociale est fixée au 1er janvier.

Tout candidat admis doit sa cotisation à partir du 1er janvier de l'année de son admission.

ART. XIII. — La Société publiera un bulletin périodique et, si ses ressources le lui permettent, elle pourra également publier des mémoires et des documents.

ART. XIV. — Un Comité de publication, composé d'un vice-Président et du Secrétaire général, membres de droit, et de cinq membres choisis par le Conseil et renouvelables chaque année, proposera la publication, sous les auspices de la Société, des mémoires et documents dont il aura apprécié la valeur réelle.

Art. XV. — Les Sociétaires ont droit à toutes les publications de la Société à partir de l'année de leur admission.

Art. XVI. — Tous les Sociétaires peuvent assister aux séances du Conseil, mais ils ne peuvent prendre part aux votes.

Le Président peut leur donner la parole quand ils ont à faire des communications qui rentrent dans l'ordre des travaux de la Société.

Cependant le Conseil peut se former en Comité secret sur la demande de deux de ses membres.

Art. XVII. — Les auteurs pourront faire exécuter, à leurs frais, des tirages à part des travaux publiés par la Société.

Tout tirage à part devra porter la mention du volume dont il aura été extrait.

Aucun tirage à part ne pourra être mis en circulation avant la publication par la Société du travail dont il est l'objet.

Art. XVIII. — Les demandes de modifications aux statuts devront être adressées au Président quinze jours au moins avant l'assemblée générale ; il en sera fait mention sur les lettres de convocation.

Art. XIX et dernier. — Le présent règlement pourra être modifié par le Conseil, sur la proposition et à la majorité de sept membres au moins.

Afin d'assurer l'envoi exact de nos publications, Messieurs les Sociétaires sont instamment priés d'indiquer à M. le Secrétaire général, leurs changements de domicile, de titres, ou toutes autres rectifications.

LISTE DES MEMBRES

Les noms précédés d'un astérisque (*) sont ceux des MEMBRES FONDATEURS qui ont racheté leur cotisation.

MM. ALLEZ, au château de Belesbat, par Boutigny (S.-et-O.) et à Paris, rue de Berri, 5 bis (VIII^e).

ALLORGE, Professeur de dessin à Montlhéry (S.-et-O.).

AMIOT, avocat à la Cour, 207, Boulevard St-Germain, Paris (VII^e).

AMODRU, ancien Député, 66, avenue des Champs-Elysées, Paris (VIII^e) et au Château de Chamarande (S.-et-O.).

ANDRÉ, Avoué à Corbeil.

ARGELIÈS, ancien Député de Seine-et-Oise, à Juvisy (S.-et-O.).

AUBLET-DELAUNAY (M^me), 173, Boulevard Péreire, à Paris (XVII^e).

*AUBRY-VITET, Archiviste-Paléographe, 69, rue de Varenne, à Paris (VII^e).

ASHER, Libraire à Berlin (Allemagne).

BARREAU (Eugène), Juge au tribunal de commerce de Corbeil, à Ris-Orangis (S.-et-O.).

BARTHÉLEMY (Louis), Ingénieur, 5, avenue de Villiers, à Paris (XVII^e).

BARTISSOL, Maire de Fleury-Mérogis, par Saint-Michel-sur-Orge, et 17, avenue du bois de Boulogne, à Paris (XVI^e).

BASSERIE (M^lle), 49, rue St-Vincent, au Mans (Sarthe).

BATAILLE, Propriétaire, 13, rue Oberkampf, à Corbeil.

BAUDELOT, Avocat, 148, boulevard Haussmann, Paris (VIII^e).

*BÉRANGER (Charles), 4, rue de Marignan, Paris (VIII^e).

*BERNON (le Baron de), à Palaiseau, et à Paris, 3, rue des Saints-Pères (VI^e).

Bibliothèque (la) communale de Corbeil, représentée par M. Dufour, bibliothécaire.

MM. †*Bizemont (le Comte de), au Château du Tremblois (M.-et-M.).
*Bizemont (le Comte de), 8, rue Girardet, à Nancy (M.-et-M.).
Blondeau, Architecte à Brie-Comte-Robert (Seine-et-Marne).
Bobin, Pharmacien à Étampes.
Bonnefille, ancien Sénateur de Seine-et-Oise, à Massy (S.-et-O.).
Bonnefoy, à Paris, 4, rue de la Paix (II^e).
†*Boselli (Paul), 130, rue Royale, à Lille (Nord).
†Boucher (D^r Paul), Médecin en chef de l'Hôpital de Corbeil.
Boucher (M^me), à Corbeil.
Bougin (Louis), à Paris, 3, place Jussieu (V^e).
Bouju-Tandou (J. Albert), 45, avenue Marceau, à Paris (XVI^e).
Boulanger, 19, quai Bourbon, Paris (IV^e).
Boulé (Alphonse), Juge de paix honoraire, à Lignières (Cher).
*Bourdin (Lucien), Ingénieur chimiste, 18, Boulevard Exelmans, Paris (XVI^e).
Braquenié, 16, rue Vivienne, Paris (II^e).
Bricard (Mme), Propriétaire, à Corbeil.
Brinon (Gustave), à Pussay (S.-et-O.).
Brunoy (la Commune de) (S.-et-O.).
Bunel, Agent d'assurances, 8, rue de la Cordonnerie, Etampes.

Cahen (G.), Maire d'Itteville, 244, rue de Rivoli, Paris (I^er).
Calliet, Banquier, ancien Maire de Corbeil.
Carnot (François), 8, avenue Montespan, à Paris (XVI^e).
Cauvigny (l'Abbé), Aumônier de la maison N.-D. au Pecq (S.-et-O.).
*Cauville (Paul de), ancien Sénateur, à Port-Toutevoye par Gouvieux (Oise) et à Paris, 7, Boulevard Beauséjour (XVI^e).
Cayron (l'Abbé), Curé de Lardy (S.-et-O.).
Charon, Professeur, chez M. Gignot, à Vert-le-Petit (S.-et-O.).
Chatelin, Avoué à Corbeil.
*Chatoney (Eugène), 6, rue Meissonier, à Paris (XVII^e).
Chehet, Ingénieur, 54, rue de la Bienfaisance, Paris (VIII^e).
Chéron, à Lardy (S.-et-O.).
Cheuvreux, à Étiolles par Corbeil, et à Paris, 4, rue de Téhéran (VIII^e).
Chevalier (Léon), Conseiller-Maître honoraire à la Cour des

Comptes, à Soisy-sous-Étiolles, et à Paris, 216, rue de Rivoli (Ier).

MM. Choiseul (le comte Horace de), 57, avenue Montaigne, Paris (VIIIe).

Cibiel (Alfred), Député de l'Aveyron, au Château de Tigery, et 53, rue Saint-Dominique, à Paris (VIIe).

Clavier (Mlle), Professeur à Corbeil.

Clavier (Paul), Architecte, 21, rue de la Cordonnerie, Etampes.

Claye, Notaire à La Chapelle-la-Reine (Seine-et-Marne).

Cochin (Henry), Député du Nord, au château de Mousseau par Evry-Petit-Bourg, et à Paris, 5, avenue Montaigne (VIIIe).

Collardeau du Heaume (Philéas), 6, rue Halévy, à Paris (IXe).

Collège (le) Geoffroy-Saint-Hilaire, à Etampes.

Collomp, 31, rue Marbeuf, Paris (VIIIe).

† Coppée (François), Membre de l'Académie française.

* Courcel (le Baron Alphonse de), Sénateur, au château d'Athis Mons (S.-et-O.), et à Paris, 10, boulevard Montparnasse (XVe).

† * Courcel (Georges de), à Vigneux.

* Courcel (Robert de), Secrétaire d'Ambassade, à Vigneux (S.-et-O).

* Courcel (Valentin de), à Athis-Mons (S.-et-O.), et à Paris 20, rue de Vaugirard (VIe).

Courcel (Valentin de), Archiviste-paléographe, 20, rue de Vaugirard, Paris (VIe).

Courcel (Madame Henry de), 14, rue Jean-Goujon, à Paris (VIIIe).

Creuzet, Principal clerc d'avoué, à Corbeil.

* Cros (Louis), Notaire, à Corbeil.

Cuginaud, Conservateur des hypothèques, à Corbeil.

Dameron, Architecte, 19, rue des Petites Bordes, à Corbeil.

Dancongnée, 4, rue du Général Foy, Paris (VIIIe).

Danzas (Mlle), 49, rue Ampère, à Paris (XVIIe).

† * Darblay (Aymé), au Château de Saint-Germain.

Darblay (Robert), au Château de St-Germain, par Corbeil.

* Darblay (Rodolphe), au Château de St-Germain.

Darblay (François), au Château de St-Germain.

Darnet (Jérôme), Greffier en chef du tribunal de Corbeil.

DECAUVILLE (Mme), au Châlet Labrousse, à Saint Germain-lès-Corbeil.

MM. DELABRECQUE, avoué à Corbeil.

DELAUNAY, Maire de Saintry, par Corbeil, et à Paris, 39, Boulevard Beaumarchais (IIIe).

* DEPOIN (Joseph), Secrétaire général de la Société historique de Pontoise, 50, rue Basse, à Pontoise, et à Paris, 150, boulevard St-Germain (VIe).

DESRUES (l'Abbé), Curé Doyen de l'Isle-Adam (S.-et-O.).

DESTARAC (l'Abbé), Curé de Méry-sur-Oise (S.-et-O.).

DORMANN, Imprimeur, à Etampes.

DOUCET (Jacques), 19, rue Spontini, Paris (XVIe).

DROUIN (G.), 4, place des Saussaies, Paris (VIIIe).

DUBIEZ, 35, rue Evezard, à Etampes.

DUBOIS (Robert), 7, rue d'Enghien, à Paris (Xe), et à Brunoy, 16, rue du Réveillon (S.-et-O.).

DUFAURE (Amédée), ancien Député, au Château de Gillevoisin par Chamarande, et 116 bis, avenue des Champs-Élysées, à Paris (VIIIe).

DUFOUR (M. A.), Conservateur de la Bibliothèque et des Archives de la ville de Corbeil, rue du 14 Juillet, 21, à Corbeil.

DURAND (M. le Général L.), 91, rue St-Spire, à Corbeil.

DUREY-COMTE (le Dr), à Corbeil.

† * DUVAL (Rubens), Professeur honor. au Collège de France.

DUVAL (Mlle), Institutrice à Bazemont, par Maule (S.-et-O.).

ETAMPES (le musée d'), représenté par M. Girondeau, conservateur.

* FERAY (Georges), 21, Avenue de l'Alma, à Paris (VIIIe).

FLAMMARION (Camille), Directeur de l'Observatoire de Juvisy, à Juvisy, et à Paris, 16, rue Cassini (XIVe).

FLIZOT, libraire, à Étampes.

FORT (le Dr J.), à Draveil (S.-et-O.).

FOSSE (A.), Villa Max. et Gaby, rond-point du Donjon, à Brunoy (S.-et-O.).

FOUCHER (l'Abbé), Curé-archiprêtre de Corbeil.

MM. Gaillard, Avoué, 177, Boulevard St-Germain, Paris (VII^e).
Ganay (le Marquis de), au Château de Courances, par Milly (S.-et-O.), et à Paris, 9, avenue de l'Alma (VIII^e).
Gandrille (Mme), à St-Germain-lès-Corbeil, par Corbeil.
Garnier, ancien Maire de Corbeil, quai de la Pêcherie, à Corbeil.
Gatinot, Inspecteur primaire honoraire, adjoint au Maire de Montgeron (S.-et-O.).
Gaudin, Entrepreneur de travaux, à Corbeil.
Gauthier, Entrepreneur à Corbeil.
Geoffroy, Inspecteur à la C^ie P. L. M., à Corbeil.
Gérard (Octave), 41, Boulevard de la Tour-Maubourg, Paris (VII^e).
Mgr Gibier, Evêque de Versailles, à l'Evêché de Grandchamp, à Versailles.
M. Girard, 13, rue Parrot, Paris (XII^e).
Girard (Mme), 61, rue Parisis, à Dreux (Eure-et-Loir).
MM. Girondeau, Professeur au Collège d'Etampes et Conservateur du Musée, 3, rue Magne, à Etampes.
Graillot, Chef d'institution, à Montlhéry (S.-et-O.).
Grand (Emile), Avoué à Corbeil.
Grand (Mlle M.), à Corbeil.
Grands moulins de Corbeil (M. le Directeur des).
Guébin (Mme), 28, rue d'Assas, Paris (VI^e).
Guilbert (Denys), Avocat, au Château du Colombier, par St-Chéron, et à Paris, 116, rue de Rennes (VI^e).
Guillard, Banquier, à Corbeil.
Guyot (Mme Vve), 63 bis, rue du Rocher, à Paris (VIII^e).
Guyot (Joseph), au Château de Dourdan, à Dourdan, (S.-et-O.), et à Paris, 30, rue de Condé (VI^e).

Haber (André), Avoué, à Corbeil.
† Hauréau (Barthélemy), Membre de l'Institut.
Haüet (Maurice), 10, avenue de Villiers, à Paris (XVII^e).
Hervier (Marcel), 9, rue des Chevaliers St-Jean, à Essonnes (S.-et-O.).
Hinque (Edmond), à Yerres (S.-et-O.), et à Paris, 94, boulevard Haussmann (VIII^e).
Humbert, Notaire à Brunoy (S.-et-O.).

MM. Houssoy (le Comte du), au Château de Frémigny, par Bouray, (S.-et-O.), et 5, rue Beaujon, à Paris (VIII[e]).
Hubt (Edmond), 12, rue St-Jacques, à Étampes.
Hutteau (Léonce), 3, rue Saint-Jacques à Etampes.

* Jacquemot (l'Abbé), Curé-Doyen d'Argenteuil (S.-et-O.).
Jalley (l'Abbé), Curé d'Athis-Mons (S.-et-O.).
Jeancourt-Galignani, Maire d'Etiolles, par Corbeil, et à Paris, 82, rue du faubourg St-Honoré (VIII[e]).
Jarry (Henri), Membre du Conseil départemental d'hygiène, à Corbeil.
Joanne (Edmond), Hôtel de Nesmond, 55 et 57, quai de la Tournelle, à Paris (V[e]).
Joubert, Président de la Société des Auteurs, Compositeurs et Éditeurs de musique, 25, rue d'Hauteville, Paris (X[e]), et Château de Moulineux, par Pussay (S.-et-O.)
Jozon (Maurice), Notaire à Corbeil.

* La Baume-Pluvinel (Mlle de), au Château de Marcoussis, et à Paris, 9, rue de la Baume (VIII[e]).
Labouret (Camille), Conseiller d'Ambassade, 2, rue du Cirque, à Paris (VIII)[e], et à Champrosay, par Draveil (S.-et-O.).
Lacombe (Paul), Trésorier de la Société de l'histoire de Paris, 5, rue de Moscou, à Paris (VIII[e]).
Ladmiral (le D[r]), à Étiolles, par Corbeil.
Laroche (Mme Jules), rue Saint-Spire, à Corbeil.
La Rochefoucauld (le comte Emmanuel de), 9, rue des Saussaies, Paris (VIII[e]).
Lasnier (E.), Receveur des Finances, en non activité, 28, rue de Champlouis, à Corbeil.
Lauderaut (l'Abbé), Curé de St-Martin, à Étampes.
Lauriston (de), Propriétaire au Coudray-Montceaux, par le Plessis-Chenet (S.-et-O.).
Lavallée (Pierre), Conservateur des Collections de l'Ecole Nationale des Beaux-Arts, au Château de Segrez, par Boissy-sous-St-Yon, et à Paris, 49, rue de Naples (VIII[e]).
Lavollay (Maurice), Quai de la Pêcherie, à Corbeil.
Lebret, ancien Garde des Sceaux, Avocat à la Cour, 11, rue Michelet, Paris (VI[e]).

MM. Leclerc (Edmond), Industriel, 1, rue de Draveil, à Montgeron (S.-et-O.).

Le Gal (l'Abbé), Curé de Brunoy (S.-et-O.).

* Legrand (Maxime), Avocat, 98, rue Saint-Jacques, à Étampes.

*Lehideux (Roger), 3, rue Drouot, Paris (IX^e).

Leproust (l'Abbé), Curé de St-Gilles, à Étampes.

Lelong, Notaire à Corbeil.

Lemaire (A.), Adjoint au Maire à Corbeil.

Lemay (l'Abbé), 3, rue Alexandre Dumas, à Marly-le-Roi (S.-et-O.).

Le Michel, Propriétaire à Saintry, par Corbeil.

Lescuyer, Notaire, à Etampes.

Le Paire (Jacques-Amédée), à Lagny (S.-et-M.).

Liouville, au Chalet de Rochefort, à St-Germain, par Corbeil.

Loisel (Albert), rue du 14 Juillet, 21 bis, à Corbeil.

Lorin, Avoué, Secrétaire-général de la Société historique de Rambouillet, à Rambouillet.

Maille St-Prix, au Château de la Grange, par Évry-Petit-Bourg (S.-et-O.).

Mainfroy (Maurice), à Saint-Jean-en-l'Isle, à Corbeil.

Mallet (Mme), à Corbeil.

Mallet fils (Louis), Banquier, à Corbeil.

Mareuse (Edgar), Secrétaire du Comité des Inscriptions parisiennes, 81, boulevard Haussmann, à Paris (VIII^e).

Marion (Mme), 39, rue Saint Jacques, à Étampes.

Mariez, Directeur de l'Usine à Gaz de Nancy (M.-et-M.).

Marquis (M^{me} Léon), 3, rue du Flacon, à Etampes.

Martellière, ancien Magistrat, 59, rue Claude-Bernard, Paris (V^e).

Martellière fils, Architecte, 59, rue Claude-Bernard, Paris (V^e).

Martin, Entrepreneur de travaux, à Corbeil.

Masson, Directeur des Ateliers de Chantemerle, à Essonnes (S.-et-O.).

Massuchetti (l'Abbé), Chanoine, 2, place de la Cathédrale, à Versailles.

† * Mauban (Georges), à Soisy-sous-Etiolles.

Mélinge (l'Abbé), 34, quai d'Orléans, Paris (IV^e).

MM. MONCANY (le Dr), à Corbeil.

MONTGERMONT (le comte G. de), 62, rue Pierre Charron, à Paris (VIIIe), et au château de Montgermont, par Ponthierry (S.-et-M.).

MOTTHEAU fils, à Valbruant, par Arc-en-Barrois (Haute-Marne).

OUDIOU (Mme), 12, avenue Darblay, à Corbeil.

PAILLARD, Huissier, à Brie-Comte-Robert (S.-et-M.).

PAISANT, Président honoraire du Tribunal de Versailles, 47 rue Neuve à Versailles.

PALLAIN, Gouverneur de la Banque de France, Hôtel de la Banque, à Paris (Ier).

PAPIN, Agent des Assurances générales, à Corbeil.

PARET (Georges), 6, rue Weber, Paris (XVIe) et au Château de Rottenbourg, à Montgeron (S.-et-O.).

PASTRÉ (Aymé), au Château de Beauvoir, par Evry-Petit-Bourg, et à Paris, 14, rue François Ier (VIIIe).

PAULIN (Mlle), Institutrice à St-Germain, par Corbeil.

PELLERIN, à Saintry, par Corbeil.

PÉRIN (Louis), à Ris-Orangis, et à Paris, 8, rue des Écoles (Ve).

PÉRIN (Félix), à Morsang-sur-Orge, par Savigny-sur-Orge (S.-et-O.).

PETIT (Mme Félix), Propriétaire, rue St-Spire, à Corbeil.

* PIERREDON, 150, avenue des Champs-Elysées, Paris (VIIIe).

PILLAS (Albert), ancien Trésorier-payeur-général, 20, rue de Mouchy, à Versailles.

PILLAULT (l'abbé), Curé de Saint-Cyr-la-Rivière, par Saclas (S.-et-O.).

PINARD (André), au Château de Champcueil, par Mennecy, et à Paris, 54, quai Debilly (XVIe).

PINTEAUX, 52, rue de Turbigo, Paris (IIIe).

PLANCOUARD (Léon), Correspondant du Ministère de l'Instruction publique, à Arthies, par Magny-en-Vexin (S.-et-O.).

POPOT père, Caissier central honoraire de la Caisse d'épargne de l'arrondissement de Corbeil, à Corbeil.

PORLIER, 34, rue Charles Jozon, à Corbeil.

PRESTAT, 40, rue des Écoles, à Paris (Ve).

MM. Rabier (Mme Veuve), Propriétaire au Château de Sainte-Radegonde, commune du Coudray-Montceaux, par Le Plessis-Chenest (S.-et-O.).

Rabourdin (Charles), Maire de Paray, 43, rue de Rennes, à Paris (VI^e^).

Radot (Émile), ancien Président du tribunal de Commerce de Corbeil, à Essonnes (S.-et-O.)

Ravaut (Paul), 114, avenue des Champs-Elysées, Paris (VIII^e^).

Resve, Chef d'institution à Montlhéry (S.-et-O.).

Richemond, Boulevard Malesherbes, 88, à Paris (VIII^e^).

Richerand (le Baron), Maire de Villecresnes, et à Paris, 13, rue Paul-Louis Courrier (VII^e^).

Rilly (le Comte de), au Château d'Oyzonville, par Sainville (Eure-et-Loir).

Risch, Instituteur à Saulx-les-Chartreux, par Longjumeau (S.-et-O.).

Robin fils, Marbrier, à Corbeil.

Roussel, Docteur de l'Université de Paris, Chimiste-Expert au Tribunal civil de la Seine, 71, rue de Grenelle, Paris (VII^e^).

Rousselin (l'Abbé), Curé du Mesnil-Aubry (S.-et-O.).

Rousseaux, ancien Avoué à Corbeil.

Sabrou (Charles), rue St-Spire, à Corbeil.

Saintin (Alfred), Maire de Montlhéry (S.-et-O.).

Saint-Périer (le Cte de), au Château de Morigny, par Étampes et à Paris, 24, rue Bac (VII^e^).

* Say (Mme), à Paris, 79, avenue Malakoff (XVI^e^).

Simon (Paul), Architecte, à Villeneuve-St-Georges (S.-et-O.).

Simon (André), Conseiller général de Seine-et-Oise, Maire de Bruyères-le-Châtel (S.-et-O.).

Simon (l'Abbé), Curé de Livry (S.-et-O.).

Subercaze (le D^r^), à La Ferté-Alais (S.-et-O.).

Tanon (M. L.), Président de Chambre honoraire à la Cour de Cassation, 46, rue Jacob, à Paris (VI^e^).

Tarride, Maire de Boissy-St-Léger (S.-et-O.).

Tavernier, Architecte, 19, rue Soufflot, à Paris (V^e^).

Terquem, à New-York (États-Unis).

MM. TETON (Gabriel), Instituteur à Épinay-sous-Senart, par Brunoy (S.-et-O.).

THIRROUIN (Achille), à Lisses, par Essonnes (S.-et-O.).

THOMAS, Architecte de la ville, à Corbeil.

THOMAS (Henri), 25, rue St-Jacques, à Etampes.

TOURNEUX (Maurice), à Morsang-sur-Orge, clos de la Guérinière, et à Paris, 34, quai de Béthune (IV^e^).

*TREUILLE (Raoul), 156, rue de Rivoli, à Paris (I^er^).

TREILHARD (le Comte), au Château de Marolles-en-Hurepoix, et 7, rue Molitor, à Paris (XVI^e^).

VALLÉE, Propriétaire à Montlhéry (S.-et-O.).

VALLET (l'Abbé), Curé de Ste-Escobille, par Authon-la-Plaine (S.-et-O.).

VAUFRELAND (le Baron de), Maire de Morsang-sur-Seine, au château des Roches, commune de Morsang-sur-Seine, et à Paris, 38, avenue Gabriel (VIII^e^).

VAVASSEUR (l'Abbé), Vicaire-général du diocèse de Versailles, 16, rue des Rossignols, à Versailles.

VÉRON, Notaire à Boissy-St-Léger (S.-et-O.).

VIGNAT, Greffier de la Justice de Paix à Corbeil.

VERLEY (Gaston), Architecte, à Corbeil.

VERNHOLES, Architecte et Professeur de dessin, à Dourdan.

VIAN (Paul), Notaire honoraire, 9, rue Boissy-d'Anglas, à Paris (VIII^e^).

VILLENEUVE-SAINT-GEORGES (la Commune de) (S.-et-O.).

VOLLANT (Louis), Ingénieur civil, 7, rue de Villersexel, Paris (VII^e^).

WARIN, Directeur des Papeteries d'Essonnes, à Soisy-sous-Etiolles (S.-et-O).

WALTER (Henri), au Mesnil-Longpont, par Montlhéry, et 217, rue Saint-Honoré, à Paris (I^er^).

MEMBRES HONORAIRES CORRESPONDANTS

MM. Coüard (Emile), Archiviste de Seine-et-Oise, en retraite, à Versailles.

Dutilleux (A.), Chef de division honoraire à la Préfecture de Seine-et-Oise ; à Versailles, 19, avenue de Picardie.

Lefèvre (Eugène), Conservateur à la Bibliothèque d'art et d'archéologie, 36 bis, rue Jouffroy, Paris (XVII^e^).

Pharisier, Rédacteur en chef de l'*Abeille de Seine-et-Oise*, à Corbeil.

Stein (Henri), Archiviste aux Archives nationales, 38, rue Gay-Lussac, à Paris (V^e^).

Bonnin (l'Abbé), Curé d'Ablon (S.-et-O).

LISTE DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

MM.

Bricard, propriétaire à Corbeil.
Courcel (le Bon A. de), d'Athis-Mons.
Courcel (V. de), d'Athis-Mons.
Creuzet, de Corbeil.
Cros (Louis), notaire à Corbeil.
Dameron, à Corbeil.
Depoin (Joseph), de Paris.
Dufour (M. A.), de Corbeil.
Dutilleux (A.), de Versailles.
Hutteau (L.), d'Etampes.
Jarry (H.), de Corbeil.
Lasnier (E.), de Corbeil.
Legrand (Maxime), d'Étampes.
Lelong (M.), notaire à Corbeil.
Mareuse (Edgar), de Paris.
Martellière (Paul), de Paris.
Popot père, de Corbeil.
Rousseaux, de Corbeil.
Tourneux (Maurice), à Paris.
Vollant, à Paris.

BUREAU DE LA SOCIÉTÉ

Présidents d'honneur :

M. le Sous-Préfet de Corbeil. — M. le Sous-Préfet d'Étampes

Président : M. le Baron de Courcel, Sénateur, membre de l'Institut.

Vice-Présidents : M. V. de Courcel, d'Athis-Mons.
M. Cros (Louis), notaire à Corbeil.
M. M. Legrand, d'Etampes.

Secrétaire-Général : M. Dufour, Conservateur du Musée Saint Jean.

Trésorier : M. Popot père, caissier central honoraire de la Caisse d'Épargne de Corbeil.

Secrétaire-Rédacteur : M. M. Lelong, notaire à Corbeil.

COMITÉ DE PUBLICATION

MM. V. de Courcel, d'Athis-Mons, vice-Président.
Cros (Louis), vice-Président.
Max. Legrand, d'Étampes, vice-Président.
A. Dufour, Secrétaire général.

SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES

Société de l'histoire de Paris et de l'Ile de France.
Société historique et archéologique de Pontoise et du Vexin.
Société archéologique de Rambouillet.
Société historique et archéologique du Gâtinais.
Société archéologique de Sens, à Sens (Yonne).
Société des sciences morales, des lettres et des arts de Seine-et-Oise, à Versailles.
Commission des antiquités et des arts de Seine-et-Oise, à Versailles.
La Bibliothèque de l'Académie Royale des belles-lettres, d'histoire et des antiquités à Stockholm (Suède).
Société des Amis des monuments et des arts, Hôtel de Sully, 62, rue St-Antoine, Paris (IVe).
Société française d'archéologie, 8, rue Chateaubriand, Paris (XVIIe). M. Louis Serbat, secrétaire général.
Société archéologique d'Eure-et-Loir, à Chartres (Eure-et-Loir).
Société historique et archéologique de Brie-Comte-Robert (Seine-et-Marne).
Société des Bollandistes, 22, Boulevard St-Michel, à Bruxelles (Belgique).
Bulletin historique du diocèse de Lyon, place Fourvière, Lyon (Rhône).
Société Dunoise, à Châteaudun (Eure-et-Loir).
Société archéologique de Château-Thierry.
Société archéologique, scientifique et littéraire du Vendômois, à Vendôme (Loir-et-Cher).
La Bibliothèque de la Ville de Paris, à l'Hôtel Saint-Fargeau, 29, rue de Sévigné, à Paris.
La Société archéologique et historique de Clermont (Oise).
La Société des Sciences historiques et naturelles de Semur (Côte-d'Or).
La Société d'archéologie, sciences, lettres et arts du département de Seine-et-Marne, à Melun (Seine-et-Marne).
La Société historique et archéologique de Noyon (Oise).

Au moment où le présent bulletin était déjà presque complètement imprimé, un grand malheur a frappé notre Société.

L'un de ses fondateurs, son Secrétaire général, M. Marc Adolphe DUFOUR, est décédé le 17 Juin 1914 à l'âge de 87 ans.

Il s'est éteint doucement, entouré par les siens, par ses amis, après avoir reçu les secours de la religion, dans cette ville de Corbeil où il était né, qu'il avait toujours habitée, qu'il aimait profondément.

Une notice sur la vie et les travaux de M. Dufour paraîtra dans notre prochain bulletin.

Mais il convient de dire dès aujourd'hui que la mort de notre cher Secrétaire général, qui avait consacré à la Société vingt ans de travail et d'efforts, qui l'avait amenée au point où elle est aujourd'hui, constitue une perte irréparable.

Informé de l'état de santé de M. Dufour, on avait ajourné l'assemblée générale qui devait se réunir à la fin de Mai, et l'excursion annuelle qui devait avoir lieu le 22 Juin à Orléans.

Aux obsèques on remarquait un grand nombre de membres de notre Société venus (certains de très loin) pour s'associer au grand deuil qui atteignait en même temps la famille de notre regretté collègue, la Ville de Corbeil, et notre Société.

Une palme en bronze avait été déposée au cimetière de Corbeil par les soins du bureau sur la tombe de M. Dufour.

Le Conseil d'Administration.

DON A LA FRANCE
D'UNE MAISON A RHODES
portant l'écusson de PIERRE D'AUBUSSON
Grand-Maître de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem

Le *Journal Officiel* du 25 mars 1914 donne, au folio 2690, le texte, que nous rapportons ci-après, d'un décret de M. le Président de la République, daté de Paris, du 15 du même mois, portant acceptation de la donation faite à l'Etat français, par M. Bompard, ambassadeur de la République, à Constantinople, d'un immeuble sis à Rhodes, connu sous le nom de « l'auberge de France ».

Cette donation présente un certain intérêt pour notre région, où les chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem ont possédé plusieurs établissements ; à Corbeil, notamment, l'on voit encore leur ancienne église, charmant édifice du XIII^e^ siècle, dans laquelle la Société historique et archéologique de Corbeil-Etampes a installé son musée, dit « Musée Saint-Jean », en 1898.

Chacun sait que les chevaliers de l'ordre religieux, hospitalier et militaire de Malte, connu sous le nom de Saint-Jean de Jérusalem (1), après avoir été repoussés de la Terre sainte, qu'ils gardèrent les derniers, se retirèrent successivement à Margat, à Saint-Jean d'Acre, à Limisso, à Chypre et enfin à Rhodes dont ils s'emparèrent en 1309, après avoir vaincu les Turcs. Les Chevaliers conservèrent cette île pendant plus de deux siècles, pendant lesquels ils repoussèrent de nombreuses attaques des Sarrazins, principalement en 1455 et en 1480 ; ce n'est qu'en 1522 qu'ils furent contraints de la céder à Soliman II.

Après avoir erré quelques années à Candie et en Sicile, les

(1) Les statuts de l'ordre ont été régularisés en 1113.

chevaliers de Saint-Jean vinrent se fixer dans l'île de Malte que leur céda Charles-Quint, laquelle devint le siège définitif de leur ordre.

La ville actuelle de Rhodes, célèbre par la beauté et la douceur de son climat, à la richesse de sa végétation, a été bâtie sur l'emplacement de l'ancienne cité, par les chevaliers de Saint-Jean ; il est incontestable que cette ville, ainsi d'ailleurs que le reconnaît M. Bompard, dans sa lettre à M. le Ministre des Affaires étrangères, est restée moyen-âgeuse ; on y voit encore des fortifications à créneaux, des murailles à meurtrières, des maisons à tourelles, percées d'ogives, ornées d'armoiries.

Or, c'est l'une de ces maisons, « datant de 1480, qui est frappée au centre de sa façade de l'écusson de Pierre d'Aubusson, avec la devise « Montjoie Saint-Denis », que le Ministre de la République, à Constantinople, vient de faire don à la nation.

Pierre d'Aubusson, né en 1423, descendant par son père des anciens vicomtes de la Marche, était allié par sa mère aux rois d'Angleterre. Il était cousin de Jean d'Aubusson, chambellan de Charles VII. Entré dans l'ordre des chevaliers de Saint-Jean, il en devint Grand-Maître, et l'un des plus illustres, en 1476 ; c'est lui qui, en 1480, soutint à Rhodes, contre Mahomet II, ce fameux siège où, après deux mois, la flotte ottomane, forte de 160 vaisseaux, portant 100.000 hommes, commandée par Paléologue, fut forcée de se retirer.

D'Aubusson, nous dit l'histoire, qui, depuis le premier assaut, n'avait pas quitté les remparts et s'était porté aux postes les plus périlleux, ne rentra dans son palais qu'après la retraite de l'ennemi (1).

Doit-on reconnaître en « l'Auberge de France », faisant l'objet de la donation de M. Bompard, le palais du vainqueur de Mahomet II ?

Peut-être.

Pierre d'Aubusson fut nommé cardinal en 1489 et mourut en juillet 1503.

Armes : Ecartelé : aux 1 et 4 de gueules, à la croix d'argent ; aux 2 et 3 d'or, à la croix ancrée de gueules.

D.

(1) Histoire de Pierre d'Aubusson, grand maître de Rhodes, par le P. Bonhours, Paris. 1676, 1 vol. in-4. Beau frontispice, représentant Pierre d'Aubusson en pied.

ANNEXE

Monsieur le Président,

A la date du 14 août 1912, sous le n° 460, M. Bompard, ambassadeur de la République, à Constantinople, écrivait à M. le ministre des affaires étrangères :

« La ville de Rhodes a conservé des monuments très importants, de l'époque où elle était le siège de l'ordre des hospitaliers de St-Jean de Jérusalem. Les plus considérables, sont les remparts, mais les plus curieux, sont les demeures, en bordure de cette célèbre rue des Chevaliers qui traverse le collachium tout entier, de la porte de la Marine au palais du Grand-Maître, et qui présente encore l'aspect qu'elle avait au quinzième siècle. La plus grande, la plus belle, et la mieux conservée de ces demeures, est sans contredit celle du Pilier de la Langue de France, connue vulgairemeht sous le nom de l' « Auberge de France », qui, dans son état actuel, date de 1480, et qui est frappée, au centre de la façade, de l'écusson de Pierre d'Aubusson, avec la devise, Montjoie Saint-Denis.

« ... Lors de mon passage à Rhodes, l'année dernière, j'ai été frappé de l'excellent état de conservation de la façade de l'Auberge de France, sous les verrues qui la cachent, et en même temps très inquiété, par les détériorations, qu'on commençait à lui faire subir et qui, si elles se poursuivaient quelque temps encore, pourraient lui enlever définitivement son caractère. Il m'a semblé que ma qualité d'ambassadeur de France à Constantinople, m'imposait le devoir de ne rien épargner, pour sauver un monument qui témoigne de la grandeur de la France dans le Levant, et de la place prééminente qu'elle y occupe depuis des temps reculés. Je n'ai pas trouvé d'autre moyen de conserver à la France l'Auberge de France, que de l'acheter moi-même, pour en faide don à l'Etat... »

Désireux de faire bénéficier le domaine national des généreuses intentions de M. Bompard, le Gouvernement a examiné les dispositions à adopter pour transférer à l'Etat Français la propriété de l'Auberge de France, des instructions furent transmises le 24 novembre 1913 à M. le vice-consul de France à Rhodes, pour signer au nom de l'Etat, l'acte de transfert.

Le contrat fut signé le 19 décembre 1913 ; toutefois l'acceptation de l'Etat donataire ne sera parfaite qu'après promulgation d'un décret portant acceptation de l'immeuble au nom de l'Etat.

Si vous approuvez cette disposition, j'ai l'honneur de vous prier, monsieur le Président, de bien vouloir revêtir de votre signature, le projet de décret ci-joint.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le président, les asssurances de mon profond respect.

Le président du Conseil,
ministre des Affaires étrangères,
Gaston DOUMERGUE.

Le Président de la République française,

Vu l'offre de M. Bompard, ambassadeur de la République à Constantinople, en date du 14 août 1912 (N° 460).

Vu le titre de propriété établi par les autorités italiennes à Rhodes ;

Vu l'acte de transfert délivré par les autorités Italiennes à Rhodes ;

Vu la loi du 4 février 1901 ;

Sur la proposition du président du Conseil, ministre des Affaires étrangères.

Décrète :

Art. 1er. — Est acceptée la donation faite à l'Etat français, par M. Bompard, ambassadeur de la République à Constantinople, d'un immeuble sis à Rhodes, connu sous le nom de l' « Auberge de France ».

Art. IIe. — Le président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal Officiel* et inséré au *Bulletin des lois.*

Fait à Paris, le 15 mars 1914.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le président du Conseil,
ministre des Affaires étrangères,
Gaston DOUMERGUE.

UN MONUMENT

A LA MÉMOIRE D'UN PERROQUET

Notre jeune et sympathique collègue M. Vignat ayant eu la bonne pensée de me signaler que deux plaques de marbre provenant de l'ancien château de Petit-Bourg devaient être offertes aux enchères en vente publique, je m'en suis rendu acquéreur et je les ai fait placer dans mon jardin.

Ce sont deux petites plaques de marbre blanc en forme de trapèze, sur lesquelles sont gravés les vers suivants :

L'aigle de Jupiter apercevant Colas
Sur un beau pied D'estal entouré de feuillage
S'envole vers son maître en lui disant : Hélas
Quand me donnerez-vous un si charmant bocage.

Dans ce délicieux bosquet,
Les rossignols par leurs ramages
Rendent à Colas leurs hommages,
Mais cet oiseau sage et discret
Les offre dans l'instant à sa digne maîtresse
Et tout l'air retentit de leurs chants d'allégresse.

D'après une tradition orale recueillie à Evry-Petit-Bourg, il s'agit là de deux débris d'un monument que Madame la Duchesse de Bourbon avait fait élever à la mémoire de son perroquet Colas.

Les deux strophes qui sont gravées sur ces pierres ne laissent pas de doute. Colas était bien un perroquet, un perroquet fort agréable puisqu'il imitait le chant du rossignol.

Si les vers ne sont pas fameux, leur sens est clair.

Sur le charmant coteau d'Athis, le Duc de Roquelaure, au commencement du règne de Louis XV, élevait à la mémoire de sa chienne, dans un bosquet de son parc, un monument sur lequel on lisait dans un cartouche :

Ci-git la célèbre Badine
Qui n'eut ni beauté ni bonté
Mais dont l'esprit a démontré
Le système de la machine.

Pinard, notre concitoyen de Corbeil, qui a écrit une histoire du Canton de Longjumeau, Pinard qui était si pieux d'âme et si roux de cheveux qu'on l'avait surnommé l'abbé Rouget, en nous signalant le monument de Badine, rappelle que la Duchesse de Créquy-Lesdiguières avait édifié dans le jardin de son hôtel à Paris, proche l'Arsenal, un monument à sa chatte, et on lisait sur le piedestal :

Ci-git une chatte jolie.
Sa maîtresse qui n'aima rien
L'aima jusqu'à la folie.
Pourquoi le dire ? On le voit bien.

L'abbé Delille dans son poème des jardins blâmait l'usage qui prostitue à des animaux un honneur que méritent seuls les hommes.

Delille était bon confrère et il ne déplorait pas l'indigence de la pensée et de la forme des épitaphes. Elles semblent vouloir surenchérir sur la pauvreté habituelle de la poésie du XVIII[e] siècle pour atteindre la plus extrême platitude.

Cependant, comme pour confirmer la règle, je trouve dans le journal l'*Eclair* du mois dernier ce gracieux quatrain gravé sur le collier d'un chien :

Fidèle à ma maîtresse, en tous lieux sur ses pas,
Touché des soins qu'elle me donne,
Prêt à mordre tous ceux qui ne l'aimeraient pas,
Je n'ai pu mordre encore personne.

Mais que nous voilà loin de notre perroquet Colas, du château de Petit-Bourg, et de Madame la Duchesse de Bourbon.

Chacun sait qu'elle était la mère du duc d'Enghien, et la bienfaitrice d'Evry-sur-Seine, où sa charité a laissé des souvenirs profonds,

dont on retrouvait encore la trace, il y a quelque soixante ans, dans la mémoire des anciens habitants du pays.

Mais je ne veux pas me laisser entraîner en dehors de mon sujet et à cause d'un monument élevé au souvenir d'un oiseau, écrire l'histoire du château de Petit-Bourg et de ses hôtes.

Cette histoire, elle a été écrite par de la Barre, par l'abbé Lebœuf, par Léon Gozlan ; on en trouve des bribes dans d'intéressants mémoires publiés dans notre *Bulletin*. Que nos collègues retournent à ces sources, ils y trouveront le profit et l'agrément que je viens d'y trouver.

Oui, Petit-Bourg eut des hôtes illustres, Louis XIV et Madame de Maintenon, pour ne parler que d'eux. Ils s'y arrêtèrent en allant de Versailles à Fontainebleau. Et tous deux se réjouirent de voir de tous côtés leurs initiales entrelacées au milieu d'attributs décoratifs, partout des L. et des M. ; le vieux Roi et sa dernière favorite virent là une attention délicate de leur hôte, le duc d'Antin ; ils oubliaient, dans leur attendrissement, que le duc d'Antin était le fils de la Montespan, et que si L. était la première lettre du nom du roi, l'M voulait toujours dire Montespan.

Bien entendu cette visite royale se termina comme elles se terminaient toutes. Louis XIV ayant critiqué une allée d'arbres qui nuisait à la perspective, pendant la nuit le châtelain la faisait abattre.

A Petit-Bourg ce furent des marronniers qui furent ainsi sacrifiés, ailleurs ce furent des ormes ou des tilleuls. Mais partout où séjourna le Roi Soleil, le même fait se produisit ou du moins pareille légende est née.

Faites comme moi l'expérience, Messieurs et Chers Collègues, quand vous visiterez un beau château ancien de la région de Paris, demandez d'un air détaché à la personne qui vous guide : Où donc était cette allée d'arbres qui fut abattue en une seule nuit pour obéir à une indication de Louis XIV ?

On vous répondra à peu près ceci : « Elle était en face de l'aile droite du château, dans laquelle coucha le roi ; c'était une allée de platanes centenaires. »

Est-ce pour avoir fait couper si vite les marronniers de Petit-

Bourg que le Duc d'Antin, dont l'étoile avait semblé pâlir à Versailles, rentra en grâce ? Peut-être.

Toujours est-il qu'il devint surintendant des beaux-arts, et que, courtisan consommé, il savait faire valoir le coup d'œil de son maître. Quand il le conduisait devant une statue nouvellement placée dans le parc de Versailles, il s'arrangeait pour la faire écarter de la verticale, au moyen de cales ingénieusement dissimulées. Le roi s'apercevait immédiatement du mauvais aplomb de la statue, et le Duc d'Antin de s'extasier, de louer sa Majesté pour ce que rien ne lui échappait, et l'assistance de faire chorus.

Dieu merci, le temps a marché, et nous n'avons plus à rire de ces courtisaneries, vieux legs d'une monarchie corrompue et sans gloire.

Et je ne crois pas un mot de cette anecdote qu'on racontait d'un Ministre de l'Agriculture qui, ayant pris, au Concours agricole de Mont-de-Marsan, du maïs pour de l'avoine, se voyait comparé, dans le train qui le ramenait à Paris, par le Préfet et ceux de sa suite, à Olivier de Serres.

Revenons pour finir au perroquet Colas et à son monument.

On ne se livre plus de nos jours à de tels enfantillages, c'était bon pour les grandes dames du temps passé, pauvres petites têtes sans cervelle, de peu d'instruction, qui faisaient des fautes d'orthographe.

Aujourd'hui on est sérieux, très instruit, on écrit le français comme Voiture, on a son brevet supérieur, et quand on a bien aimé son chien et qu'il meurt, on lui achète un terrain à perpétuité dans le cimetière spécial d'Asnières, et on lui construit un beau mausolée.

Voilà le progrès !

L. Cros.

Cette notice n'était pas destinée au Bulletin de la Société ; elle avait été lue par son auteur à l'Assemblée générale de 1913. Elle paraît aujourd'hui parce que le Conseil d'administration en a ainsi décidé, bien qu'elle n'ait pas peut-être le ton des travaux qu'on est accoutumé à trouver dans une savante publication.

L. C.

LES MÉDAILLES
DE
L'ARQUEBUSE ROYALE D'ÉTAMPES

Au cours d'une vente faite à l'Hôtel Drouot le 22 Avril 1913, sous la direction de M. E. Bourgey, je me suis rendu acquéreur d'une médaille classée au chapitre JETONS et ainsi désignée au Catalogue : ETAMPES = *Arquebuse* Château.

℞ Arbalete et arquebuse en sautoir. Au bas : AU CHEVALIER VAINQUEUR.

Ce *Jeton* qui, je le répète, ressemble plutôt à une médaille sans bélière, ne porte pas de marque de contrôle et son fini laisse à désirer. Son module est de 0 m. 0325, son épaisseur de 0 m. 002, son poids de 15 gr. 9. Reprenons pour la compléter la désignation sommaire du Catalogue Bourgey.

L'avers porte au centre le château des armoiries d'Etampes sous une de ses formes caractérisée par les trois tours crénelées, accolées et finissant en cul de lampe, avec, au milieu de la plus grande, un petit écu rond chargé de trois fleurs de lis, 2 et 1 (1).

(1) Les armes d'Etampes au XVII[e] siècle étaient : « de gueules à un château maçonné de sable chargé d'un écu écartelé, au 1 et 4 de France, au 2 et 3 de gueules à la tour d'or crénelée d'argent » (Dom Fleureau : *Les Antiquités de la Ville et du Duché d'Estampes*, p. 28). L'*Armorial national de France* de Traversier, indique les armoiries suivantes : « De gueules, a un château d'or crénelé et surmonté d'une tour carrée et crénelée de même, chargé d'un écusson écartelé au 1 et 4 de France, au 2 et 3 de gueules à une tour d'or ». — « De gueules à une tour crénelée flanquée de deux tourelles en forme de guérite, le tout ouvert, ajouré et maçonné de sable ; au-dessus de la porte de la tour, un écusson de France brisé en cœur d'un bâton raccourci et péri en bande, de gueules chargé de trois lionceaux d'argent (TRAVERSIER, *loc. cit.* 1843, in-8°, p. 27). Les armes indiquées par d'Hozier en 1697, absolument les mêmes que celles concédées par Louis XVIII le 17 Avril 1819 portent : « de gueules à une tour crénelée d'or flanquée de deux tourelles en forme de guérite et de même ; la tour ouverte et ajourée de sable et chargée d'un écusson d'azur à trois fleurs de lis d'or, deux et une ; brisé en cœur d'un bâton raccourci et péri en bande, de gueules et chargé de trois lionceaux d'argent. (Armorial national de France. — Lettres patentes de Louis XVIII dont l'original est à l'Hôtel de ville d'Etampes). Enfin les armes actuelles de la ville sont un peu différentes, savoir : de gueules à



Médailles de l'Arquebuse royale d'Étampes.

Extrait de *Souvenirs numismatiques du Tir Français avant 1789* Paris, Florange, 1890.



Une couronne de chêne et de laurier encercle le Châtel. En légende extérieure : VILLE D'ETAMPES, sous un double filet circulaire dont l'extérieur est plus saillant.

Au revers : Arquebuse et Arbalète en sautoir supportées par un ruban noué à un support en forme de rondelle ayant un point au centre (1). Deux branches de laurier s'entremêlent dans le groupe au-dessous duquel on voit un petit sablier reposant presque sur les trois traits en manière de console qui séparent le champ de l'exergue où se lit : AU CHEVALIER = VAINQUEUR (en deux lignes), tandis qu'au pourtour se déroule l'inscription ARQUEBUZE ROYALE D'ETAMPES. Le tout entouré des deux mêmes menus filets qu'à l'avers.

De son côté, le Musée d'Etampes possède dans la collection de monnaies et médailles réunie et offerte par feu M. Leblanc-Darenne, ancien membre de la Commission de ce Musée, une « Médaille » de l'Arquebuse d'Etampes, dont le catalogue, dressé par Monsieur E. Boudeau (2), parle en ces termes :

« M. Leblanc a pu, dans ses recherches, trouver la Médaille de la « Société de l'Arquebuse royale d'Etampes si remarquable, concer- « nant la ville sous Louis XV en 1750. Cette médaille n'existe « dans aucun musée, etc... » (3).

En voici la description :

Côté face : Au centre, mêmes armoiries que celles précédemment décrites, dans une couronne de chêne et de laurier avec la même

trois tours crénelées d'or accolées ensemble et finissant en cul de lampe ; celle du milieu plus haute et plus basse que les deux autres est chargée dans son milieu d'un écusson écartelé le 1 et le 4 d'azur et une fleur de lis d'or, le 2 et le 3 de gueules à une tour crénelée d'or. (Girault de St-Fargeau. *Dictionnaire des communes de France*, t. I.

Renseignements tirés de l'ouvrage de Léon Marquis, *Les rues d'Etampes et ses monuments*, Etampes. Lecesne 1881, pp 61-62.

(1) M. Florange : *Souvenirs numismatiques du Tir Français avant 1789*. Paris 1899, in-4° p. 15 et 16, indique que ces armes sont suspendues à *une cible*. Ce tout petit motif peut être une cible mais il ressemble bien plutôt à une rosace du style Louis XVI dont les cercles concentriques sont en saillie les uns sur les autres, du centre à la périphérie.

(2) Ville d'Etampes (S.-et-O.), Musée municipal. *Catalogue des Monnaies, Jetons et Médailles*, 1re fascicule (seul paru), in-8°, 216 p. Etampes, O. Lecesne 1911. La mort de M. Leblanc a interrompu la publication de ce Catalogue dont le 1er fascicule ne comprend que les Consulaires Romaines dont un grand nombre sont figurées.

(3) Il existe un méreau des Arquebusiers frappé au commencement du XVIIIe siècle. C'est une pièce de cuivre jaune portant sur la face : *Ecu d'azur à trois bandes d'or au chef de gueules à trois besaces d'or ;* légende : *Præmium Nuciaci reportatur*, au revers Arquebuse avec cette légende LVDENDO VINCERE DOCET-1723.

légende circulaire VILLE D'ETAMPES, le tout dans un double filet dont le dernier est plus saillant.

Côté revers : Au centre, les mêmes attributs entrelacés de branches de laurier ; même attache, même sablier sous le trophée, même inscription circulaire : ARQUEBUZE ROYALE D'ETAMPES cerclée des deux filets décrits. Toutefois l'exergue de l'inscription est changée et porte : AU CHEVALIER. — EMPEREUR (en deux lignes).

Le module cette fois est de 0.039$^{m}/^{m}$.

Ajoutons de suite, pour être complet, que la gravure de cette seconde médaille, absolument fleur de coin, paraît plus fine, que son aspect est *plus artistique*, que sa patine est *toute spéciale*, et qu'elle porte sur sa tranche, en manière de contrôle, le mot « Argent ». Ce détail a sa valeur (1).

Jetons ou médailles quels sont ces deux monuments métalliques de notre histoire locale ? A quelle occasion ont-ils été frappés ? Quelle était leur destination ?

Avant d'entamer l'examen de ces questions il est bon d'insister un instant sur les réflexions que vous suggère l'examen attentif des deux documents. Tout d'abord la médaille du « Chevalier Empereur » avec sa marque de contrôle n'a jamais été frappée en 1750 comme le catalogue Leblanc semblerait l'indiquer. Pour celle-là du moins, on peut dire sans crainte de se tromper qu'elle est d'une frappe *toute récente*. Quant à la première, exempte de marque de contrôle, et dont la frappe pourrait, jusqu'à preuve du contraire et rien qu'à l'aspect, être reportée à une date plus reculée — (peut-être à l'époque de la Restauration, nous dirons tout à l'heure pourquoi) — il semble bien qu'elle non plus, ne saurait prétendre — et pour cause — à une origine aussi lointaine. Elle n'a pas en tous cas le facies des jetons du XVIII^{e} siècle.

Ceci dit, abordons les questions que nous posions tout à l'heure et jetons un rapide coup d'œil sur l'institution Etampoise que ces deux curieux documents commémorent.

Comme un grand nombre de ses congénères, la Compagnie de l' « Arquebuse royale d'Etampes » est née sans doute de ces

(1) Les coins de ces deux médailles « arquebuze royale d'Etampes » 39 et 32 mill. sont décrits dans le catalogue des coins conservés au Musée Monétaire (Edit de 1892), aux pp. 268-269, sous les n^{os} 207 A et 207 B. Je dois ce renseignement à l'obligeance du savant bibliothécaire de la monnaie, M. Fernand Mazerolle.

« Corporations d'archers-arbalétriers » qui suivirent la création des communes par Louis VI, de ces milices bourgeoises qui se distinguèrent à la suite de nos rois dans maintes batailles des XIII^e^, XIV^e^ et XV^e^ siècles. C'est d'ailleurs ce que dit l' « Historique » de cette troupe, dans un Registre curieux conservé à la Bibliothèque d'Etampes (1). C'est au milieu du XVI^e^ siècle qu'ils se seraient joints aux « Arbaletriers », et qu'ils furent établis en tant que « Compagnie de l'Arquebuze royale » par Henri II, suivant lettres patentes du 21 Mai 1549, octroyant aux vainquers des prix et des exemptions diverses d'impôts (2). Comme on le sait, « l'arquebuse » était en usage dès la fin du règne de Louis XII (3), règne dont l'influence fut particulièrement sensible à Etampes, ainsi que nous le faisons remarquer dans une étude que nous préparons sur l'Arquebuze d'Etampes et de laquelle nous extrayons les renseignements qui vont suivre.

Nous n'entrerons pas ici dans de plus amples développements. Qu'il nous suffise de dire que les documents locaux qu'il nous a été donné de consulter nous montrent la « Compagnie royalle de l'Arquebuze d'Estampes » en plein état de prospérité en 1726, époque à laquelle commence un Registre, dont nous avons parlé plus haut (4) et qui contient les renseignements les plus intéressants et les plus circonstanciés sur la vie municipale de cette célèbre « Corporation » qui vint se fondre en 1790 dans la « Garde Nationale ».

Comme tant d'autres, la Compagnie d'Etampes, véritable association militaire, avait un uniforme, plusieurs fois modifié (5), des

(1) *Projet d'une requête au Roi.* Délibération des compagnies d'arquebusiers de l'Ile-de-France, de la Picardie, de la Champagne et de la Brie, transcrite en janvier 1788 sur le « *Registre des Délibérations de la Compagnie Royale de l'arquebuze d'Etampes, du 6 janvier 1787 au 16 août 1790* » (Ms. Biblioth. d'Etampes). Ce registre fait suite à un plus ancien qui commence en 1726 (le 18 février) pour finir en octobre 1786.

(2) V. Florange, *op. cit.*, p. 16.

(3) Le P. Daniel, qui admet l'invention des armes à feu antérieure à 1338, prétend que l'arquebuse ne commença à être en usage qu'à la fin de Louis XII ; mais le P^r^ Fauchet (*Origines de la milice Françoise*) reconnait l'exercice des arquebusiers vers le milieu du XV^e^ siècle. D'abord *Bombarde* et *Canon*, puis à main *Haquebute*, puis *Harquebuze* (V. Delaunay. *Etude sur les anciennes Compagnies d'Archers, d'Arbaletriers et d'Arquebusiers.* Paris. Champion 1879. Le Musée d'Etampes possède trois *Hacquebutes* aux armes de Henri II, trouvées dans la tour de Guinette.

(4) V. la note 1 *supra*.

(5) En 1737, sous le Marquis des Barres, le costume était magnifique. Officiers : habit

officiers élus, un drapeau « fond blanc avec croix bleue », un guidon « fond blanc avec un soleil d'or rayonnant à 16 pointes dans lesquelles était enlacée la devise « *Nec pluribus impar* », un *dicton-devise.*

Le dicton, comme c'était l'usage, spécialisait, et se rapportait à Etampes en invoquant un produit local. Il était en 1778 : « *Les Sables* » ! ou : « *Les Ecrevisses* » !

On chantait sur l'air de « *Ne v'la t-il pas que j'aime ?* » les quatre vers ci-dessous qui le traduisaient.

Nous n'allons pas à reculons
Comme les écrevisses
Vaincre ou mourir pour les Bourbons
Voilà tous nos délices. (1)

En 1754, il était simplement :

« *Les sables d'Etampes* »

« Le sable de stérilité
De toute part est le symbole
Entre nos mains, sur ma parole,
Il désigne fertilité.
Certes, la Marne, sur sa rive
N'en peut autant compter les grains
Que la beauté qui nous captive
Donne à nos cœurs de souverains » (2)

Peste ! Il n'y allaient pas de main-morte nos arquebusiers Etampois !

Au cours des siècles, la célèbre milice obtint de nos rois la concession d'importants et nombreux privilèges. L'un d'eux notam-

rouge de camelot écarlate, boutons d'or des deux côtés jusqu'à la poche, collet de velours bleu, agrémenté d'or sur la manche, chapeau uni, gances et boutons d'or, plumet blanc, culotte écarlate et bas blancs ; soldats : uniforme semblable mais moins beau, moins chamarré, doublé de blanc. En 1774, la culotte et la veste étaient chamois et les boutons plats en cuivre doré étaient empreints d'une couronne de France, une sablière au-dessous, avec butière, arc et flèches en croix. V. *Etampes Pittoresque : la Ville*, p. 242 et s.

Ces boutons ressemblent un peu comme on le voit à nos médailles.

(1) *Recueil de pièces sur les Arquebusiers de Meaux*, p. 123. V. Léon Marquis, *Les Rues d'Etampes*, p. 78.

(2) Revue de Champagne et de Brie, Léon Marquis, *op. cit.*, p. 78.

ment, pour ne citer que celui-là, consistait dans l'exemption de la taille en faveur du « Roi » et de l'Empereur (1).

Nul n'ignore que le « Roi du noble jeu de l'arquebuze » était le « Chevalier » qui, lors de la réunion de la Compagnie assemblée pour « tirer l'oiseau », avait abattu le « Papegault ».

A la seconde fois, l'année suivante, le Chevalier était proclamé « Connétable » et à la troisième « Empereur ».

Comme nous venons de le dire, les « Rois et Empereurs » du noble jeu de l'arquebuse jouissaient de nombreux privilèges. Dans beaucoup de localités ils avaient le droit de vendre, sans payer de droits ou moyennant un abonnement très réduit, une certaine quantité de vin qui variait suivant les lieux : 25 muids à Rozoy-en-Brie, 40 pièces de vin à Laon. A Château-Thierry, en vertu des lettres de Louis XIII, le « Roi de l'oiseau » pouvait vendre 25 muids de vin de son cru et, au cas où il n'aurait eu aucun cru, il pouvait acheter 50 muids et les revendre sans payer de droits ou céder à l'un des chevaliers son privilège (2).

A Corbeil « exemption de toutz tributz, VIII^e^, quatrième et XX^e^ du vin pour li mieux tirans l'arc et de l'arbalète pendant l'année de la Royaute dicts mieux tirans ». Dans la même ville, le Roi de l'arquebuse eut le droit de vendre son vin avec exemption du paiement des droits d'octroi dits de la moitié de courte-pinte, appartenant à la ville « à la charge du versement annuel au receveur des octroys d'une somme de trois livres tournois à titre d'abonnement-privilège qui paraît remonter à 1556 » (3).

Au cours des siècles tous ces privilèges et immunités finirent par tomber en désuétude ou tout au moins par être combattus, surtout par les membres des administrations fiscales, qui, de tout temps, n'ont voulu accepter les exemptions. De là des réclamations continuelles entre le fisc et les chevaliers. Et c'est, comme on va le voir, à la suite de contestations avec l'Intendant de la

(1) Des ordonnances de 1407 et 1411 affranchissaient le Roi des tailles, aydes, dons, emprunts, guets, arrière-guets, garde de portes, et de tous autres subsides personnels. Elles lui attribuaient même, quand le chevalier était roi trois ans de suite, la noblesse héréditaire avec place et rang aux Etats. Le Roi etait aussi franc toute l'année de tutelle et curatelle et de charge de l'établissement des Commissaires et du logement des Gens de Guerre (DELAUNAY : *Etude sur les anciennes Compagnies d'Archers, d'Arbaletriers et d'Arquebusiers*. Paris Champion, 1879).

(2) V. DELAUNAY, *op. cit.*

(3) *Id.*

généralité de Paris, au sujet du rôle de la taille, que naquit la « médaille des Arquebusiers d'Etampes » (1).

Laissons pour cette genèse la parole au « Registre des Délibérations de la Compagnie de l'Arquebuse d'Etampes » susvisé, « année 1787 ». Son récit lumineux et détaillé se passe de commentaires.

Pour éclairer ce qui va suivre, disons de suite qu'un S^r^ Pierre Innocent Gérosme, meunier et marchand de farines à Etampes, ayant, le 28 novembre 1786, abattu « l'oiseau » et la Compagnie lui ayant fourni acte de son exploit, introduisit devant le bureau de ville une requête tendant à faire déclarer qu'il « jouirait des droits et privilèges attachés à la qualité de Roi ». Cette requête, munie d'une ordonnance de « soit-communiqué » au Procureur du roi, signée du S^r^ Petit, échevin, était accompagnée des conclusions du Procureur tendant à ce qu'avant faire droit, le Bureau de l'hôtel-de-ville fut convoqué, à l'effet de discuter la dite requête, « ensemble les privilèges et exemptions invoqués par le Roi et l'Empereur ». A cette assemblée devaient être invitées « toutes les personnes qui, conformément à l'art. 12 de l'arrêt du Conseil d'Etat du Roi du 16 septembre 1755 portant établissement du tarif en cette ville (d'Etampes) et aux arrêts de règlement et d'enregistrement de la Cour des aides », avaient droit d'y assister. Et l'on devait y délibérer « pour faire au Procureur du Roi rapport sur la matière ».

L'Assemblée convoquée se tint le 21 décembre 1786. Elle comprenait : M. le subdélégué de l'Intendant, les deux plus anciens officiers de l'élection, les anciens maires et échevins, etc... etc. Le Procureur du Roi y rappela :

« Que par un abus préjudiciable à la Communauté des habitants de cette ville et au mépris des différents règlements et notamment de l'art. 23 de l'édit de 1634, le chevalier de l'arquebuse qui abbat l'oiseau ou papegault n'est point imposé au rôle du tarif représentatif de la taille.

« Que celui qui l'abbat également trois années consécutives, et que

(1) Le 4 novembre 1726, le s^r^ Desforges, roi de la Compagnie, est imposé à la taille de la paroisse St-Gilles ; le 2 X^bre^ la Compagnie députe à Paris pour « l'affaire ci-dessus et la conservation des privilèges » ; le 14 janvier 1727, renvoi par M. l'Intendant à son subdélégué de l'arrêt du Conseil concernant les privilèges de la Compagnie, etc..., etc... (Registre de délibérations sus-visé). Extrait d'une étude sur les Arquebusiers d'Etampes. Sous presse.

les chevaliers de l'arquebuse appellent *Empereur*, jouit du même privilège pendant sa vie.

« Que ces abus deviennent cette année plus préjudiciables aux habitants qu'il ne l'a jamais été, puisque le S^r^ Conti qui est Empereur, se trouvoit affranchi de deux-cent-cinq livres dix-sept sols, à quoi il doit être imposé au rôle du tarif pour raison de son moulin et des autres objets qu'il occupe ; et le S^r^ Gerosme, qui est Roi, celle de cinq-cent-vingt livres quinze sols, lesquelles deux sommes reviennent à celle de sept-cent-vingt-six livres douze sols, répartie sur le général des habi tants ».

En conséquence, il concluait à ce qu'il soit donné lecture des lettres patentes sur lesquelles se fondaient l'Empereur et le Roi, des édits de suppression des privilèges ainsi créés et notamment de celui de 1634, art. 23 ; puis, qu'il en fut délibéré.

Sur quoi, après lecture des lettres patentes de 1700 et 1716, de l'arrêt du Conseil du Roi du 1^er^ avril 1727, des lettres patentes obtenues sur icelui le 28 octobre de la même année, il a été décidé que sans s'arrêter à la requête du s^r^ Gérosme, pas plus qu'à celle — antérieure — du s^r^ Conti, ces deux personnages seraient imposés au rôle du tarif de la présente année ; que, malgré cela, cette requête serait présentée à la généralité des habitants conformément à l'arrêt de 1739, pour y être arrêté ce qu'elle jugerait convenable au sujet des dits privilèges.

Cette délibération était signée : Petit de Mézières, ancien échevin ; Chazottier ; Sergent ; Baron, ancien échevin ; Th. Petit, échevin ; Gidoin, conseiller et maître es-arts (1) ; Périer, Procureur du Roi, et Perrier-Desboquaires, secrétaire greffier.

C'est à la suite de ces contestations qu'intervint la délibération suivante émanée de la Compagnie de l'arquebuse, et ainsi transcrite sur le Registre en question. C'est elle qui, on va le voir, propose la création de nos médailles.

La Compagnie propose au Bureau de la Ville de commuer tous ses droits en une médaille qu'il lui plaira arbitrer.

« Aujourd'hui sept octobre 1787, le S^r^ Commandant de la C^ie^ a dit qu'il remettoit sur le bureau une lettre de Mgr l'Intendant de la Géné-

(1) On le retrouve à la Révolution député du tiers-état d'Etampes.

ralité de Paris adressée à M. Baron, premier échevin, en date du 31 juillet 1787, par laquelle il ordonne provisoirement l'imposition du Roi et de l'Empereur de cette Cie sur le rôle représentatif de la taille ; pourquoi il a été dit par un de Mrs les Chevaliers de proposer à Mrs les officiers municipaux que, quoique les titres de la Cie soient en bon état, néanmoins, pour obvier aux contestations qui peuvent arriver par la suite, la Cie devoit proposer à Mrs les officiers municipaux *de commuer tous les droits dont la Cie a joui jusqu'à ce jour en une médaille de la valeur qu'il leur plairoit arbitrer* et ce sous le bon plaisir de M. l'Intendant.

Sur quoi, la matière mise en délibération, la Compagnie a arrêté que pour éviter les contestations qui seroient très désagréables tant pour mesdits Srs officiers municipaux que pour la Cie, lad. Cie pour donner une preuve aux dits Srs officiers municipaux de la confiance qu'elle met dans leurs lumières, leur propose de commuer tous les droits dont la Cie a joui jusqu'à ce jour en une *médaille d'or* du prix qu'il leur plairoit arbitrer et ce sous le bon plaisir de Mgr l'Intendant, laquelle médaille seroit accordée à celui d'entre les chevaliers de cette Cie qui aura abattu l'oiseau ou papegault, en la grande salle de l'hôtel de ville, et *dont il sera décoré*, par le Président du bureau de la ville, et ce conformément à ce qui se pratique à Paris, et que la présente délibération, d'accord avec les sieurs officiers municipaux seroit, avec l'ordonnance de Mgr l'Intendant, homologuée partout où besoin seroit, et qu'elle seroit communiquée à Mrs les officiers municipaux par copie donnée par notre secrétaire, qui rendroit compte au premier jour d'assemblée.

Signé : Rigault, Darblay, Creuzet, major, Chevallier, fils, Guettard, Dupré, Duverger, Martin Darblay, Boivin-Chevallier, Hamouy le Jeune, David-Cousin, Darblay, Chevallier père, Gerosme l'aîné, connétable, Godin Léné (*sic*), J. Boivin, Landry, Baron, grenadier, Sureau fils, trésorier.

Contrôlé à Etampes le 7 octobre 1787.

Reçu quinze sols.

Signé : LAVALLERY.

Ensuite on lit la « Copie de la lettre de Mgr l'Intendant de Paris (1), dont il est mention plus hault ». Elle est en date du 31 Juillet 1787.

Le quatorze octobre, la ville délibère, ainsi que nous allons le voir par le procès-verbal ci-après, et accepte les propositions de la Compagnie avec une petite modification.

(1) Bertier.

Délibération qui accorde une médaille d'or de 100 livres au Roy et une de 200 quand on l'abattra 3 années de suite.

Extrait du registre des délibérations du bureau de l'Hôtel de ville d'Etampes.

Aujourd'hui 14 oct. 1787, le bureau de la ville, assemblé en l'hôtel commun de la ditte ville, M. Baron, échevin, a mis sur le bureau une délibération de la Cie de l'Arquebuse de cette ville qui lui a été remise par le greffier de lad. Compagnie par laquelle elle a arrêté que pour éviter touttes difficultés qui pouvoient naître à l'occasion des exemptions dont l'Empereur et le Roi ont joui jusqu'à ce jour, elle proposoit de la commuer en une *médaille d'or* du prix qu'il plairoit à Mrs les officiers municipaux d'arbitrer.

Sur quoi, la matière mise en délibération, il a été unanimement arrêté sous le bon plaisir de Mgr l'Intendant, qu'attendu d'un côté que les habitants sujets au tarif retireront un avantage réel de la commutation des exemptions dont la Compagnie a joui jusqu'à ce jour en une médaille d'or qu'elle requéroit que l'on accorde chaque année au Roi de la ditte Compagnie, et que d'un autre côté cette marque de distinction excitera l'émulation parmi tous les membres de lad. Compagnie dont quelques-uns seulement jouissoient avantageusement ; qu'il sera accordé annuellement une *médaille d'or de la valleur de* CENT LIVRES à celui qui abattera l'oiseau ou papegault et dans le cas ou l'un desdits chevaliers l'abattera trois fois de suite elle sera de la *valleur de* DEUX CENTS *livres,* desquelles médailles lesdits Srs Chevaliers *seront décorés* en l'hôtel de ville le Dimanche qui suivra l'abbat dud. oiseau ou papegault quatre heures de relevée.

Et comme le Sr Et. Conty qui a abattu led. oiseau trois fois de suite et le Sr Gerosme l'aisné qui l'a aussi abattu en 1786 seront imposés par supplément au rôle du tarif pour l'année commencée au 1er Octobre de lad. année, et que le sr Ruelle qui l'a aussi abattu cette année sera imposé, il a été également arrêté, aussi sous le bon plaisir de Mgr l'Intendant, que lesd. Srs Conty, Gerosme et Ruelle, seront incessamment décorés, sçavoir : le sr Conty d'une médaille d'or du prix de *deux cents livres* et lesd. srs Gerosme et Ruelle de chacun une, du prix de *cent livres.* Le coût des médailles sera pris sur les deniers libres du tarif.

Et sera l'expédition de la Cie de l'Arquebuse transcripte ensuite de la présente délibération, de laquelle sera envoyée expédition à Mgr l'Intendant pour être de lui approuvée et homologuée.

Fait et arrêté les dits jour et an que dessus : Signé Picart, maire,

Baron, 1er échevin, Hême de Maison Rouge, échevin, Champigny et Périer-Desboquaire, avec paraphe.

En marge de l'expédition à envoyer à Mgr l'Intendant de la Délibération cy dessus, ensuite de laquelle est copie de celle de la Cie de l'Arquebuse y énoncée, est écrit ce qui suit : « Vu par nous Intendant et Commissaire départi en la généralité de Paris, les présentes délibérations, nous les avons approuvées et homologuées pour être exécutées selon leur forme et teneur.

Fait ce cinq Novembre 1787. Signé Bertier. Etc... Etc.....

Suivent les formules ordinaires d'enregistrement de contrôle, d'expédition, etc... etc.

C'est dans la séance du 25 novembre que le secrétaire de la Compagnie fait part, en ces termes, de la réponse du Bureau de ville :

Pour accepter la médaille d'or de 100 livres, portée cy-après.

« Aujourd'huy 25 Novembre 1787, la Cie assemblée, le Sr Sureau, trésorier-secrétaire a dit qu'il remettoit sur le bureau une délibération du bureau de la ville en datte du 14 octobre dernier, duement légalisée et homologuée par Mgr l'Intendant de la Généralité de Paris, par laquelle, sur la proposition faite de commuer tous les droits dont la Cie a joui jusqu'à ce jour en une *médaille d'or* de telle valeur qu'il lui plairoit arbitrer, ledit Bureau a ordonné qu'elle seroit de *cent livres* pour celui qui abatteroit l'oiseau ou *papegault* une fois, et qu'en cas que l'on l'abatte trois fois de suite la médaille seroit de *deux cents livres*.

Sur quoi, la matière mise en délibération, la Cie a arrêté que la délibération du Bureau de ville en datte du 14 oct. dernier sera transcripte sur les registres de notre Cie, pour y avoir recours quand besoin sera, et que pour prendre les arrangements nécessaires avec Messieurs les Offrs Municipaux et les remercier, la Cie a nommé députés pour aller en l'Hôtel de Ville le premier jour que le bureau de ville sera assemblé, Mrs Perrier, capitaine, et Creuzet, major, Chevallier le jeune, Guettard, Darblay, Dupré, Rigault, Jean Boivin, Sureau fils, auxquels Srs députés la Cie donne pouvoir de se transporter en uniforme à l'effet de prendre l'avis de Mrs Les offrs municipaux pour sçavoir l'*exergue et la devise qui sera mise sur la médaille* et la manière dont elle sera délivrée à la Compie.

. . . . . .

La Compie charge par ces présentes M. Sureau fils de voir l'un de Mrs Les Offrs municipaux pour leur demander le premier jour d'assemblée ou ils voudront recevoir les députés de la Cie, et il sera envoyé des billets à tous les députés pour les engager à s'y trouver, et le rapport desd. députés sera registré à la suite des présentes, et ont signé.

Signé : Chevallier le jeune, Creuzet père, Cannet, chirurgien majr, Boivin-Chevallier, Dupré, Hamouy, Rigault, C. Perrier, cape de grenadiers, Sureau fils, trésorier-secrétaire.

Le 7 janvier 1788, nouvelle délibération de la Compagnie de l'arquebuse, consignant en ces termes les résultats de l'entrevue des députés avec les officiers municipaux :

Aujourd'hui 7 janvier 1788, en vertu de la délibération de la Cie du 25 Novembre dernier, le Sr Sureau fils, trésorier, a dit qu'il avoit écrit aux membres de la Cie nommés députés par cette délibération, ainsi qu'il est plus au long porté en icelle, à l'effet de se trouver en l'hôtel commun de cette ville, ce jour lui ayant été indiqué par Mrs Baron et Hême de Maison-Rouge, échevins, qui se sont transportés chez lui mercredi dernier, pourquoi il en rendoit compte auxd. députés.

Ledit Sr Sureau fils a encore dit qu'il faisoit part de deux lettres reçues de M. Chevalier, de Paris, et de M. Ricart, secrétaire général du Concordat, qui rendoient compte de ce qui a été arrêté ce dernier samedi de novembre et le 15 décembre au conseil tenu à Paris, et lui envoyoient suivant la demande qu'il lui en avoit faite, la *forme de la médaille que la ville de Paris accorde annuellement à la Compagnie de l'arquebuse de lad. ville* à l'effet de scavoir l'avis de la Cie sur icelle.

Sur quoi il a été arrêté que la médaille *dont la copie est sur le bureau* sera présentée à Mrs les officiers municipaux pour scavoir si elle leur agréera, que lesd. députés se transporteront à l'instant en l'hôtel de ville pour y remercier Mrs les officiers municipaux et scavoir *l'exergue et la devise à mettre* sur la médaille, demander quelle place la Cie occupera lorsqu'elle se transportera pour la recevoir. Le Commandant nommé pour parler au nom desd. députés requérant que la délibération du bureau de la ville d'aujourd'huy nous soit communiquée, en ce qui nous concerne, pour être portée sur nos registres pour y avoir recours quand besoin sera.

A l'instant est survenu le concierge de l'Hôtel de ville qui nous a avertis que MM. les officiers municipaux nous attendoient ; pourquoi nous nous sommes transportés à l'Hôtel de ville, ou étant il a été convenu avec Mrs les officiers municipaux *de la devise*, etc... et sur l'invitation

que nous avons faite auxd. Srs officiers d'être présents au tirage de l'oiseau, ainsi que cela se pratique à Paris, il nous a apparu que M. le Président du bureau seroit flatté en répondant à cette invitation, de tirer le premier coup, et sur ce que nous n'étions pas authorisés par l'acte, nous n'avons pu prendre sur nous d'y consentir, pourquoi nous en référerons à la première assemblée généralle à l'effet de prendre cet objet en considération ; disons que la délibération qui vient d'être prise en l'Hôtel de ville sera transcripte à la suitte de la présente.

Signé : Creuzet, major, Rigault, Chevallier, le jeune, Dupré, C. Perrier, cape de grenadiers et Sureau fils.

Lisons la délibération du Bureau de ville à laquelle le précédent procès-verbal fait allusion.

« Extrait du Registre des délibérations du Bureau de l'hôtel de ville d'Etampes :

« Aujourd'huy 7 janvier 1788, les officiers municipaux de la ville, assemblés en l'hôtel commun pour y arrêter le rôle de la Capitation de la présente année, se sont présentés six députés de la Cie de l'arquebuse en cet hôtel, pour y remercier Mrs les officiers municipaux des médailles qu'ils ont accordées aux Rois et Empereurs de l'arquebuse, par leur délibération du 14 octobre dernier, prendre l'avis de mesdits Srs offrs municipaux et arrêter avec eux *l'exergue et la devise* qui seront mises sur les médailles, et la manière dont elles seront délivrées.

Sur quoi, la matière mise en délibération, il a été arrêté avec Mrs les députés *que les médailles représenteront d'un côté les armes de la ville avec ces mots autour :* VILLE D'ETAMPES *et de l'autre côté au milieu ces mots :* AU CHEVALIER VAINQUEUR, *au-dessus une petite sablière comme faisant les armes de l'arquebuse, au-dessous à côté des faisceaux d'armes, et autour ces autres mots en plus petits caractères :* ARQUEBUSE ROYALLE D'ETAMPES.

Et pour la médaille destinée au Chevalier qui abattra trois fois de suite l'oiseau on mettra AU CHEVALIER EMPEREUR.

Lesquelles médailles seront délivrées par le Président du bureau le dimanche qui suivra l'abbat de l'oiseau, quatre heures de relevée, au chevalier vainqueur, qui sera présenté par la Cie de l'Arquebuse qui se rendra à cet effet en l'hôtel de ville en uniforme ledit jour ; à l'effet de quoi la Cie sera tenue d'avertir le secrétaire greffier de lad. ville de l'abbat de l'oiseau.

Et sera la délibération de l'arquebuse, cy-dessus rapportée, transcripte ensuite de la présente, dont expédition sera remise à mesdits Srs officiers et chevaliers de l'arquebuse, es-mains de leur secrétaire greffier.

Signé : C. Perrier, cap[e] de grenadiers, Creuzet, major, Chevallier le jeune, Rigault, Dupré, Sureau fils, trésorier, Picart, maire, Baron, 1[er] échevin, Hême de Maison-Rouge, échevin, Chevallier, Champigny et Perrier-Desboquaires, s[re] greffier, le tout avec paraphes ; et a été ladite délibération contrôlée sur le registre.

Etc... etc...

. . . . . .

Voilà donc, décrits par le menu, le type, les légendes et la valeur de nos médailles. Elles représenteront, comme celles que nous avons en mains, d'un côté les armes d'Etampes, de l'autre un faisceau d'armes, avec le petit sablier qui compose pour ainsi dire les armes parlantes de la Compagnie. Toutefois une différence sépare celles-ci d'avec les nôtres, différence profonde et qui touche à la valeur de l'objet. Certainement la petite médaille ne vaut pas 100 livres et la grande 200, puisque les médailles devaient être en or et que nos exemplaires sont tous deux d'argent. La cause, il nous semble, est entendue ; mais avant de passer aux hypothèses, concernant les frappes, sur lesquelles nous dissertons, finissons-en avec les médailles créées par le Bureau de ville.

Le seize Mars 1788, la Compagnie étant légalement convoquée prenait à ce sujet la délibération suivante :

. . . . . .

« 1° Le S[r] Périer, capitaine, a dit qu'il avoit fait assembler la Compagnie pour lui faire part de la réception des plus honnêtes que le bureau de ville avoit faite aux députés de la C[ie] le 7 janvier dernier ; qu'il avoit été question que le corps de ville se transporteroit en l'hôtel de la Compagnie le lundi, jour du tirage de l'oiseau, sur l'invitation que les députés lui en ont faitte, et ainsi que cela se pratique à Paris ; que le corps de ville avoit encore arrêté que les dépenses *des matrices pour les médailles* seroient prises sur les deniers libres du tarif, et que *la médaille seroit du prix et somme de cent livres sans aucunes diminutions sinon la façon ;* qu'il prioit la C[ie] d'arrêter qu'il seroit à propos de nommer des députés qui se transporteroient au Bureau de la ville et qui inviteroient, une fois seulement et pour toujours, M[rs] du Bureau de la ville de vouloir bien se transporter en corps à l'effet d'honorer de leur présence chaque année le tirage de l'oiseau, et ainsi que cela se pratique à Paris, inviter M. le Maire de la ville de vouloir faire l'honneur à la C[ie] de tirer le premier coup ; qu'il croit que cela leur est dû, attendu que le corps

municipal se fera un plaisir de protéger à présent et par la suite la Compagnie.

2° Le Sr Sureau, trésorier, a dit que le Bureau municipal l'avoit chargé *de faire faire les matrices* ; qu'il remettoit sur le Bureau *l'esquisse qui en est faitte* après avoir eu l'agrément du corps municipal, pour être vue et examinée par la Cie, et qu'il croyoit qu'elle était conforme à ce qui a été arrêté le 7 janvier dernier.

. . . . . .

7° Qu'il seroit encore à propos de statuer si l'oiseau sera fait aux dépens du Roi, et si le Roi de l'année prochaine sera tenu de récompenser le chevalier qui aura abattu le premier morceau du fourniment, du prix de cinq livres, et par Mrs les députés a encore été dit que Mrs composant le bureau municipal les avoient chargés de demander à ceux de nos *camarades à qui les médailles sont destinées s'ils accepteroient lesd. médailles oui ou non*, parce que si le Sr Conty ne vouloit pas l'accepter, il seroit désavantageux que la ville fit cette dépense et en ait refus, lad. médaille faisant une avance de plus de quatre cents livres qui feront un font mort pour la caisse du tarif.

. . . . . .

« Sur quoi la matière mise en délibération », la Compagnie a nommé pour inviter le maire et les officiers municipaux, les mêmes députés que la première fois « avec tous pouvoirs pour régler le cérémonial à observer ». La délibération ajoute : « qu'un chevalier qui aura abattu l'oiseau vint à refuser la médaille, la Cie, jalouse de mériter et conserver la bienveillance du corps de ville, priera Mrs les officiers municipaux de *vouloir conserver la médaille pour l'accorder huit jours après à celui qui l'abattera de nouveau* ».

Et comme le corps de ville voulait la réponse du Sr Conty avant de faire faire la médaille destinée à l'Empereur, la Compagnie chargeait ce jour-là M. Creuzet de la lui demander.

Cette délibération est signée C. Perrier, cap. de grenadiers, Chevallier le jeune, Cannet, Boivin-Chevallier, Guettard, Landry, Duverger, Thiboust, Chevallier, Darblay, Martin-Darblay et Sureau, fils.

Nous arrivons au 30 avril 1788.

Ledit jour, la Compagnie extraordinairement assemblée, M. Sureau a remis sur le bureau une lettre de M. Baron, 1er échevin, [illegible] de présent à Paris qui lui écrit pour envoyer le *modèle des mé-*

dailles qu'il a oublié et lui demande l'avis de la C^le^ sur ce que la médaille a été *commandée sans aneau ;* sur quoi il a été arrêté que la C^le^ est très reconnaissante de la récompense que le corps de ville lui a accordée, qu'elle *accepte la médaille sans aneau* et que le corps municipal la lui présentera ».

Au sujet de l'invitation à adresser au bureau municipal pour le tirage de l'oiseau M. Perrier, capitaine, a dit :

« Qu'il observoit qu'il avoit recu de Paris de nouvelles instructions sur la manière dont le corps de ville de Paris étoit recu, et que comme la Compagnie n'avoit pas par sa délibération arrêté la même chose ; il a été arrêté unanimement par la C^le^ qu'elle nommera tous les ans six ou huit députés qui se transporteront en uniforme au Bureau de ville, et ce 15 jours ou environ avant les fêtes de Pentecôte, lesquels députés inviteront M^rs^ composant le corps municipal de vouloir bien honorer de leur présence le tirage de l'oiseau, et M. le maire ou en son absence M. le Président, à tirer le premier coup et faire tout ce qui se pratique à Paris ainsi qu'il est constaté par la lettre de M. Ricart, et pour inviter cette année mesdits S^rs^ les officiers municipaux, la C^le^ a nommé M^rs^ Perrier capitaine, Gérosme l'aîné, Guettard, Cannet, Hugo, Ruelle, roi, Conty, Empereur, Martin, Sureau fils, Perrier, lieutenant, Perrier De la Chasse, auxquels députés la Compagnie a donné tous les pouvoirs nécessaires pour procéder à la dite invitation et régler le cérémonial qui sera observé ».

Cette délibération est signée C. Perrier, capitaine ; Creuzet, major ; J. Boivin ; Cannet ; Conty, Empereur ; Chevallier, le jeune ; David-Cousin ; Sureau, fils, trésorier ; Gérosme, l'aîné, connétable.

Le 11 mai suivant (1788), les députés ci-dessus nommés se transportent « en grand uniforme » à la ville, et les officiers municipaux étant assemblés, la députation les invite pour le lendemain « Lundy » en « l'hôtel de la Compagnie pour y tirer sur l'oiseau *le coup royal* et assister au tirage de la Compagnie ».

Le 13 mai, l'oiseau est abattu par M. Martin.

En cet état, la situation de la ville à l'égard des médailles était donc la suivante : Elle était débitrice envers :

1° Le s^r^ Pierre Innocent Gérosme, *Roi* du 28 novembre 1786.
2° Le s^r^ X... Ruelle, *Roi* de 1787.
3° Le s^r^ — Conty, *Empereur* antérieurement.
4° Le s^r^ — Martin, *Roi* du 13 mai 1788.

Au total, trois médailles de 100 livres et une de 200 livres.

Le procès-verbal de la cérémonie du 13 mai est encore assez intéressant pour que nous n'hésitions point à le transcrire intégralement.

« Le 13 May 1788, après avoir reconduit le Roi, assisté au *Te Deum* et satisfait aux visites d'usage, M. Gillet a été admis au serment et la C^ie^ a nommé pour lieutenant de grenadiers M. J. Boivin, ci-devant Enseigne et M. Conty l'aîné, le plus ancien chevalier, pour porte-drapeau.

La Compagnie a encore arrêté que le corps municipal sera, à l'avenir, recu ainsi qu'il l'a été le jour d'hier. La C^ie^ a par sa délibération du 30 avril dernier arrêté d'envoyer une députation de six à huit officiers ou chevaliers 15 jours ou environ pour inviter M^rs^ composant le corps municipal, etc.....

Le jour du tirage la C^ie^ attend en son hôtel le corps municipal à l'heure de quatre de relevée et ce, rangée en bataille. Les capitaine, major, Empereur et Roi, députés par la C^ie^ ayant été prévenus par le tambour envoyé en avant de l'arrivée du corps municipal, sont sortis dudit hôtel pour le recevoir, et l'ont conduit dans la chambre du Conseil de la Compagnie au bruit des tambours et de l'artillerie, pendant lequel temps la compagnie s'est présentée devant la porte dudit Conseil pour y prendre l'oiseau et le poser en perche ; après la première allée, le corps municipal ayant désiré se retirer, après avoir témoigné que des affaires particulières ne lui permettoient pas de rester plus longtemps, la C^ie^ s'est transportée près la porte de son hôtel, et après les mêmes portes, le corps municipal est sorti en défilant vis-à-vis de toutte la C^ie^ qui lui a rendu les mêmes honneurs qu'à son arrivée. Ce fait, la C^ie^ a continué son tirage après avoir arrêté que les mêmes honneurs seroient rendus annuellement, et M. Ricart a fait à la C^ie^ ses remerciements.

Signé : C. Perrier, Creuzet, maj., Conty l'aîné, Dupré, Ricart, Et. Gérosme, Martin-Darblay, roy et Darblay-Maugars.

Le 19 septembre, M. Sureau, fils, fait part à l'assemblée de la remise qu'il a faite à M. Picart, maire de la ville, des « *médailles qu'il avoit été chargé de faire faire* » et que le Bureau de ville avait prié la Compagnie d'aller en armes ledit jour à l'hôtel de ville pour « les chevaliers qui doivent avoir les médailles en être décorés par M. le maire ».

« Pourquoi, ajoute la délibération, la Compagnie a arrêté que de suite elle se transporteroit à la ville, ce qui a été exécuté ».

Voici le récit complet de cette délivrance moins solennelle que nous n'étions en droit de l'attendre eu égard à la pompe des précédentes délibérations.

« Et le dit jour, 19 septembre, la Cie s'est transportée en l'hôtel de ville comme dit est, *les médailles ont été délivrées* par Mrs composant le bureau municipal ».

C'est tout. Pas de noms, pas de détails, rien que la mention sèche de la remise, et d'une assistance, tout à fait superflue, à une assemblée de « Mrs les Ecclésiastiques, députés de la magistrature et députés des paroisses » à laquelle on avait gracieusement prié la compagnie de rester en lui disant « qu'elle n'étoit point de trop ». Peut être trouverait-on aux Registres municipaux traces plus complètes de la solennité, mais nous croyons inutile de surcharger encore cette étude déjà bien longue.

Le 19 avril 1789, la Compagnie nomme comme députés, à l'effet d'inviter les officiers municipaux au tirage de l'oiseau, MM. Creuzet, major, Perrier, capitaine, Boivin, lieutenant, Martin, roi, Boivin-Chevallier, Et. Gérosme, Darblay, Duverger, Darblay-Maugars, chevaliers et Sureau fils, trésorier. Cette invitation a lieu le 10 mai et l'oiseau tiré le 1er juin, en présence de « Jacques Julien François Picart, écuyer, seigneur de la Châtellenie de Noir Epinay, La Marche et autres lieux, maire de la Ville », qui a tiré le premier coup et de MM. « Baudry de la Poterie, conseiller assesseur, Champigny, Procureur du Roi et Perrier, secrétaire ». Comme l'oiseau ne fut pas abattu, le tirage fut remis au lendemain 2 juin, jour ou le nouveau colonel nommé, M. de la Borde de Méréville, seigneur de Granville, (le député des trois Etats du Bailliage), faisait à la Compagnie sa première visite et recevait le serment des chevaliers (1).

Nouvel ajournement, l'oiseau n'étant pas abattu. Ce n'est que le 3 juin que le Sr Chevallier-Darblay devient Roi.

La médaille lui est remise le 7 à l'Hôtel de Ville, sans qu'il soit question au procès-verbal dudit jour de la moindre solennité.

C'est la dernière fois, d'ailleurs, que cette cérémonie s'accomplit, la Révolution approche et déjà le 17 décembre il est question des

(1) Laborde de Méréville (François Louis Joseph), 1er député du Tiers-Etat du Bailliage d'Etampes avec Louis Gidoin, sus-nommé. V. M. Legrand et L. Marquis : *Les trois Etats du Bailliage d'Etampes aux Etats-Généraux 1789*, p. 369. Il fut le premier colonel de la Garde nationale.

« Citoyens arquebusiers » convoqués à Paris pour une prestation de serment « civique ». La dissolution est proche et la fusion dans la « Garde nationale » presque chose faite.

Le 16 May 1790, l'assemblée convoquée par ordre du capitaine décide qu'on préviendra M. de la Borde de l'abat de l'oiseau, mais le procès-verbal ajoute cette phrase suggestive.

« Il a été également dit qu'attendu les circonstances, la Compagnie ne pouvoit raisonnablement se dispenser d'offrir à Mrs les officiers municipaux *la remise de la médaille d'or* qu'elle s'étoit engagée de donner annuellement pour prix de l'abbat de l'oiseau.

Sur quoi, la Cie considérant que tous les privilèges sont abolis dans le Royaume, que le prix accordé annuellement par la municipalité pourroit être considéré comme une espèce de privilège, et voulant oter tout prétexte de difficulté à cet égard, a cru qu'il étoit de sa délicatesse de prévenir toute réclamation sur ce point ; en conséquence, elle a arrêté à l'unanimité, que trois de ses membres se retireroient en l'hôtel de ville pardevant Mrs les officiers municipaux, pour leur témoigner la reconnaissance de la Cie, et *les remercier pour l'avenir de la médaille d'or* qu'ils pourroient être dans l'intention de donner suivant l'usage précédemment observé, et leur déclarer l'intention de la Cie à cet égard, c'est-à-dire qu'elle *fait pour toujours le sacrifice de lad. médaille*, etc., etc.

La voilà donc morte cette médaille, née en 1787, et dont l'existence éphémère aura duré deux ans. Si l'on s'en tient à ces textes, il faudrait compter qu'il n'a été frappé que *quatre médailles de Roi* et *une seule d'Empereur*. Que sont-elles devenues ? Aucune n'est venue à notre connaissance. La ville n'en possède aucun exemplaire dans ses archives, sinon la frappe toute moderne provenant de la libéralité de M. Leblanc.

Est-ce à dire qu'il n'ait été frappé en tout que cinq médailles de l'Arquebuse d'Etampes ? Evidemment non ; des renseignements qui nous ont été obligeamment fournis par M. E. Mazerolle, le savant archiviste de La Monnaie de Paris, il résulte que les coins de ces médailles conservées au Musée monétaire et décrits au Catalogue (Edition de 1892), sous les nos 207 A et 207 B, « ne sont pas en service et qu'on ne peut en obtenir d'épreuves », et qu'il n'existe pas dans les documents conservés à la monnaie de pièces concernant la fabrication de ces médailles. Il ne dit pas qu'il n'en

a pas été tiré, même assez récemment. D'autre part, notre regretté secrétaire M. Dufour, qui a vu ces coins à la monnaie avec les exemplaires de deux médailles, m'a affirmé que les coins, dans leur mauvais état actuel, *ne permettent plus la frappe.* Donc ils ont servi... et beaucoup servi. Mais quand et à quelle occasion ? (1)

C'est ce qu'il ne nous a pas encore été donné de retrouver. Peut-être qu'en parcourant les registres municipaux de l'époque de la Restauration on finirait par trouver traces d'une reconstitution de l'arquebuse. Si cette hypothèse se justifiait, on verrait peut-être que, de même que pour la Corporation des « forts et mesureurs de la ville d'Etampes » dont la reconstitution (2) date de 1816 et dont les médailles furent distribuées aux adhérents au cours de cette année, la Compagnie de l'Arquebuse reprit, de par les Bourbons, une existence éphémère. On se serait alors servi des anciens coins de la médaille royale, antérieure à 1789, pour frapper des *médailles d'argent,* cette fois, destinées à servir de prix aux tireurs heureux, et non plus à remplacer, par leur valeur, des privilèges abolis.

Que vaut cette hypothèse ? Nous n'en savons rien. Des recherches ultérieures nous donneront peut-être la clef du mystère. En tous cas, nos conclusions finales justifient entièrement nos premières propositions.

1° La médaille du musée d'Etampes, faisant partie de la collection Leblanc, est une épreuve *très moderne*, tirée du coin de 1787, puisqu'elle porte la marque de contrôle et qu'elle est patinée à l'instar des médailles artistiques modernes. Cette médaille a été obtenue de la monnaie à l'époque où il était encore possible à un amateur d'en faire tirer du coin sus-indiqué.

2° La médaille de la vente Bourgey, plus ancienne de frappe, en

(1) Cet article était écrit quand j'ai reçu de M. Florange un renseignement d'après lequel il a obtenu pour son ouvrage la frappe de *deux* exemplaires des médailles, un de grand module et un de petit. Le grand module a été depuis vendu en vente publique à M. Leblanc. Quant au second, M. Florange déclare qu'il ignore à qui il a été cédé. En tous cas il ne reconnaît pas, dans celui que je lui ai présenté, l'exemplaire petit module qu'il a jadis obtenu de la monnaie.

(2) Le registre des « Forts et mesureurs de la ville d'Etampes » porte le mot *fondation*, mais c'était plutôt le rétablissement d'un ordre de choses qui s'était continué de longues années sans statuts et sans organisation régulière, le retour aux institutions de l'ancien régime.

apparence, mais que l'on ne saurait affirmer avoir été ouvrée en 1787-1788, et possédée comme type, comme « épreuve » par un personnage d'alors, peut très bien ne remonter qu'à une époque très peu antérieure au « Contrôle » c'est-à-dire à la Restauration.

En définitive, ce ne sont pas les médailles que la ville d'Etampes accordait avant la Révolution au Chevalier Empereur et au Chevalier Roi. Celles-là, dont la rareté est incontestable sont encore à trouver. Souhaitons que les modestes notes, réunies ci-dessus, engagent les familles (1) de ceux qui jadis se les virent attribuées, à les rechercher dans leurs vieux souvenirs, et à en faire profiter notre histoire locale (2).

Maxime LEGRAND.

(1) Les familles Conty, Chevallier et Ruelle ont encore des représentants ou des alliés à Etampes.

(2) M. Mainfroy décède en 1886 à un âge avancé, petit neveu du sr Conti dont il a été question dans cette étude, était possesseur de la *buffiere* de son grand oncle. Cette arme curieuse, et peut-être unique alors à Etampes, a été détruite dans l'autodafé de toutes les armes réquisitionnées par les Prussiens en 1870. Cet *autodafé* eut lieu dans un champ situé au hameau de Bretagne (Note laissée par M. Dujardin). Il ne reste, comme souvenir de ces armes antiques, qu'un canon d'arquebuse découvert à Saint-Martin au domicile d'un Sr Chevallier où il servait de barre de protection à une imposte.

LA PAROISSE

DE

SAINT-MARTIN D'ÉTAMPES

(*Suite et fin*)

7

PIERREFITTE

Ce hameau est partagé entre les deux communes d'Etampes et de St-Hilaire ; c'est dans la circonscription de la première que se trouve le curieux menhir qui a donné son nom à la localité [1].

On lit dans dom Bazile Fleureau : « Les Célestins de Marcoussis ont une mairie au hameau de Pierrefitte, cause du fief qu'ils y possèdent et qui, jadis, appartenait à dame Mahaut Danthon (aveu du 20 Mars 1428, donné au Roi) ».

Les registres paroissiaux mentionnent en 1706 (19 avril), l'enterrement au cimetière St-Martin, de Jean Bagault, laboureur à Pierrefitte, époux de Marie Laurent.

8

LES ROCHES-BLAVEAU

Il ne faut pas confondre les Roches-Blaveau (quelquefois les Roches-Bourreau) avec les Roches de la paroisse Saint Pierre ; ces deux endroits, situés à chacune des deux extrémités de la ville, ont tous deux disparu.

Dom Bazile Fleureau dit seulement que les Roches Blaveau relevaient de la prévôté d'Etampes.

Au XVII[e] siècle, l'Hôtel-Dieu de cette ville possédait un quartier de terre au terroir de St-Martin, champtier du Rougemont, faisant

1. Voir *Etampes pittoresque*, l'arrondissement, p. 27.

partie de la ferme des *Roches-Blavaux* qui devait se trouver sur la hauteur qui domine le Petit St-Mard, non loin du vieux chemin de Saclas. Le champtier en a conservé le nom.

1659. — Espérance Chaussier, demeurant aux Roches de St-Martin.

1660. — Pierre Goussard, seigneur des *Roches-Blavo*, conseiller secrétaire du Roi, époux de Clémence Angélique de Niellé. — Antoine, leur fils, fut baptisé en l'église de St-Bazile le 8 janvier 1671. En 1674, cette famille est indiquée comme demeurant à Paris, rue St-Eustache.

Nous n'avons pas constaté l'existence d'autre seigneur de ce lieu.

1664. — Pierre Mignaud, demeurant aux Roches.

1668. — Claude Laurent, jardinier aux Roches.

1671. — Les Roches, hameau de la p^sse^ St-Martin.

Le 11 mai 1724, il est présenté à l'Administration de l'Hôtel-Dieu d'Etampes, à qui ces biens appartenaient, un mémoire de travaux de maçonnerie aux murs de clôture de la maladrerie de St-Michel et de la ferme des Roches-Blaveau. Cette dernière était alors occupée par Antoine Remond.

1782-1793. — Jacques Philippe Auger, laboureur.

Cette dernière citation nous montre que les Roches-Blaveau existaient encore à la fin du XVIII^e^ siècle.

9

St. RÉMI

Le hameau de St-Remy, depuis longtemps disparu, a laissé son souvenir au champtier dit : « les maisons de St-Rémy ». Il était situé entre Guillerval et le petit Chicheny, près du chemin de Pussay à Lhumery et répondait à la prévôté d'Etampes. On y payait les redevances dues à l'Hôtel-Dieu.

1620. — Jeudy 2 avril, est parrain à St-Martin, Louys Alis, demeurant à St-Rémy.

1661 à 1671. — Gabriel Limet, laboureur à St-Remy.

1663. — Le 10 Mars, enterré, au cimetière de St-Martin, le berger de Boyvin de St-Rémy, qui s'appelait Laureau.

1671. — Louis Ingrain, laboureur à St-Remy.

Là s'arrêtent les renseignements fournis par les Registres parois-

siaux ; peut être ce hameau a-t-il été abandonné à la fin du XVII[e] siècle ou au commencement du XVIII[e].

Le prieuré de St-Martin possédait des dimes au terroir de St-Rémi.

10

VALNAY-COURTHEUSE

Les anciens seigneurs de Valnay sont nommés dans un papier-terrier de Moret, terre dépendant de Méréville [1] : « lequel lieu, terre et seigneurie de Moret fut anciennement à Bion de Bordeilles, s[r] de Junillac et *Vallenay* ; et depuis à Jacques Davenant, s[r] de Cingé, Junillac, Mygerault, *Vallenay* et les Crosnes [2], et depuis à Claude de Meignac, etc. ».

Les Archives de Seine-et-Oise (E. 2921) contiennent des extraits d'aveux faits en 1494 aux seigneurs de Valnay par les tenanciers des terres sis audit lieu, champtier de Favereux et de *Courtheure* ; Gilles Delorme, Christophe Bezard, Cantien Leverville, Pierre Johannes, etc.

Le sieur de Cravaut qui était seigneur de Valnay en 1498, avait remis, en Janvier de la dite année, à Jean de la Haye des arrérages, et lui avait cédé toutes prétentions qu'il pouvait avoir sur la maison des Crosnes. Michel Poynet se rendit acquéreur de la seigneurie de Valnay le 10 Juillet 1524 [3].

Michel Poynet ne vécut pas longtemps après son acquisition, puisqu'en 1528, nous voyons sa veuve rendre hommage au Roi pour ce domaine. La chapelle de Notre-Dame de Pitié dans l'église de St-Basile conserve une ancienne pierre tombale portant cette inscription.

« Cy gist honeste p̄sone Eugénie Layard en son vivat̄ fème de deffuct honorable ho[e] Michel Poynet, s[r] de Valenay, esleu d'Estape, laquelle décéda le XXI[e] io[r] de javier mil V[c]XL.

Priez Dieu pour evx [4].

On lit dans le procès-verbal de la rédaction des Coutumes du bailliage en 1556 ;

..... « et le seigneur de Vallenay-les-Etampes représenté par Bar-

1. La Seigneurie de Moret par Ch. Forteau. Lecesne-Allien, 1902.
2. Fief qui fut réuni au domaine de Saclas.
3. Voir Etampes pittoresque, l'arrondissement, p. 503 et autres.
4. Les Rues d'Etampes, 261.

thélemy Poinet se disant seigneur d'iceluy lieu, tant pour luy que les enfants de feu Guillaume Poinet, son frère, dont il est tuteur... sur ce a esté remontré par Houdouin Clouzier, marchand d'Estampes présent, que lad. seigneurie de Vallenay est et appartient aux enfants mineurs de feu Maurice Chandelier, ses neveux ; et, pour eux, proteste que la comparution dud. Poinet ne leur puisse préjudicier ».

... Laissons maintenant la parole à nos registres :

1591. — 10 mai, baptême de Périne, fille d'honorable homme Michel Poynet, sergent au bailliage, (qui peut-être était le petit-fils du premier seigneur de Valnay).

1661. — 14 mars, marraine, Antoinette Morin, femme d'honorable homme Toussaint Baudouin, procureur au Châtelet de Paris, *s^r de Valnet*.

Devenue veuve, Antoinette Morin épousa Pierre Robaut, qui, de ce chef, devint titulaire du fief.

1669. — 25 juillet, parrain, Henry Pinguenet, greffier au bailliage ; marraine, Antoinette Morin, femme de Pierre Robaut, conseiller du Roi, controleur de la maison de S. M.

15 octobre, parrain, Pierre Robaut, etc. demeurant devant le couvent de la Trinité du faubourg St-Martin ; présent au baptême, noble homme François de la Forge, s^r de la Rodedrie.

1680. — 11 mars, parrain, marraine, Jacques Provensal, conseiller procureur du Roi au grenier à sel, et damoiselle Antoinette Morin, f^me d'h^ble h^me Pierre *Robeau*, s^r de Valnay et contrôleur en la maison du Roi.

La dernière est encore marraine le 19 avril 1682, le parrain étant Etienne Rivet, marchand de la paroisse St-Gilles. Elle meurt en l'an 1684 ;

Le 14 Février, inhumation dans l'église du corps de damoiselle Antoinette Morin, femme de Pierre Robeau, s^r de Valnay, etc.

1699. — 3 décembre, inhumation de François Deffonds, fermier de Valnay.

1700. — 3 janvier, inhumation en l'église de Françoise, âgée de 9 mois, fille de Françoys Baudouyn, s^r de Valnay et avocat en Parlement, et de Geneviève Borbin.

1710. — 11 septembre, inhumation en l'église de St-Gilles, de François Baudouin, avocat en Parlement de Paris, s^r de Valnay.

François Baudouin, probablement fils de Toussaint et d'Antoi-

nette Morin, était devenu possesseur du fief après la mort de sa mère et de son beau-frère.

Un acte de St-Basile, du 31 Octobre 1731, mentionne comme seigneur de Valnay, m^tre^ Silvain Poulin du Bourgneuf, [1] avocat en parlement, demeurant à Paris. Il rend hommage au Roi en cette qualité. Nous ignorons à quel titre il avait succédé à François Baudouin.

1739. — Lubin Delorme, époux de Geneviève Barroué, fermier à Valnay.

M. Max. Legrand nous dit que la seigneurie fut saisie féodalement en 1745 sur Pierre Théodore Baudouin, clerc tonsuré de la Congrégation de St-Lazare et ses frères et sœurs, et que le 22 novembre de la même année, Louis René de Poilloue de St-Périer, que nous avons vu à l'article du Petit St-Mard, rendit hommage aux Célestins de Marcoussis pour le fief de Courtheuse, « où étaient cy-devant maison, cour, grange, écurie, bergerie, colombier et autres édifices aujourd'hui ruinés [2] ».

Il est cité comme seigneur de Valnay en 1746.

1752. — Déclaration des terres dépendantes du fief de Valnay, aux lieux dits : champtier des Monthières, prairie de St-Pierre, champtier de la grande route, de la Garenne, etc., faites à René de Pouilloue, s^r^ du Petit St-Mard et de Valnay, par Claude Lesieur, Jacques Buisson et Louis David, curé de l'église St-Gilles d'Etampes [3].

1753. — Etienne Vallée, laboureur à Valnay.

1799. — Denis Besnard, meunier ; c'est la première fois qu'il est question du moulin de ce lieu.

1780. — César Joachim de Poilloue de St-Mard, chevalier, major d'artillerie, rend hommage au Roi pour les fiefs et seigneuries de Valnay et Courtmeunier, mouvant de la grosse tour et châtel d'Etampes [4].

L'inventaire des Archives de Seine-et-Oise (E. 2922) relate encore

1. Ou du Bourneuil (archives de S.-et-O., E. 2920).

M. Pinson rapporte, dans sa bibliographie de S.-et-O., une pièce imprimée à Paris, chez Moreau, 1739, in-f° de 4 pp., ainsi conçue : « A Nosseigneurs du Parlement à la 4^e^ chambre des enquêtes — supplique de Marguerite Baudouin, veuve de Claude Joseph de Fécamp, marquis de Villezan, contre Silvain Paulain, dit de Bourgneuf, ci-devant notaire à Etampes. Cette supplique est relative à un transport d'une somme de 33403 livres, que Paulain s'était fait faire par le marquis de Villezan en ayant abusé de sa crédulité.

2. Etampes pittoresque, l'arr^t^.

3. E. 2921, Arch. de S.-et-O.

4. E. 2920.

une correspondance entre les hommes d'affaires de M. de St-Périer et du marquis de Talaru à propos de la mouvance de quelques pièces de terre sises sur le terroir de Brières les scellés ; un mémoire établissant que cette mouvance appartient au fief de Valnay ; et un bail de terres et de prés sis le long de la Louette, passé par M. de Poilloue de St-Mard de St-Périer à Louys Boudier, à la charge de lui payer 282 livres de loyer et de lui fournir cent des plus belles pommes de rainette, six fromages à la crème et 200 écrevisses choisies (1785-1789).

1790. — André Boudier, cabaretier à Valnay.

L'existence d'un établissement de ce genre laisse supposer qu'il y avait là un groupe d'habitations, à moins que ce cabaret ne fut isolé sur la route pour le seul usage des voyageurs et passants.

Le registre de 1793 cite le citoyen Paillard, meunier à Valnay.

11

VAUJOUAN

Ce moulin n'est mentionné qu'une fois en 1790, par le nom du meunier Denis Benard, malgré son ancienneté, puisqu'on y a trouvé des monnaies royales et féodales remontant au roi Louis VI, à Philippe-Auguste et à Louis VII, d'après la notice publiée dans les *Annales du Gâtinais*, en 1887, par M. Max. Legrand.

12

VAUVERT

Bien qu'aucun acte de Saint-Martin ne parle de cet écart, nous pouvons dire qu'au XVII^e^ siècle et au commencement du XVIII^e^, il constituait une seigneurie dont des membres de l'importante famille étampoise de Provensal étaient titulaires.

Nous trouvons leurs noms dans les registres de Notre-Dame et de St-Bazile.

1647. — François César Provensal, S^r^ de Vauvert, président, prévôt du bailliage.

1655. — Artus Provensal, S^r^ de Vauvert époux de Jehanne, Richard, prévôt des maréchaux,

Leur fils, Etienne, est inhumé dans l'église de Notre-Dame le 18 février 1662, où le suivit son père le 26 février 1665.

1686. — Citation de damoiselle Jeane Provensal, fille d'Artus, et, en 1727, de damoiselle Provensal de Vauvert. Peut-être est-ce la même personne ?

Comme on le sait, Vauvert est partagé entre les communes d'Etampes et d'Ormoy la Rivière.

13

VILLESAUVAGE

Les Célestins de Marcoussis, qui possédaient tant de biens dans les environs d'Etampes, étaient seigneurs de Villesauvage depuis l'an 1406 par la donation que leur en fit Jean de Montagu. On y voit encore leur ferme au grand portail à double baie ogivale[1] et ils avaient droit de haute, moyenne et basse justice en titre de prévôté s'étendant aussi sur toute la rue Reverseleux du faubourg St-Martin jusqu'au pont de Rameray, dans laquelle est le siège de cette justice [2].

Les registres paroissiaux citent ce hameau :

1600. — Jean Rouillier, époux de Michelle Thévart, demeurant à Villesauvage.

1628. — Jehan Crécy, receveur des Célestins.

1631. — Jean Lemaitre, receveur de MM. les Célestins de Marcoussis, époux de Simonne Gaultier.

1637. — Hugues Gaultier, receveur des Célestins.

1655. — Pierre Charpentier, laboureur, demeurant à Villesauvage.

1663. — 5 février, inhumation dans l'église du corps de Pierre Sevin, lequel est mort à Villesauvage chez Nicolas Migneaud. Il est *mort de froid* ; il estoit chartier chez M. Le Roy, naguère receveur de Gueurville [3].

1664. — Antoine Thibault, receveur des Célestins de Marcoussis.

1665. — Nicolas Guyot, prévost de Villesauvage et procureur ès sièges royaux.

Le 28 septembre, Pierre Charpentier, fermier de Messieurs les Célestins de Marcoussis dans la ferme de Villesauvage, époux de Marie Aleps, assiste au mariage à St-Martin, entre Cantien Nolleau,

1. M. Max Legrand.
2. Dom B. Fleureau.
3. Echevin en 1665.

de la p^ss^e de Boissy-la-Rivière et Denise Rouillier, fille de defft Nicolas et de Denise Aleps.

1672. — 14 novembre, sur l'advis qui m'a esté donné par Chevallier, berger, demeurant chez Pierre Charpentier, laboureur demeurant à Villesauvage, à moy par led. Charpentier envoyé m'advertir qu'un hoe estoit mort à l'Orme... avecq luy je me suis transporté et après avoir envisagé, regardé ledit pauvre hoe, l'ay reconnu pour un pauvre qui cherchoit l'aumosne, il y a quelques jours dans l'église de St-Martin, ma paroisse, lequel paraissoit estre malade et ay reconnu qu'il l'estoit de maladie de dyssenterie, qu'il estoit mort *par le froid qu'il fit la nuit précédente*, ce dit 14^e^ novembre, et ayant fouillé dans son sac et besace qu'il avoit, ay trouvé un chappelet et une cuiller de bois et une tasse pareillement de bois, et led. Charpentier m'ayant fait la charité de me prester un tombereau, ay fait amener le corps dudit pauvre en l'église du d. St-Martin, et puis l'ay fait inhumer dans le cimetière près de l'église.

En Mai 1695 — sans doute par suite d'une maladie contagieuse — on constate le décès d'une enfant d'Etienne Boivin, laboureur à Villesauvage, puis 15 jours après, celui de ce dernier et d'un autre enfant, dans la même journée.

1713. — 10 juin, inhumation dans l'église de Jacques Mortier, courrier ordinaire du Roy de Paris à Bordeaux, *assassiné* cette nuit près Villesauvage — après que la justice l'a eu visité et en présence de son fils qui a signé.

2 novembre, j'ay enterré un homme décédé à Villesauvage, chez Denys Aslain, lequel ne sait ny le nom ny le païs d'où il en est. Lequel nous a esté apporté par led. Aslain, et a esté visité par la maréchaussée d'Estampes. Il nous a paru âgé d'environ 70 ans.

1727. — Germain Charpentier, laboureur et receveur de Villesauvage.

1729. — 28 mars, a esté inhumé un pauvre passant, mort à Villesauvage, après qu'on luy *a refusé l'Hôtel-Dieu*.

La liste est longue de ces tristes épaves de la grand'route.

1731. — 25 octobre, un passant, de 18 à 20 ans, trouvé à Villesauvage et apporté à la geôle.

1739. — 15 mars, un mendiant mort d'hier à la ferme de Villesauvage ; dont on ignore le nom et le pays ; à qui l'on a trouvé des marques de chrétien comme chappelet et livre ; âgé à ce qu'il nous paroit de 72 à 75 ans.

28 octobre, enterré en vertu de l'ordonnance de M. Gérard Edeline, conseiller du Roy, lieutenant général de police à Estampes, un petit jeune homme qui est dit estre mort, par accident sur la route d'Orléans, près Villesauvage dont on ne *scée* point le nom ny le païs d'où il en est (environ 16 ans).

1741. — 10 décembre, inhumé au cimetière le cadavre d'un jeune pauvre âgé d'environ 13 à 14 ans, trouvé aujourd'huy au dessus de Villesauvage ; et ce, avec la permission de M. Edeline, prévost de cette ville, et en présence de Claude Guérault, marguillier.

Germain Charpentier cité en 1727 comme receveur des Célestins, mourut en 1744, âgé de 82 ans, et fut inhumé, le 2 Avril, dans l'église de St-Gilles.

1752. — 11 octobre, un soldat du régiment de Picardie, trouvé mort dans le bois de Villesauvage, est enterré dans le cimetière de St-Basile, par ordre de la justice (acte de St-Basile).

1776. — Mention de feu Claude Hariveau, vivant laboureur à Villesauvage.

1779. — Charles Pithois, époux de Marie Anne Rousseau, est dit « agent de l'abbaye de Marcoussis, receveur des droits des Célestins ».

1781. — 7 mars, enterré au cimetière tenant l'église, Pierre Tesson, dit Vadeboncœur (sic) soldat invalide ainsi qu'il appert par sa cartouche en date du 8 Février dernier, signé « de Sahuguet d'Espagnac » ; décédé hier à Villesauvage, chez le sr Hariveau, fermier. Il était âgé de 60 ans.

1783. — 19 juillet, le corps d'un charretier écrasé à Villesauvage est amené à la geôle et ensuite enterré au cimetière de St-Basile.

1785. — Il en est de même pour le cadavre d'un inconnu, trouvé assassiné (sic) sur la grand'route entre Mondésir-Villesauvage, le 7 juin ; et l'année suivante, le 29 août, pour un voiturier trouvé mort sur la route, vis à vis la pièce de terre dite *le champtier de la Justice*, paroisse St-Martin.

Le 16 brumaire an II, Louis Marin Venard, notaire, remit au greffe de la municipalité d'Etampes les titres constitutifs des droits féodaux dont il était dépositaire, avec les grosses des terriers passés à la cy-devant seigneurie de Villesauvage, appartenant alors au citoyen Gourlade, domicilié à St-Vrain.

Ch. Forteau.

FIN

LES
VICOMTES DE CORBEIL

SOUS LOUIS VIII ET SES SUCCESSEURS

Notes complémentaires à l'histoire des Vicomtes

Depuis la rédaction bien ancienne (1899) de la note sur les *Vicomtes de Corbeil* publiée dans le *Bulletin* de la Société historique, ont été retrouvés d'assez nombreux documents sur ces personnages militaires.

Signalons d'abord deux souscriptions à un acte passé en octobre 1045, par lequel Imbert, évêque de Paris, donne l'église de Villeneuve-Saint-Georges à Saint-Germain-des-Prés : « Signum Beggonis militis. Signum Balduini militis. » La première paraît bien s'appliquer à Bégon, père du vicomte Gaudri, que nous avions rencontré dans un titre de 1056. La seconde est apparemment celle du prévôt de Paris Baudoin, descendant probable du prévôt de Bouchard le Vénérable, comte de Corbeil et comte royal de Paris (1). Ces deux chevaliers souscrivent, dans le même ordre, immédiatement après Nantier, vicomte de Corbeil, un acte de 1043, que nous avons fait connaître.

Sur Gaudri se rencontre, dans la collection Clairambault (2), l'original d'un acte qui le concerne et que nous avions reproduit d'après le Cartulaire de Vauluisant. Il est intéressant d'en donner la leçon certaine :

Notum sit omnibus presentibus et futuris quod Godericus vicecomes

(1) Arch. Nat. K. 19, n° 2[6] ; *édit.* Poupardin, *Recueil des chartes de Saint-Germain-des-Prés*, t. I, p. 93. — Au sujet de Gaudri, il y a lieu de corriger une faute du texte de la notice sur les *Vicomtes* (p. 4, ligne 1) : le diplôme de 1071 où il figure mentionne la présence d'un vicomte qui n'est point *Wido* (Gui), mais *Udo*. Nous avions, à tort, traduit ce prénom par *Eudes*, il doit se rendre par *Yon* ; au sujet de cette famille, à laquelle appartenait Josselin, archidiacre de l'église de Paris, on peut consulter plusieurs notes du tome I[er] de notre *Recueil des chartes et documents de Saint-Martin-des-Champs*.

(2) Pièce originale, fonds Clairambault, vol. 209, n° 15 (24), fol. 9123.

Corboliensis, pro redemptione anime sue et antecessorum suorum, concessit in perpetuum fratribus Vallis Lucentis, de rebus suis propriis, quicquid ad se pertinebat de paagio apud Corbolium constituto, laudantibus et concedentibus filiabus ejus *Haales* et *Mahaut*. Cujus rei testes sunt : Petrus, nepos ejusdem Goderici, Balduinus de Corbolio, Paganus de Servun, Guido de Tigeri et Clarembaudus frater ejus, Galterius Bucherius et Maugrinus frater ejus. Quod ut ratum in posterum maneat et inconcussum, scripto commendari et sigillo reverentissimi Theobaldi, Parisiacensis episcopi, fecimus communiri.

A cette charte demeure appendu un superbe sceau épiscopal en cire blanche, sur double queue de cuir ; l'évêque est assis, crossé, mitré et bénissant de la dextre; la légende porte : SIGILLVM TEOBALDI, PARISIENSIS. EPI. La pièce mériterait les honneurs d'une reproduction en phototypie



La succession des vicomtes doit subir, à partir d'Anseau I^er^, diverses rectifications. Celui-ci eut deux fils de sa femme Anne : Gilbert II et Anseau II. Nous avons signalé l'existence de Gilbert II comme vicomte d'après un acte de 1178. Sur un autre document, il paraît avec sa femme Elisabeth et ses trois enfants, Henri, Bouchard et Cécile. Henri, surnommé *Ripeniaux,* est connu par la confirmation d'une de ses libéralités, qu'accorda son neveu le vicomte Payen en 1199 et que nous avons publiée. Bouchard fut apparemment le père de Payen. Il ne faut pas le confondre avec un homonyme, fils d'Eudes, vicomte de Châtres (Arpajon), témoin d'un serment prêté par celui-ci (3) en faveur de Hugues V, abbé de Saint-Germain-des-Prés de 1162 à 1182.

Henri et Bouchard ayant disparu, la tutelle d'un enfant au berceau fut confiée à Anseau II, grand-oncle paternel de l'héritier. Cet enfant n'était pas encore baptisé et, pour ce motif, reçut et conserva toute sa vie le surnom de *Payen*. La tutelle avait cessé en 1187, si c'est bien du jeune Payen qu'il s'agit dans l'acte de cette date, où il est parlé d'un immeuble « qui fuit nobilis viri Pagani, vicecomitis Corboliensis ». Entre 1190 et 1199, Anseau, dessaisi de sa charge temporaire, est qualifié « ancien vicomte de Corbeil. »

(3) Poupardin, *Recueil des chartes de Saint-Germain-des-Prés*, t. I, p. 292.

Ces faits sont établis par une mention contenue dans un *Fragment d'obituaire de Saint-Maur*, édité par M. Prou (4). L'abbé Hugues I^er^, qui siégea de 1190 à 1199 environ, accorda avec son chapitre le bénéfice des suffrages de la communauté à Anseau, ayant quitté sa charge :

Hugo, Dei gratia Fossatensis humilis abbas, et omnis conventus, pie petitioni *Anselli quondam vicecomitis Corboili*, concessimus beneficiorum nostrorum suffragia et, cum dies obitus nobis fuerit cognitus, tantum illi quantum uni ex nostratibus fecimus.

Payen porte le titre de vicomte dès 1187. A cette époque (5) un échange fut fait entre l'hôpital de Jérusalem, à Paris, et le prieuré d'Essonne, dépendant de Saint-Denis ; il porte sur des pièces de terre à Corbeil, dont l'une fut à noble homme Payen, vicomte de Corbeil, « que fuit nobilis viri Pagani, vicecomitis Corboliensis ». Il fut bien le petit-fils de Gilbert II, puisqu'il eut pour oncle Henri (surnommé *Ripeniaus*), qui eut Gilbert pour père.

L'obituaire de Chelles porte diverses mentions fort intéressantes concernant des vicomtes de Corbeil. On ne doit point s'en étonner. Une abbesse Mahaud, morte en 1223, était de leur sang, et très vraisemblablement la sœur de Payen.

On lit au 3 octobre l'obit de ce vicomte ; il nous révèle qu'il abdiqua sa fonction, ne conservant que le titre de chevalier, puis entra dans l'ordre des Trinitaires, récemment fondé par saint Jean de Matha, qui l'administra de 1200 à 1213.

Obiit Paganus miles de Corbolio et frater Trinitatis.

Payen ne fit que suivre l'exemple de Gilbert II, dont l'obit, au 15 octobre, nous apprend qu'il entra dans l'ordre des hospitaliers :

Obiit Gilebertus, vicecomes de Corbolio, frater Hospitalis.

Le même nécrologe commémore deux autres vicomtes dont nous ne connaissons pas les dates d'existence. On lit au 5 novembre :

Obiit dominus Guillermus miles, viciscomes de Corbolio.

(4) *Mémoires de la Société de l'Histoire de Paris*, XIV, 215.

(5) Original, A. N. S 2351 ; *Cartulaire blanc* de Saint-Denis, LL 1158, t. II, fol. 326.

Un collaborateur d'Auguste Molinier a mis en note à ce propos : « post 1067 ». Il a cru sans doute qu'il s'agissait du *comte* Guillaume de Corbeil, fils de Mauger de Normandie. L'existence de nombreux *vicomtes* du nom de Guillaume enlève toute apparence à cette conjecture.

Il semble bien que c'est aussi à la dynastie de Corbeil qu'appartient un chevalier Pierre, — peut-être le *nepos* (neveu ou petit-fils) de Gandri — qui fut titré vicomte et mourut un 27 avril (6) :

Obiit Petrus miles vitiscomes.

Il est avéré, par les nécrologes de Notre-Dame de Paris, que le vicomte Gilbert II mourut le 22 août (7).

Payen, que l'on peut regarder comme son fils, est cité dans divers contrats (8) jusqu'en mars 1221, où sa femme Laurence lui est associée, ainsi que Gui, son fils aîné. Mais il en eut plusieurs autres. Nous avons déjà signalé l'existence d'un cadet de Gui, nommé Guillaume. La pièce ci-après (9) fait connaître un troisième fils de Payen, Mathieu, surnommé *du Bois* :

Bartholemeus de Villa Vodee et Guillelmus de Claci milites, universis presentes litteras inspecturis, salutem in Domino. Notum facimus quod cum esset contentio inter ecclesiam Beati Dyonisii ex una parte, et Matheum de Nemore filium vicecomitis de Corbolio : dicebat enim ecclesia Beati Dyonisii quod hospites dicti Mathei debent foagium ecclesie Beati Dyonisii; idem Matheus e contrario asserebat quod non debebant : tandem dicti, tam ecclesia quam Matheus, de dicta querela et de masura Stephani Blancvilain, controversia enim erat de dicta masura, compromiserunt in nos promittentes quod nostro starent arbitrio. Nos autem inquisitione facta legitima ab hospitibus Beati Dyonisii et dicti Mathei, arbitrium nostrum protulimus in hunc modum : quod in dicta masura omne dominium, omnis justitia, et quicquid aliquid dominii dominus potest habere, pertinet ad ecclesiam Beati Dionisii. De hospitibus dicti Mathei inquisivimus diligenter et diximus quod dicti hospites debent supradictum foagium et tenentur illud apportare in curiam Beati Dyonisii de Trembleio. Huic dicto nostro prolato inter-

(6) Molinier, *Obituaires de la province de Sens*, I, 356 et suiv. — Il faut rectifier ici « viciscomes ». — Cf. pp. 380-382.

(7) Cette date funèbre est donnée par deux obituaires (Molinier, *Province de Sens*, I, 169, 229).

(8) A ceux déjà cités dans la notice sur les Vicomtes,on peut ajouter notamment une charte de Roger de Meulan pour Gournay-sur-Marne en 1205 où souscrit « Paganus vicecomes de Corbolio ». (A. N. LL 1397, fol. 19).

(9) *Cartulaire blanc* de Saint-Denis, A. N. LL 1157, fol. 489 ; *Tranbleium*, n° XXII.

fuerunt Petrus Marescallus, Petrus de Mintriaco, Johannes major Tremblei, Johannes de Puisex, Petrus de Mongai, milites; Renaldus Chaperuns, Johannes Becot, Renaldus Carnifex, Matheus Platrarius, Bernardus Cossel, Renaldus Boudart, Theobaldus Rouel, Guillelmus Planchaes, Renaudus Drupele, Robertus Puer, Johannes Agnus, Renaudus de Latiniaco, Johannes Brocheit, Johannes Folie, Renoudus Critel, Laurencius Foillole, Renardus de Monasterio, Bernardus Passart, Evardus Rex, Galterius Rex, Robertus Ovieve, Robertus Flandrine, Petrus Pijon, Martinus famulus noster, Renaudus Jumel, Stephanus presbiter, Agnes de Monjai, Hersendis la Bocele, Evrardus Braefort, Boet Malet, Girardus de Domno Martino, Potiau, Brufaut, Guillelmus Godin. In cujus rei testimonium paginam hanc sigillis nostris munivimus.

Actum anno Domini M° CC° XXX°, mense aprili.

Cette pièce est de celles qui prouvent qu'au XIII^e^ siècle, les *maires* de localités rurales pouvaient avoir rang de chevalier. Jean, maire du Tremblay, est au nombre des cinq témoins qualifiés « milites ».

Ce qui montre le sens précis de l'expression « filius vicecomitis de Corbolio » c'est qu'elle est prise, du vivant de Payen, par son fils aîné Gui, pour se désigner dans un acte dont l'original (10) est malheureusement rongé, bien que les parties disparues soient aisément reconstituables.

[Ego Guido] filius vicecomitis de Corbolio, universis ad quos littere [presentes pervenerint, salutem. Vobis] notum facio quod vendidi Allelmo Hecelini undecim [arpennos terre sitos] apud Nogentum, de quibus quinque arpenni sunt *a la Riviere* [et sex alii arp]enni *aus Estans*, apud molendinum Baldoini, tenenda sibi et heredibus suis de [me et de] heredibus meis ad festum sancti Remigii, et pro dictis pratis recepi de prenominato Allelmo ducentas libras paris. Quod ut ratum permaneret, presentem paginam sigilli mei munimine roboravi. Actum Parisius, anno Domini M° CC° sextodecimo, mense februario.

C'est entre mars 1221 et mai 1224 que Payen embrassa la règle de Jean de Matha et laissa la vicomté à son fils. La première charte où Gui figure avec son titre a été publiée déjà (11) et nous avons signalé l'accord passé en 1237, entre lui et sa femme Isabelle, d'une part, et les religieux de Saint-Denis, de l'autre, pour convenir que ceux-ci commettront un messier à la garde de leurs vignes au Pré-St-Gervais, Bruyères et autres lieux convoisins, et que le vicomte en mettra aussi un pour garder les vignes des mêmes terroirs qui sont

(10) A. N. S 1418, n° 1.
(11) ***Les Vicomtes de Corbeil***, p. 57 (Pièce justificative n° XV).

en sa censive. C'est Isabelle, et non sa belle-mère Laurence, qui eut pour père Simon de Poissy. En effet, c'est en juillet 1248 que celui-ci fit don à Saint-Denis de la mouvance du fief et dépendances sis au Pré-Saint-Gervais et environs, tenu par *la vicomtesse de Corbeil* dudit Simon, qui le reportait en arrière-fief à l'abbaye. Par ce contrat (12), la vicomtesse et ses héritiers devaient à l'avenir faire hommage direct aux religieux. Un acte de mars 1245 (nouveau style) que nous allons reproduire (13) prouve que cette vicomtesse, administrant les biens de ses enfants mineurs, était Isabelle, veuve de Gui.

O. p. l. i. Officialis Parisiensis, in Domino salutem. Notum facimus quod, cum inter Priorem et conventum de Longoponte, Parisiensis dyocesis, ex parte una, et Ysabellim, relictam defuncti Guidonis quondam vicecomitis Corboliensis pro se et liberis suis in labello suo existentibus ut dicitur, ex altera, orta esset materia questionis ut asseritur, super quibusdam pratis sitis ut dicitur in prateria subtus Fontanas, contiguis molendinis novis dictorum monachorum super Essonam ut dicitur, quorum partem emerant dicti Prior et conventus ut dicitur, et postea in quieta et pacifica possessione fuerant. In alia vero parte omnimodam aisenciam ad dicta molendina ab antiquis temporibus ipsi Prior et conventus et eorum hospites de Vere Parvo habuerant ut dicitur. Quas possessiones et aesentiam dicta Isabellis ut dicitur, sine rationabili causa et minus juste et in eorumdem monachorum prejudicium et gravamen impediebat ut dicitur, et etiam perturbabat. Item super hoc quod ipsi monachi fuerant ut dicitur, a temporibus antiquis in possessione pacifica trahendi retia super rippam dicte aque a parte Fontaneti quam tractus possessionem ipsa Issabellis similiter ut dicitur petiebat. Tandem dicto Priori cum quibusdam monachis suis, pro se et conventu suo ut dicitur, et dicta Issabellis, pro se et liberis suis, super dictum locum ut asserunt convenientibus, Arnulphus prior Longipontis, pro se et conventu suo predicto, ex una parte, et dicta Isabellis, pro se et liberis suis ut dicebant ex altera in nostra constituti presentia recognoverunt se super predictis, de bonorum virorum consilio, composuisse amicabiliter in hunc modum : Videlicet quod, de consensu utriusque partis, mete dictorum Prioris et conventus, ac dicte Domine et liberorum suorum fixe fuerint et posite ut dicitur, per quos fit defensio et separatio pratorum, dicte domine Isabellis et liberorum suorum a pratis monachorum predictorum. Recognoverunt etiam dicti Prior et Ysabelis coram nobis conventum esse inter eos, expressum pariter et consensum, quod dicti Prior et conventus habebunt, et in perpetuum possidebunt quiete et pacifice quicquid est ultra metas ex alia parte. De dicto vero tractu recium, recognoverunt dicti Prior et Isabellis coram nobis in hoc concorditer convenisse quod dicta domina Ysabellis et heredes sui de cetero non poterunt impedire aut perturbare quominus

(12) *Cartulaire blanc* de Saint-Denis, t. I, LL 1157, fol. 413.
(13) B. N. Nouvelles acquisitions latines, 932, fol. 10.

dicti monachi possent perpetuo trahere recia sua super ripam Essone, ex parte Fontaneti : ita tamen quod dicta Isabelli dampnum non inferant vel gravamen. Promiserunt insuper dicti Prior, pro se, et conventus, et dicta Isabellis pro se et liberis suis, videlicet dictus Prior per stipulationem legitimam, et dicta Isabellis fide in manu nostra prestita corporali, quod contra premissa ut aliquid premissorum, per se vel per alium non venient in futurum. — — Datum anno Domini M° CC° XL° quarto, mense marcio.

Cet acte qui se distingue entre tous par l'insistance systématique des réserves qu'y inséra le greffier de l'Official, montre que c'est entre 1237 et 1244 qu'il faut chercher l'année où disparut le vicomte Gui.

Les documents que nous avons rassemblés ne nous permettent pas encore de préciser la succession des vicomtes de Corbeil à partir de la régence d'Isabelle.

Bornons-nous à signaler l'intérêt que présente le fonds de Saint-Denis pour la reconstitution de leur généalogie.

Nous avons reproduit la dalle funèbre du vicomte Jean, mort le 20 mai 1333. Ce personnage est cité dès 1316; il laissa pour veuve Perrenelle de Villefaurens ; l'analyse suivante (14) atteste qu'elle ne perdit pas de temps pour remplir envers l'Abbaye les devoirs féodaux que la convention de 1248 imposait aux héritiers d'Isabelle de Poissy.

Aveu et dénombrement rendu à l'abbaye de Saint-Denis par dame Perrenelle de Villefaurens, veuve de Jehan Le Vicomte, des fiefs ci-après, savoir : le fief de Maulny, consistant en 70 sols parisis de menu cens 12 setiers d'avoine, 24 chapons, 24 pains, un pressoir et 10 livres de rente; le fief de Bruyères consistant en 6 livres de menu cens, cent sols de gros cens, 46 setiers d'avoine et pour chaque setiers d'avoine 12 deniers par chapon, sur certains héritages sis à Bruyères et environs; 16 sols parisis de cens sur 32 arpens de sablons audit lieu ; les profits et justice qui en dépendent ; un autre fief consistant en deux parts de cens (etc.) ; le fief de Cormeilles en Parisis, contenant 2 arpens de vigne en plusieurs pièces savoir : 37 carreaux de vigne audit Cormeilles, etc.

(14) Arch. Nat., S* 2436, *Aveux de Saint-Denis*, p. 155 ; d'après le *gros registre des Fiefs*, p. 107. Le nom « Villefaurens » est-il bien transcrit ? Nous allons voir que les successeurs de Jean furent seigneurs de Villepreux (*Villaperor, Villeperreux*).

Jean laissa un héritier homonyme. Aveu fut rendu (15) le 13 août 1349 par Jean, vicomte de Corbeil, pour les fiefs « sis à Bruyères, Mesnil-Montant et Potronville, consistant en certaines terres, en friches et sablons, sises entre les Bruyères et Potronville, èsquelles les potiers de Paris prennent sablon, en payant 4 deniers et 4 pots de terre à Pasques par chacun four à cuire pots de terre et 6 livres de chef cens reçues aux octaves Saint-Denis à Bruyères » et aussi pour les fiefs de Maulny et autres déjà cités.

Jean était encore en charge en 1358-1359. Un compte de cet exercice porte la mention suivante (16) relative à une redevance qui n'a pu être payée avant les derniers jours de 1358 :

A messire Jehan Le Vicomte chevalier pour quatre arpens de Sausoye [saussaie] appelé *le Marchais*, 32 sols pour le terme de Noël [1358], valant 1 escu et un quart.

La déclaration des fiefs de l'abbaye relevant du roi, passée en 1360, portait à l'article 19 : « Item à Maulny et les Bruières, Guillaume le Vicomte de Corbeil et son frère tiennent un fief audit lieu, contenant certaines terres où les potiers de Paris prennent sable, et peut valoir 10 sols et 6 tournois de chef cens ».

Guillaume, vicomte de Corbeil, rend aveu à son tour des fiefs de Bruyères et Mauny, conforme à celui rendu l'an 1316 par Jehan le Vicomte de Corbeil (18). Nous avons retrouvé le texte de cet aveu dont voici les parties essentielles :

A tous ceulz q. c. p. l. v. je Guillaume Le Viconte de Corbueil escuier, seigneur de Villepereur en partie, tiengs et adveue a tenir en fié à une foy et à un hommage, de rev. p. en Dieu M. l'abbé de Saint-Denys en France... Prem[t] ce que j'ay à Bruyeres, a Mesnil Mautemps et à Pointronville, c'est assavoir certaines terres en friche qui sont entre les bruires et Pointronville, esquelles les potiers de Paris prenent sablon, par paiant IIII d. et IIII poz de terre à Pasques, tous ceulz de Paris qui ont four à cuire, potz de terre et six livres de chef cens ou environ receuz le dymenche apres les huitives Saint-Denys aus Bruieres et cent solz de cens ou environ pris sur le sausoye, prez et nocrive qui sont appelez les Marchès, tenant à Pierre Renel. Item, quarante six sextiers de coustumes d'aveine ou environ et a chascun sextier d'aveine

(15) Ibid., d'après le *Gros registre des Fiefs*, p 29.

(16) A. N. LL 1241, p. 273.

(17) A. N. S[e] 2436, d'après l'*Inventaire général*, t. III, p. 659.

(18) Ib., d'après le *Gros registre des fiefs*, p. 217. La copie que nous reproduisons est tirée de S[e] 2438, fol. IX (13). Elle est contemporaine.

douze deniers à Noel; et tous les explois et emolumens qui appartiennent à lad. terre prins et receuz a Bruieres, tout dud. hommage.

Item, encore adveue à tenir dud. seigneur en une autre foy et hommage ce que j'ay au terroir de Mauny, lès le Pré Saint-Gervais, c'est assavoir cent et dix sols de chief cens receuz à Bruyeres le dymenche apres les huitivez Saint-Denis et douse sextiers d'avene de coustumes et a chascun sextier d'avene deux chappons et deux pains, chascun pain d'un boissel de froment, tous paiez et recuz à Bruieres; un pressoir bannier, ouquel sont tenus de porter les tenans toutes les vendenges des vignes de Mauny, bannières audit pressoir. Et espraingnent le marc a moitié. Et les terres qui sont aud. terroir sont a champart, et en payent de dix gerbes l'onziesme, et les aportent aud. pressoir a leurs colz. Excepté quatre arpens et demy qui ne doivent que fons de terre...

En tesmoing de ce j'ay séellé ces lettres de mon séel. Donné l'an de grace mil CCC quatre vins et deux, le lundi XXII[e] jour du mois de septembre.

Le 11 octobre 1409, un nouvel aveu fut rendu par damoiselle Jehanne d'Orcies, veuve de Guillaume le Vicomte, comme ayant la garde de Clément, Jehan et autres enfants dudit défunt son mari et d'elle.

Dom Villevieille a recueilli (20) une note d'où il semble résulter qu'une vicomtesse de Corbeil, en 1419, aurait appartenu à la famille de Moy :

1419, 28 avril. — Moy (Catherine de), damoiselle de la duchesse de Guyenne, fille du duc de Bourgogne, étant allée recueillir la succession de quelques-uns de ses parents, et *voir sa sœur la vicomtesse de Corbueil* qu'on disait être à l'article de la mort, ladite princesse lui fit donner 20 livres pour ses frais.

Le dépouillement des aveux rendus à Saint-Denis en mentionne encore un de Guillaume Le Vicomte pour Bruyères, Mesnilmontant, Potronville, Bagnolet et Maulny, et le date du 18 novembre 1498. C'est sans doute une erreur pour 1488, car le 24 août 1514, Louis, seigneur de Graville et de Marcoussis, amiral de France, donnait procuration pour rendre aveu du « fief de Maulny, acquis de Guillaume Le Vicomte dès le 27 mai 1497 ».

On a vu par le sceau de Jeanne de Soyecourt, vicomtesse de Cor-

(19) Ib., d'après le *Gros registre*, p. 215.

(20) *Trésor généalogique*, LXXIII, fol. 93 v°. Ce passage nous a été signalé par M. Roger Rodière.

beil au XV[e] siècle, qu'elle fut dame de Poissy et de Villepescle. Une part de cette dernière terre (21) demeurait, le 15 janvier 1594, aux mains de « noble et scientifique personne, maistre Jehan de Saint-André, *vicomte hérédital de Corbeil,* sieur de Tigery et de Villepescle, en partie, chanoine de l'église de Paris, demeurant au cloistre d'icelle ». Ce renseignement, tiré des Archives de Seine-et-Oise, peut, ainsi que les précédents, aider les chercheurs futurs à reconstituer la succession des titulaires non plus de l'office, mais de la qualification honorifique de *vicomte hérédital de Corbeil.*

J. DEPOIN.

(21) Archives de Seine-et-Oise, E 6869 ; t. V, p. 176 de l'*Inventaire* publié par M. Coüard.

ENTRÉE ROYALE DE

CHARLES VIII A CORBEIL

23 AVRIL 1484

Divers historiens nous ont transmis les détails de plusieurs entrées solennelles des rois et des reines dans les différentes villes de France; souvent leur récit offre des particularités très curieuses comme peintures de mœurs.

Parmi les fêtes de ce genre, nous nous bornerons à rappeler celles qu'offrirent à Philippe Auguste, après la victoire de Bouvines, les populations placées sur son passage et la joie avec laquelle elles célébrèrent cette grande époque de la gloire nationale ; et encore les fêtes splendides et ruineuses qui furent données par les bourgeois de Paris lors de l'entrée d'Isabeau de Bavière en leur ville, le 20 juin 1389, et que Froissart décrit si complaisamment.

Christine de Pisan ne nous a-t-elle pas fait le récit naïf de la visite que l'empereur Charles IV rendit, à Paris, au roi de France, en l'an 1377 ?

Jehan de la Barre, lui-même, n'a pas manqué de nous narrer les détails de la réception de plusieurs de nos rois en leur bonne ville de Corbeil.

Cependant, soit qu'il ne l'ait pas connue, soit qu'il n'ait pas jugé à propos d'en parler, notre historien ne dit mot de la visite de Charles VIII, en 1484.

Certes, la magnificence que la ville montra à l'occasion de la réception du fils de Louis XI n'est pas comparable à celle qu'elle déploya lors de l'entrée royale de François I^er^, en 1519 ; mais, les détails qui nous en ont été conservés, dans les comptes du receveur de la ville de cette année, méritent d'être connus, à raison des particularités remarquables qu'ils présentent.

Cette visite royale paraît avoir été inopinée ; en tous cas, la ville était prise au dépourvu.

La veille, le vendredi 22 avril 1484, le maréchal des logis du Roi et ses fourriers, au nombre de 7, vinrent prendre toutes dispositions utiles pour la réception de Charles VIII.

Ils arrivèrent dans la matinée, logèrent à l'hôtel du Cygne, rue Notre-Dame, tenu par Bras de fer.

La ville paya, pour le déjeûner de ces fourriers, la somme de 20 sols ; elle dépensa, en outre, en achat de poisson et pour quatre tartes qu'elle leur offrit à souper, la somme de 48 sols.

Dès qu'ils furent prévenus de la visite du Roi, Nicolas Privé, prévôt de Corbeil, et Pierre Barré, procureur des habitants, donnèrent des ordres pour le recevoir dignement.

Colin Brayer, Driet Bouvard, Jehan Baillatz, Jehan Boudeaux, Guillot Pigné, Estienne Désert, Jehan Désert, Loys Roseau et autres sont commandés pour mettre à point et aplanir le chemin du moulin de Tournoye, arranger le pavé, boucher les trous de la place se trouvant devant le château ; sur l'ordre de du Bouchaige, gouverneur de la Chambre du roi, l'on met des garde-fous aux ponts, tant à la porte Parisis, qu'au pont Briquot (1), par où doit passer le Roi, et pour éviter tout accident.

Les Corbeillois, tenant à recevoir noblement leur jeune prince et seigneur, décorèrent les rues de leur cité de tapisserie et de verdure, et pavoisèrent leurs maisons.

L'habitation royale, c'est-à-dire le château, étant dépourvue de meubles et de tous ustensiles nécessaires pour le coucher du roi, les habitants durent se cotiser pour y pourvoir. Le château, à ce moment, était, en effet, inhabité : Pierre *Bernard,* son gouverneur, préférait demeurer dans son manoir seigneurial de Saintry ; mais, en janvier 1485, Charles VIII lui ordonna de venir y rester, et d'y mettre bonne garde avec lui.

Le prévôt de Corbeil, sur l'ordre de du Bouchaige, fit réquisitionner par Hugues de la Borde, sergent, tous les menuisiers de la ville : Symon Becquet, Symon Pinochart, Etienne Dupuis, Jehan Bourgeois, Etienne Vaillant, pour faire « diligemment » des couchettes. Les planches, au nombre de 68, furent prises en l'hôtel

(1) Ce pont, jeté sur l'Essonne, est celui qui se trouve rue des Grandes-Bordes. Il portait encore ce nom à la fin du XVII[e] siècle.

du chantre de Notre-Dame de Corbeil et en ceux de Noël Vaillant et de Symon Becquet ; on trouva des chevrons carrés, pour faire les pieds des couchettes, en l'hôtel du procureur.

Deux livres de clous, du prix de trois sols, furent nécessaires pour assembler les planches des couchettes.

Il faut avouer que la literie du Roi et des gens de sa suite était des plus rustiques.

Le livre de compte du procureur des habitants nous apprend que les menuisiers avaient été requis si hâtivement, qu'ils n'avaient pas eu le temps de déjeûner avant d'entrer au château pour commencer leur travail ; et qu'on leur avait porté 6 pains, 1/2 livre de beurre et 1 broc de vin de 10 pintes.

Enfin, tout était prêt et disposé quand le Roi fit son entrée par la porte Parisis, le samedi 23 avril 1484, vers les 3 h. 1/2 (1).

Il était accompagné de Guillaume de Rochefort, chancelier de France (2), de Pierre des Essarts, bailli de Meaux, Seigneur de Thieux et son chambellan, et de plusieurs autres personnages de la cour. Il est plus que probable que Anne de Beaujeu et le sire de Beaujeu, son mari, faisaient partie du cortège.

Charles VIII était en litière, car sa fragilité et son jeune âge ne lui permettaient pas encore de monter à cheval ; un dais recouvert d'un ciel de drap d'or, était porté au-dessus de lui par quatre maîtres de son hôtel (3).

(1) La ville possédait une horloge dont le gouvernement était fait moyennant 4 livres par an, plus l'huile pour le graissage.

(2) Guillaume de Rochefort, chevalier, seigneur de Pluvant et de Longeau, chancelier de France, né en 1433 au château de Rochefort près de Dôle. De la Barre a écrit en parlant de Guillaume et de Guy de Rochefort son frère : « Le peuple de Corbeil..... s'estans laissez persuader que ces grands personnages sont descendus de nos anciens comtes de Corbeil, la postérité desquels ayant esté exagitée par les Rois de France, se seroient retirez en Bourgogne, où ils ont produit une nouvelle famille, de laquelle, par succession de temps sont sortis ces deux Chanceliers de France. » Après avoir servi Charles le Téméraire et s'être trouvé avec lui à la bataille de Montlhéry, Guillaume de Rochefort entra au service de Louis XI, après la mort de son maître ; nommé chancelier de France le 12 mai 1483 après la destitution de Pierre Doriole, il fut maintenu dans ses fonctions par lettres données à Amboise par Charles VIII, le 22 septembre 1483 ; mort le 12 août 1492 et inhumé en l'église des Célestins à Paris ; il avait épousé Anne de la Trimouille.

(3) Ce dais, qui servait ordinairement pour porter le saint Sacrement le jour de la fête Dieu à l'église d'Essonne, avait été emprunté par les habitants à cette église.

Un hérault d'armes chevauchait devant lui.

Des trompettes et des clairons qui précédaient aussi le Roi sonnèrent à son entrée.

Enfin, de nombreux huissiers, valets de pied, fourriers, sergents et maîtres de l'hôtel du Roi suivaient.

Les bourgeois de la ville revêtus de leurs plus beaux costumes, le peuple de Corbeil et celui des environs, accueillirent avec grand honneur le Roi et sa suite, et poussèrent de vives acclamations à leur passage.

Le fils de Louis XI fut reçu avec le cérémonial accoutumé par le clergé de la ville et par les abbé et chanoines de l'église collégiale Saint-Spire (1), ainsi que par les officiers et les notables de la ville, lesquels lui furent présentés par le bailli de Meaux. Des harangues furent prononcées.

Le Roi passa ensuite la revue de la compagnie ou plutôt de la section d'archers et d'arbalétriers entretenue par la ville, et qui composait sa milice (2).

Après la revue et quand la réception fut terminée, les invités se rendirent en l'hôtel de Pierre Barré, leur procureur, où une collation leur fut offerte. Deux tables avaient été dressées à cet effet.

Là se trouvaient : le procureur du Roi, Me Louis Cosson, Pierre Boudeaux, Jehan de Beaucroix, Jehan Poignon, Jehan Bras de fer, Hugues de la Borde, Pierre Blesseboys, Jehan Thyoust, Jehan de Senlis, Nicolas Privé, Nicolas Boucher, Pierre Saussier, Guillaume Chandellier, Pierre Fidé, Jehan Petit, Guillaume le Blanc et autres notables de la ville.

La dépense totale occasionnée par cette collation s'éleva à 26 sols.

Heureux temps !

Il était d'usage que la ville qui recevait un prince dans ses murs devait lui faire un présent ; ce droit de joyeuse entrée paraît même

(1) Jean Mortis était alors abbé de Saint-Spire, il mourut un mois après. Les chanoines étaient : J. Jonart, Guillaume Boudeaux, Louis Cosson, Laurent le Routier, Jehan Delaroque, Jehan Le Royer, Jehan Le Maçon, Jehan Lespagnol, Gervais Alive, Jehan Le Boulanger.

(2) Arch. Munic. CC[1].

comme accessoire essentiel et indispensable d'une entrée royale. Ce présent consistait en argent, vin, céréales, objets précieux (1).

C'est ainsi qu'à titre de bienvenue, les Corbeillois firent don au Roi de deux muids (2) d'avoine et de deux muids de vin ; à cet effet, ils eurent à payer pour l'avoine 24 livres et, pour le vin, quatre écus d'or et une maille d'or, valant 8 livres 2 sols 6 deniers tournois.

Bien qu'il ne s'agit pas d'objets précieux, on peut assurer que ce présent fut très agréable au Roi.

L'avoine n'était-elle pas des plus utiles pour assurer la nourriture des chevaux de sa majesté ? Le vin, alors renommé de notre région, ne pouvait-il pas figurer honorablement sur sa table ?

La réception des rois et des reines, des princes et des princesses, était pour les villes de province l'occasion de fêtes et de réjouissances publiques ; on sait que ce fut pour honorer l'entrée de Charles IV dans leurs murs que les habitants de Toulouse imaginèrent, en 1324, l'institution des jeux floraux.

En raison de la visite qu'il leur rendait, les habitants de Corbeil ne pouvaient donc mieux faire que d'offrir à Charles VIII une fête ; elle lui fut donnée sur la Seine par les soins de la corporation des maîtres pêcheurs, laquelle était la plus riche de la ville.

Le Roi pour l'en récompenser confirma ses anciens privilèges ainsi qu'on le verra plus loin.

C'est à l'occasion de cette fête que les habitants commandèrent un oison qu'ils payèrent 2 sols et qu'ils remirent aux maîtres d'hôtel du Roi pour donner « ébastement au dit Seigneur sur la rivière ».

Ils décidèrent, en outre, par délibération spéciale, de donner à Monseigneur le bailly de Meaux, pour les avoir présentés au Roi « et pour aucuns plaisirs qu'il leur avoict fait », un muid d'avoine qu'ils payèrent 9 livres 12 sols. Sans doute, cette avoine était d'une qualité inférieure à celle offerte au Roi.

Du commandement du maréchal des logis, Nicolas Privé, prévôt

(1) Lorsque c'était en argent, le don portait le nom de gîte.

(2) Le muid de grain valait douze septiers, et chaque septier douze boisseaux.

de Corbeil, avait fait préparer, à l'hôtel de la « *Queue du Regnard* (1), des appartements pour loger Guillaume de Rochefort, chancelier de France, mais celui-ci ne crut pas devoir accéder à son désir, et fit disposer pour le recevoir l'hôtel « qui fut à feu « Monseigneur Le Vasseur », où les habitants portèrent « lits nappes, serviettes et aultres choses, et aussi poiles de fer et d'airain, chenets et tout ce qu'il faut pour faire la cuisine ».

La visite royale avait été loin d'être gratuite :

Lors le départ du Roi, quelques jours après, les habitants eurent encore à payer :

1° Au roi d'armes.....	56 sols parisis.....	56 s.
2° Aux trompettes et clairons..	2 écus d'or au soleil	56 s.
3° Aux huissiers.....	2 mailles d'or.....	40 s.
4° Aux portiers du Roi.....	1 écu d'or au soleil....	28 s.
5° Aux valets de pied.....	....	32 s.
6° Aux fourriers.....	1 écu d'or.....	28 s.
7° Aux sergents de l'hôtel du Roi	....	40 s.
	Ensemble :	280 sols

Quant aux maîtres d'hôtel du Roi, ils avaient reçu 5 brocs de vin qui leur avaient été portés en l'hôtel de Guillaume Gervais où ils étaient logés ; ils avaient droit, en outre, au ciel du dais porté sur le Roi à son entrée.

Pour en permettre la restitution à l'église d'Essonne où il l'avait emprunté, Pierre Barré, procureur, l'acheta 2 écus d'or au soleil aux maîtres d'hôtel, et le mit en sûreté ; mais, lorsque ceux-ci furent sur le point de partir, ils réclamèrent le ciel du baldaquin pour « monstrer, dirent-ils, à leurs compaignons, parce qu'ils disoient qui leur sembleroit qui voulsist mieux que 2 écus d'or » ; et promirent de le rendre.

Néanmoins, ils se gardèrent bien d'exécuter leur promesse ; Barré n'eut d'autre ressource que d'acheter un autre ciel qu'il paya 8 écus d'or, soit 10 livres 16 sols ou 500 francs de notre monnaie environ.

(1) L'hôtel de la Queue du Regnard était situé entre la rue des Rosiers et la rue du Grand-Pignon ; son entrée se trouvait en face celle de l'hôtel Dieu.

Les entrées étaient assez ordinairement l'occasion choisie par les princes pour accorder au peuple une diminution d'impôt ou quelque autre immunité. Le Père Du Breul, dans son *Théâtre des antiquitez de Paris,* n'a-t-il pas écrit, en se basant sur une épitaphe qui se trouvait dans la nef de l'église des Cordeliers et qui se terminait ainsi : « Obiit anno Domini MCCCXXXVIII, *die dominica duobus Jovis* die mensis augusti (le dimanche de la semaine des deux jeudis) (1) : on dit qu'un pape (Benoist XII) voulant faire entrée à Paris au jeudy, pour ce que il pleut, elle fut différée jusques au vendredy, auquel jour, pour la révérence de l'entrée, on mangea chair, et fut nommé jeudy, et la semaine des deux jeudis. »

Quant à Charles VIII, il fit une remise d'impôt de 238 livres parisis aux habitants, et confirma aux pêcheurs de Corbeil « les privilèges à eux dès long temps octroez par (*ses*) prédécesseurs Roys de France, touchant lad. pescherie » (2).

Par autres lettres données aussi à Corbeil, en avril 1484, ce prince confirma les privilèges des habitants d'Azas, en la sénéchaussée de Toulouse (3).

Charles VIII revenant de Melun, vint se reposer deux jours à Corbeil, les 30 et 31 janvier 1485. Il était accompagné de son grand écuyer et de Pierre Bernard seigneur de Saintry, gouverneur du château de Corbeil (4). Avant de partir ce prince convoqua les notables, à qui il ordonna de mettre bonne garde au château et à la ville, et qu'avec eux demeurerait Monsieur de Saintry, ainsi qu'il est attesté par la mention suivante, extraite du registre de compte de Pierre Barré :

« Le lundi ensuivant, au département du Roy, nostre sire, il demanda et envoya quérir les habitans pour parler à eulx, lesquelz y allèrent,

(1) Paris 1612, page 522.

(2) Ordonnance des Rois de France, T. XIX, p. 579 à 582.

(3) Ibid. t. XIX, p. 336.

(4) Pierre *Bernard,* écuyer, panetier ordinaire de Louis XI, puis de Charles VIII, et gouverneur du château de Corbeil, était seigneur de Saintry, de Tanlay et de Monceaux; il avait épousé Agnès *Courtin,* demoiselle de l'hôtel de Charlotte de Savoie. Il mourut vers 1500 et fut inhumé, ainsi que sa femme, dans l'ancienne église de Saintry.

ausquelz led. seigneur ordonna qu'ilz gardissent bien la ville de Corbueil et qu'ils meissent au chasteau et aux portes de la ville bon guet ; et que avecques eulx demourroit Monseigneur de Saintery aud. chasteau, auquel fut respondu que sy feroit ou au plaisir de Dieu. Adonc furent mis quatre homes à garder le chasteau avecques Monseigneur de Saintery, et pour leurs dépens de la journée, tant en pain come en viande fut despendu la somme de cinq sols parisis. »

Le 31 janvier de l'année suivante Charles VIII se trouvait encore à Corbeil ; en sortant de la ville pour aller prendre le plaisir de la chasse à Grigny, l'un de ses chevaux tomba dans une cave de la loge de la Porte Parisis, dont la voûte s'écroula au moment de son passage (1).

Emile CREUZET.

Extrait du compte rendu au prévôt de Corbeil, par Pierre Barré, marchand et bourgeois de Corbeil, des recettes et des dépenses par lui faites comme procureur des habitants (1482-1486) (2).

MISE faite par Pierre Barré, quant le Roy, nostre sire, vint en ceste Ville de Corbueil, commencé le vendredi XXII[e] Jour d'avril, mil quatre cens IIIIxx et quatre, après Pasques.

Le Vendredi, XXII[e] Jour d'avril, audit an, vindrent en ceste Ville de Corbueil, Monseigneur le Mareschal des Logis du Roy, nostre sire et ses fourriers, pour prendre les logis du Roy nostre sire, et en ce faisant fut despendu (3) en l'hostel du cyne, et payé par Pierre Barré, procureur des dits habitans pour le disner des dits fourriers, présens : M[e] Estienne Privé, Hugues de la Borde, Nicolas Privé et aultres, pour ce..... XX sols parisis.

Item, en poisson pour led. jour à disner, achetté par Nicolas Privé, par le commandement du procureur, pour ce qu'il n'y pouvoit vacquer, et pour ce payé la somme de ..... XXII sols parisis.

Item, ledit jour payé audit hostel du *Cyne* pour 8 chevaulx, V sols IV deniers parisis, ci ..... V. s. IV d. p.

(1) Arch. Munic. CC[1].

(2) Ibidem, folios 45 à 53.

(3) Dépensé.

Item, ledict jour en l'hostel de Brasdefer, en la présence des sus nommez, fut despendu en pain, en vin et aultres choses, la somme de IX sols parisis, ci ..... IX s. p.

Item, au souper en poisson acheté par Nicolas Privé, prévost de Corbueil, pour ce que ledit procureur n'y pouvoit vacquer, pour ce payé ..... IX sols parisis.

Item. Payé à Jehan Royer, pasticier, pour 4 tartres VIII sols parisis.

Item, le samedi XXIII[e] jour d'avril, quant le Roy, nostre Sire, arriva en ceste Ville de Corbueil, à la reveue, quant il fut arrivé en la dite Ville, après ce que les gens d'église et les habitans dudit Corbueil eurent reçeu led. seigneur, fut despendu en l'hostel du dit Pierre Barré par le procureur du Roy, nostre Sire aud. lieu, maistre Loys Cosson, Pierre Boudeaux, Jehan de Beaucroix, Jehan Poignon, Jehan Brasdefer, Hugues de la Borde, Pierre Blesseboys, Jehan Thyoust, Jehan de Senlis; *et en une aultre chambre basse, audit hostel*, estoient aussi Nicolas Privé, Nicolas Boucher, Pierre Saussier, Guillaume Chandelier, Pierre Fidé, Jehan Petit, Guillaume Le Blanc, et aultres ; pour ce, fut payé et par eulx despendu, la somme de.. XXVI sols parisis.

Item, ledit jour, fut despendu en l'hostel du procureur par Thévenin Lambert, Jehan Coupault, Driet Bouvard, Estienne Desert, Pierre Saulset, et Jehan Poignon, après qu'ils eurent porté certains bancs, escabelles, tables, tresteaux, chenets et autres ustancilles au chasteau de Corbueil, par le commandement de Monseigneur du Bouchaige, gouverneur de la Chambre du Roy, nostre Sire, pour ce VIII sols 2 deniers parisis, ci ..... VIII s. 2 d. p.

Item, le dict jour, au matin, par Colin Brayer, Driet Bouvard, Jehan Baillatz, Jehan Boudeaux, Guillot Pigné, Estienne Desert, Jehan Desert, Loys Roseau et autres, qui allèrent mectre à poinct le chemin du molin de Tournoye et emplire les trous et arimyé le pavé pour ce que le Roy, nostre Sire, debvoit passer par icelluy chemin, et fut commandé par ung des maistres d'ostel dudit seigneur à Nicolas Privé, prévost de Corbueil et au procureur qu'ilz feissent mectre à poinct et arimyé icelluy pavé affin de éviter plus grand péril. Après ce qu'ilz eurent faict fut despendu la somme de huit solz IIII deniers parisis, et payé par icelluy procureur icelle somme de..... VIII sols 4 d. p.

Item, payé XII deniers p. pour avoir apporté du gravois pour remplire les trous qui estoient devant la porte du chasteau de ceste ville par le commandement des gens du Roy.... XII deniers parisis.

Item, pour ce qu'il fut commandé et par Monseigneur du Bouchaige, que l'on fit des gardes fouz aux ponts, tant à la porte parisis, comme au pont Bricquot, ce qui fut fait come appert, pour ce paié à Guillaume et Andry les Callars et Guillaume le Ronfleur, charpentiers, la somme de ..... XVI sols parisis.

Item, pour avoir scellé lesd. garde fouz, dedans les murs desd. pons, pour ce paié tant pour plastre, peine donnée et aultres choses..... ..... IV sols parisis.

Item, pour avoir baillé sept chevrons par led. procureur pour faire les garde fouz, dont cy dessus est faicte mencion, pour ce paié, XIV sols parisis, ci..... XIV s. p.

Item, pour deux chevilles de fer, de quoy est chevillé l'un des garde fouz, pour ce paié ..... VIII deniers parisis.

Item, fut commandé et ordonné par Monseigneur le maréchal des Logis à Nycolas Privé, prévost de Corbueil et aud. Barré, procureur que on trouvast des ais partout où il y en auroit et que l'on luy fist venir tous les menuysiers devant luy ; ce qui fut fait par Hugues de La Borde sergent, ausquels menuysiers led. maréchal commanda qu'ils feissent des couches de lit pour le Roy, nostre sire, bien diligemment ; et pour ce faire fut prins en l'hostel du Chantre nostre Dame de Corbueil la quantité de vingt six ays et six membruses qui furent prises par Symon Pinochard, Symon Becquet et aultres, tout ensemble à la somme de 20 sols parisis, laquelle somme a payé le procureur au Chantre ..... XX sols parisis.

Item, en l'hostel de Noël Vaillant fut prins la quantité de vingt six ais, pour ce paié ..... XVIII sols parisis.

Item, en l'hostel de Symon Becquet, seize ais et une membruse, tauxé tout ensemble ..... XII sols VI deniers p.

Item, 2 gros chevrons carrés prins en l'hostel du procureur pour faire les piez des d. couches, prises par les menuysiers, pour ce payé ..... V sols parisis.

Item, pour 2 livres de clou pour clouer les d. couches, prins en l'hostel de la Sentenye, pour ce payé ..... III sols parisis.

Et pour les peines et sallaires de Symon Becquet, Symon Pinochard, Estienne Dupuis, Jehan Bourgoin, Estienne Vaillant qui ont fait lesd. couches, pour ce payé pour leurs peines et sallaires, à tous ensemble XXIV sols parisis, ci ..... XXIV s. p.

Item, pour ce que les dits menuysiers furent prins hastivement et qu'ils n'avoient pas desjeuner, fut porté au chasteau six pains, demye livre de beurre et un broc de vin de dix pintes. Pour ce payé VII sols parisis, ci ..... VII s. p.

Item, payé à Thomas Brossin qui mena les ays au chasteau de cette ville pour faire les couches, la somme de ..... II sols parisis.

Item, baillé à Nicolas Privé, prévost de Corbueil, pour ung oison qui fut commandé par les habitans dud. Corbueil et les maistres d'hostel du Roy, nostre sire, baillé pour donner ébastement aud. Seigneur, sur la rivière, pour ce payé ..... II sols parisis.

Pour ce qu'il a esté ordonné que on donneroit au Roy nostre Sire, deux muyds d'avene et deux muyds de vin, ce qui a esté faict.

Et pour ce payé pour lad. avene à Jehan Brasdefer, la somme de *24 livres tournois*, et pour les 2 muyds de vin payé à un sommelier, présens : Pierre Boudeaulx, Jehan Brasdefer, Nycolas Boucher et aultres, la somme de 4 écus d'or et une maille d'or qui vallent *8 livres, 2 sols, 6 deniers tournois*, somme totale XXV livres, XIV sols parisis.

Item, faisant le paiement des deux muys de vin aud. sommellier, nommé Mulierne en l'hostel dud. procureur fut despendu.. IIII sols.

Item, par l'ordonnance des habitans de Corbueil, ou la pluspart d'iceulx fut donné à Monseigneur le bailly de Meaulx pour avoir

présenté les dits habitans au Roy nostre Sire, et pour aucuns plaisirs qui leur avoit faict, un muyd d'avoine, pour ce payé aud. Jehan Brasdefer ..... IX livres XII sols.

Item, payé par ladite ordonnance au Roy d'armes qui chevaucheoit devant le Roy nostre Sire, quant il entra dedans la ville de Corbueil, la somme de ..... LVI sols parisis.

Item, pour les trompettes et clairons qui sonnèrent à l'entrée du Roy, nostre Sire, deux escus d'or au souleil, pour ce.. LVI sols parisis.

Item, pour les huissiers, deux mailles d'or de chacune 20 sols parisis, somme ..... XL sols parisis.

Item, pour les portiers du Roy, nostre Sire, ung escu d'or au souleil, pour ce paié ..... XXVIII sols parisis.

Item, pour les varlets à pié, qui vont selon le Roy, nostre Sire, pour ce paié ..... XXXII sols parisis.

Item,pour les fourriers ung escu d'or au souleil, pour ce XXVIII s. p.

Item, pour les sergents de l'hostel du Roy, nostre Sire, la somme de ..... XL sols parisis.

Item, pour le ciel qui fut porté sur le Roy, nostre Sire, qui appartient aux maistres d'hostel du dict Seigneur, pour ce qu'ilz sont plusieurs à quy na riens esté paié sinon cinq brocs de vin qui furent portez en l'hostel de Guillaume Gervais, ou estoient logez lesd. maistres d'ostel, qui vallent en somme ..... XXVII sols parisis.

Item, le procureur avoit achetté led. ciel deux escus; présens la femme Guillaume Gervais, à laquelle il avoit baillé l'argent pour leur bailler ; et les dictz maistres d'hostel avoient remis le dict ciel à lad. femme; et le tenoit le procureur pour tout seur, attendu qu'il estoit au coffre de la femme de Guillaume Gervais.

Mais, quant ils s'en allèrent demandèrent led. ciel pour monstrer à leurs compaignons par ce qu'ilz disoient qui leur sembleroit qui voulsist mieulx de douze escus d'or, mais promestèrent de le faire rendre et faire renvoyer à Paris et pour ce n'en compte riens.

Item, pour ung ciel que le procureur a achetté pour porter sur le corps nostre Seigneur Jhésus-Crist, le jour de sa feste, pour la paroisse Saint-Estienne d'Essonne, ou lieu de celuy ciel desnommé en l'article précédant; pour ce paié huit escus d'or, qui vallent.. X l., XVI sols.

Item, pour le grand estuict donné et n'en couche riens pour ce qu'il ne demanda riens.

Item, pour les bastons dudict ciel, n'en couche riens par ce que on n'en a riens voulu prandre, et aussy qu'ilz estoient à l'église.

Item, fut commandé à Nycolas Privé, prévost de Corbueil, par Monseigneur le maréchal des logis, qu'il fist appoincter l'hostel de la *queue de Regnart*, de toutes ustancilles pour loger Monseigneur le Chancellier de France aud. hostel ; ce qui fut faict par le procureur pour cause que le prevost luy enjoingnist par le commandement que on luy avoit faict pour les peines et vacacions d'iceulx qui ont apoincté led. hostel, pour une charrette de feurre (1) la somme de ..... XVI sols.

(1) Paille de blé.

Item, et pour ce que le chancellier ne logea pas aud. hostel de la *queue de Regnart*, mais logea en l'hostel qui fut feu Monseigneur le Vasseur, et qui convint [mectre] ustancilles led. hostel de linge, c'est assavoir ; litz fournis, nappes, serviettes et autres choses et aussy poilles de fer et d'arain, chenetz et tout ce qu'il fault assuré à cuysine ; duquel linge a esté perdu une serviette; tant pour la serviette comme pour le desbrisement et degast desdits ustancilles, pour ce paié, XII sols parisis, ci ..... XII s. p.

Item, payé à Denis Butté, qui a esté à Paris le Vendredy, qui estoit le XXII[e] jour d'avril pour mener un hérault du Roy nostre Sire, pour ce payé tant pour luy que pour son cheval et pour ung jour, la somme de ..... VIII sols parisis.

Item, à Hugues de la Borde, sergent, pour avoir esté à Braye comte Robert, avecques l'un des fourriers du Roy, nostre sire, où il fut depuis le lundy mydi jusques au mardy mydi, pour lui et pour son cheval, la somme de..... ..... XII sols parisis.

Item, pour l'acte par laquelle il fut dit que le dit procureur paieroit ce que dit est, pour ce payé..... II sols parisis.

Item, le VIII[e] jour de may, pour avoir donné à desjeuner au chapelain et chartier de Monseigneur le bailly de Meaulx, qui estoient venuz pour deux muids d'avene qui avoient esté donnez au Roy nostre sire, à sa bienvenue à Corbueil, par le commandement des habitans pour mener à Savigny-sur-Orge, et pour ce fut dit et appoincté par lesdits habitans que on paieroit les despens, et pour ce fut paié en la maison dud. procureur, la somme de..... III sols parisis.

Item, paié ce jour à Colin Brayer et Jehan Obart, pour avoir chargé lad. avene ..... XVI deniers parisis.

Item, et pour ce que le chartier n'en mena que deux muids d'avene à deux foys et qu'il luy convint revenir encores ung voyage pour cause qu'il y en avoit ung muid pour Monseigneur le bailly de Meaulx, en le récompensant de certains plaisirs qu'il avoit faiz aux habitans, pour ce fut paié par led. procureur pour leurs despens, de leurs chevaulx, de Colin Brayer, Jehan Obiart, et Loys Roseau, qui chargèrent l'avene en l'ostel Brasdefer ; restait troys septiers qui furent prins en l'ostel du procureur pour ce que Brasdefer ne sceust fornir les trois muidz; et pour ce fut paié ..... V sols p.

E. C.

UNE EXCURSION

DANS LA VALLÉE DE L'YERRES

EN 1786

Le manuscrit dont nous avons extrait le passage concernant la région de Villeneuve-Saint-Georges, est une suite de notes familières sur les voyages de l'auteur à Chantilly, Ermenonville, Andrésy, Choisy-le-Roi, Villeneuve-Saint-Georges, Versailles et Belloy, durant les années 1780, 1786 et 1791.

Les bibliographies diverses que nous avons consultées, ne le signalent pas comme ayant été imprimé ; nous le croyons donc inédit. Il se trouve à la Bibliothèque Nationale (1). C'est un volume dans une demi-reliure portant au dos le chiffre R. J. enlacé. Les mots *Nic.-Ant. Duchesne, Voyages,* ont été inscrits sur une feuille de garde par une main étrangère au manuscrit, lequel ne porte pas d'autre titre que la désignation du lieu de la promenade. Duchesne, le naturaliste, que les biographes dénomment Antoine-Nicolas, en est l'auteur.

Né à Versailles, le 7 octobre 1747, il reçut de son père, prévot des bâtiments du roi, homme fort instruit, une éducation très soignée et des connaissances aussi profondes que variées dans les lettres, dans les sciences et dans les arts ; mais l'histoire naturelle était son étude de prédilection.

Parmi de nombreuses publications, il laissa un *Manuel de botanique, contenant les propriétés des plantes qu'on trouve à la campagne aux environs de Paris,* publié en 1766, et de non moins nombreux manuscrits dont fait partie une série de dialogues intitulés : *Promenades instructives d'un père et de ses enfants.*

Ces promenades aux environs de la capitale sont bien, en effet, des « cours appliqués » que le plus petit incident de route fait

(1) Bib. Nat., *Ms. fr.* 14.431, 1 vol. 215×162 mm, 60 feuillets (soit 120 pp.)

naître et qui servent à instruire ses enfants. Des réflexions simples, parfois naïves, donnent à ses narrations un cachet de bonhomie particulière. Ce sont bien les excursions de Parisiens du temps de Louis XVI, tels qu'on peut se les imaginer ; elles reflètent l'état d'âme de gens élevés à la mode du jour, nourris des préceptes sur la Nature mis en faveur par Jean-Jacques : c'est le temps des églogues et des pastorales ; c'est encore l'époque où les botanistes et les physiciens ont la vogue !

Duchesne s'était marié vers 1776; il eût plusieurs enfants, et mourut le 18 février 1827, âgé de près de 80 ans. Après la Révolution, pendant laquelle il avait été inscrit sur la liste des suspects, il avait été nommé professeur d'histoire naturelle à l'Ecole centrale de Seine-et-Oise, au prytanée de Saint-Cyr, puis censeur au lycée de Versailles.

Robert Dubois-Corneau.

A Villeneuve-Saint-Georges (1) 3 juin 1786

.. ..

« Toujours en retard; je commence ce soir notre journée d'hier.

« Vous étiez dans le coche d'eau avant nous : une horloge qui avançait nous y a fait entrer précipitamment à jeun. Vous aviez des petits pains : la vivandière nous a fourni du vin et le premier déjeuner s'est trouvé fait.

« J'ai fait rencontre de M. de Jussieu (2) avec sa famille, frère, oncle, tante, deux petites filles dont une de près de six ans et presque aussi grande que l'aîné de vous deux : nous avons monté sur le tillac et on a causé.

« Vous avez vu l'hôpital (3) sur la rive gauche; bientôt après Berci sur la rive droite, puis Conflans et la petite île où est la machine hydraulique qui fournit de l'eau pour le jardin de Monsieur l'Archevêque (4). Enfin, nous nous sommes trouvés après le passage

(1) Folios 37 à 44 du manuscrit (16 pp.)

(2) Sans doute Antoine-Laurent de Jussieu, né en 1748, mort en 1836, qui fut nommé professeur à la Faculté de médecine de Paris en 1804. Il était neveu de Bernard de Jussieu, 1699-1777. On sait que ce dernier rapporta d'Angleterre dans deux petits pots le cèdre de Montigny-Lencoup et son frère jumeau le cèdre du Jardin des Plantes, et que c'est en traversant la place Maubert qu'il laissa tomber ce dernier et le porta dans son chapeau au Muséum, en 1734.

(3) La Salpêtrière.

(4) Aujourd'hui propriété de M. Hartmann, le collectionneur bien connu.

de Carrières, au détour de la Seine, vis-à-vis l'embouchure de la Marne ; mais comme cette rivière est toute couverte de batteaux on l'aperçoit bien moins distinctement que l'Oise à son embouchure appelée dans le lieu la fin d'Oise. Nous avions aussi reconnu le village d'Ivri sur la rive gauche, un peu au loin et tout près le port à l'Anglais. Je vous ai fait remarquer dans la plaine des tas de pierres blanches qui entourent les puits par lesquels on descend dans des carrières différentes de celles que vous avez vues, en ce que, n'étant pas au bord d'une colline, on ne peut y faire des chemins qui y mènent à plat.

« Vous avez aussi revu des trains de bois de charpente. Comme le bois d'équarrissage n'a ni écorce, ni aubier, il est beaucoup plus pesant que le bois à brûler, et, pour le soutenir à flot, il faut les tonneaux vides et bien bondés que vous avez vus.

« Une autre remarque de mon fils c'est l'image de la corde dans l'eau qui, par ses ondulations, ressembloit, disait-il, à la rivière de Bièvre sur la carte : nous en avons trouvé la raison dans les faces différentes de la superficie de l'eau agitée qui formoient autant de miroirs brisés.

Choisy (1)

« Un peu avant d'arriver à Choisi, vous demandiez pourquoi on voyoit pendre deux bouts de corde. On vous a fait observer qu'il y avoit deux courbes de chevaux de moins. Ils étoient allés par derrière le château pour se retrouver tout prêts à envoyer par un batelet une autre corde qu'on a substituée à celle qui nous avoit menés, au moment où les quatre chevaux restés dessus se sont trouvés ne pouvoir plus avancer. Au moyen de cette manœuvre le coche arrête à peine : ce qui y contraint est que la terrasse du parterre avance dans le milieu jusqu'au bord de l'eau, sans laisser de chemin. C'est un agrément qu'on a voulu procurer à cette belle maison seigneuriale dès le temps de Mademoiselle, nièce de Louis XIV (2). Il gêne peu le commerce parce que tous les batteaux arrêtent au port de Choisi pour leur dernière couchée en descendant

(1) Les noms de lieux, en italique, en titre, ne figurent pas sur le manuscrit.

(2) C'est une erreur de plume de l'auteur. Mlle de Montpensier, comme chacun sait, était fille de Gaston d'Orléans, frère de Louis XIII, par conséquent nièce de ce dernier.

à Paris: et c'est là qu'on décharge particulièrement les vins de Bourgogne, d'Orléanais et autres, et beaucoup de marchandises pour les amener à Versailles par le chemin de terre; parce que, comme vous savez, nous sommes loin de Sèvre et qu'on veut éviter l'embarras de passer dans Paris.

« Votre mère avoit peu pris part au premier déjeuner : nous nous occupions du second et nous avons trouvé deux tasses de caffé au lait qui restoient encore au caffé de Provence dont la maîtresse, concierge des écuries de *Monsieur* (1), nous a fourni, par son air doux, honnête et gai, un contraste instructif avec le caractère querelleur, acariâtre et la grossièreté de la pâtissière où nous avions voulu prendre une chambre. La botte d'asperges qui devoit toujours être plus grosse qu'une botte d'allumettes, la poulie où elle m'envoyoit puisque j'avois envie de me faire rire en m'avertissant que la corde était neuve, ces balivernes-là vous resteront peut-être dans la mémoire plus qu'elles ne méritent : trouvez-y un exemple du danger de se livrer aux mouvemens de la mauvaise humeur.

« Vous avez vu jouer quelques coups au billard du caffé. Vous aviez une idée de ce jeu par le petit modèle si l'on peut dire qui est à Montreuil. C'est un jeu d'adresse et d'exercice auquel on peut se livrer pourvu qu'on ne s'avise pas de faire la partie de tous les joueurs qui se présentent, dont les uns sont des crocs (2) qui vous gagnent à coup sûr ; d'autres peuvent devenir de très mauvaises connoissances.

« Parlons donc enfin de Choisi (3); vous qui n'avez vu que les jeunes jardins de Versailles ou de Trianon, ou le très vieux jardin des Tuileries, vous avez pu prendre dans celui-ci l'idée d'un magnifique jardin royal destiné à la promenade publique. Il est parfaitement bien entretenu, d'une étendue suffisante et les parties en sont variées : de grandes salles, de longues allées; cette superbe terrasse sur le bord de l'eau et le retour en montant, séparé de la campagne seulement par un fossé, de grands glacis et des escaliers

(1) Louis-Stanislas-Xavier, comte de Provence.

(2) Corruption du mot escroc.

(3) Voir sur Choisy-le-Roi *Le château de Choisy* par Mlle B. Chamchine, Paris 1910.

de gazon : le bassin élevé où vous avez regardé des poissons, vous vous souvenez de tout cela et surtout des deux labyrinthes dans le premier desquels nous nous sommes retrouvés assez promptement parcequ'il n'est planté que sur le dessin du jeu d'oie, mais dont le second nous a réellement perdus, de manière qu'après nous être rejoints même en trichant, votre bonne, Félicité, plaçoit le château du côté de l'extrémité du jardin et cela faute de réfléchir sur sa position suivant l'aspect du soleil. Avec plus de présence d'esprit le même moyen guideroit très bien dans le labyrinthe dont les petites allées ne sont séparées que par des massifs de 6 à 7 pieds bordés de charmilles droites et à ciel ouvert.

« J'avois prévenu le S. Jonquet, l'un des ouvriers chargés de l'entretien de la table mécanique et il m'avoit donné rendez-vous à midi. M. Le Moine, inspecteur du département étoit sorti : mais en rentrant on lui avoit dit ce rendez-vous ; il a eu la complaisance de nous accompagner partout tant dans le petit château que dans le grand. Cette table qui s'abîme à travers le plancher, les servantes qui sortent du parquet et les postillons qui s'en détachent pour revenir à l'instant chargés de ce qu'on a pu demander : une autre table qui revient juste à la place de la première et couverte d'un second service, et qu'on peut faire tourner pour passer en revue devant soi tous les plats qui la couvrent, c'est une féerie !... du moins c'en eût été une si on nous eût fait descendre à la première et à la seconde cave pour voir le jeu des contrepoids mis en mouvement par des moulinets sur lesquels se déroulent de fortes sangles de laiton, c'est-à-dire de cuivre jaune filé.

« Vous avez vu les portraits des chiens de chasse favoris du roi peints par Desportes et Oudri et deux superbes combats de chiens contre un lion et contre un ours, par M. Bachelier (1), encore vivant : ce dernier m'a surtout paru d'une beauté que rien ne peut surpasser : je crois qu'il n'y étoit pas encore lors de mon voyage en 1757 et, en effet, il porte la datte de 1757 et pouvoit bien n'avoir pas encore été placé.

« Les *Fables d'Esope* peintes par Perrotte (2) dans un petit cabinet, sont une jolie chose : les *Quatre heures du jour*, par Vernet, vous frapperont davantage si vous y retournez étant plus grands.

(1) Directeur de la manufacture de Sèvres.
(2) Peyrotte.

Vous considérerez aussi alors le goût de décoration régnant sous Louis XIV dans trois ou quatre pièces restées comme elles furent faites pour Mademoiselle : le goût du règne de Louis XV et celui qui a été adopté quelques années avant sa mort et qu'on préfère constamment depuis celui de Louis XVI notre Roi.

« M. Le Moine nous a aussi fait voir chez lui une jolie collection de petits tableaux, choses que vous apprendrez à connaître et à goûter.

« Tout cela nous avoit préparé à bien dîner et après quelques heures de repos, nous nous sommes remis en marche pour aller au devant des montures. Nous n'étions pas encore au bac lorsque nous les avons vus arriver de l'autre côté de l'eau. Félicité a reconnu son jeune frère Nicolas; et, après avoir passé l'eau les deux femmes et les deux enfans emballés dans les quatre paniers, nous sommes partis à douze jambes (1) comme nous étions précédemment, en ne comptant pas les deux du conducteur.

Villeneuve-Saint-Georges

« La route de terre faite presque au bord de l'eau est très commode en temps sec car le terrain gras est ferme et bien uni par le soin qu'on a de tenir les barrières fermées. Ce chemin se rejoint ainsi que l'ancien chemin des charrettes à la grande route de Fontainebleau par Melun laquelle traverse Villeneuve : mais nous avons pris sur le bord de l'eau pour nous rendre par une ruelle le long de la petite rivière d'Yères (*sic*) au pont bâti dessus pour cette route, et c'est au-dessus du pont y tenant qu'est la maison où nous sommes logés : elle appartient à M. Mérigot, beau-père de la mère de votre bonne; et c'est-là qu'elle a été élevée dans son enfance ainsi que huit autres frères et sœurs par M. et Mme Tellier, vitriers du lieu.

« On a visité le jardin en terrasse sur le bord de la petite rivière et en prenant le frais sous les saules plantés au pied; vous avez vu prendre des écrevisses à la main sous des pierres, et vous avez essayé de vous mettre vous-mêmes à l'eau, mon fils mieux que ma fille, mais sans oser cependant y entrer plus haut que la ceinture.

(1) Il y avait sans doute deux ânes, pour les femmes et les enfants, et Duchesne devait aller à pied avec le conducteur et un jeune garçon du nom de Joseph dont il parle plus loin.

A Villeneuve, 4 juin

« Hier donc, nous nous sommes réveillés bourgeois de Villeneuve, au moins à demi, et nous en avons fait acte votre mère et moi, car nous avons été recevoir l'eau bénite de la Pentecôte.

« Votre matinée s'est passée à vous reposer et à jouer tant à la maison que dans l'île du pont dans laquelle on entre à pied sec, le petit bras n'ayant d'eau que quand elles sont très hautes, de sorte que des six arches, il n'y en a que deux qui servent ordinairement.

« J'ai fait voir à ma femme, et peut-être l'avez-vous entendu, que pour élargir la grand'rue qui fait partie de la grande route, on recule la façade des maisons qu'il faut rebâtir : on doit refaire le pont, le rendre plus large et le tourner un peu en biais sur la rivière pour le mettre dans l'allignement, mais ce sera du côté opposé à la maison de la bonne famille Tellier (1). La poste royale est à l'autre bout du pont. Vous vous souvenez que les chevaux de poste mènent toutes les voitures des particuliers qui veulent les payer et reviennent en attendre d'autres.

« Après le dîner nous sommes allés visiter la raffinerie (2). Ce mot fait entendre qu'on y raffine quelque chose, c'est à-dire qu'on y rend encore plus fin ce qui avait déjà été affiné, mais tout cela ne vous apprenoit point que c'est du sucre. Nous reverrons dans l'Encyclopédie les figures qui représentent tout ce travail en attendant qu'il puisse trouver place dans le *Portefeuille des enfants* (3). Vous y reconnaîtrez, je pense, cette grande cuve où se prépare l'eau de chaux employée pour clarifier le sucre, les deux grandes chaudières où l'on vous a dit qu'on le met fondre et bouillir, l'espèce de petit baquet en entonnoir où on le verse, le tuyau qui le conduit à l'autre bout pour être passé à travers un grand panier quarré garni

(1) Il fut, en effet, refait : Cf. Poirée (J.), *Notice sur le pont de Villeneuve-Saint-Georges*, Paris 1864, 28 pp. in-8°, planches.

(2) Elle appartenait à M. Comard et était dirigée par M. Cottreau. La famille Cottreau habita longtemps Villeneuve-Saint-Georges (où une rue porte ce nom) ; et, naguère encore, un des descendants possédait une propriété à Montgeron. Un des bateaux de la raffinerie, ramenant des Iles ses matières premières, fit naufrage en 1785.

(3) C'est une collection de dessins avec texte explicatif pour enseigner la géométrie, la grammaire, la géographie, la chronologie, l'histoire naturelle, etc., que Duchesne rédigea en collaboration avec son ami Savinien Leblond. Cet ouvrage parut à Paris en 1784, et fut continué les années suivantes.

d'un drap : la cuve de cuivre où il tombe alors ; les deux autres chaudières où on le cuit ; cette cuiller ou pelle à deux anses dont on se sert pour le transporter et le verser dans les moules en cône renversé qui donnent la forme que vous connaissez aux pains de sucre. Vous savez à présent que cette forme n'a pas été choisie par fantaisie. C'est la plus avantageuse au raffinage parcequ'elle ne laisse qu'un très petit trou au fond du moule.

« Vous avez vu que chaque moule est soutenu par un grand pot comme un œuf dans son coquetier, et l'on vous a dit que le sucre égoute dans ce pot pendant deux ou trois mois un sirop jaunâtre ou même roux dont on refait ensuite des pains de qualité inférieure jusqu'à ce que le dernier sirop qui ne seroit plus bon à recuire soit mis dans les tonneaux et vendu à ceux qui en font d'autres usages, comme diverses préparations d'apothicairerie, ou même à des vignerons pour mêler dans la cuve lorsque le raisin n'est pas assez mûr parceque ce sucre le fait mieux fermenter et rend le vin moins âpre et moins vert. On vous a dit encore que pendant ces trois mois, on le recouvre à quatre fois de terre bien détrempée ; vous en avez vu de plus ou moins sèche sur différens moules, et vous avez vu de forts ouvriers détremper à force de bras la vieille terre pour en faire cette bouillie claire dont on devoit terrer le soir une partie des moules que vous aviez vus découverts. Ce qui est bien remarquable, c'est que de l'eau pure fondant subitement le sucre le ramolliroit et le feroit gâter sans doute par l'effet de l'air voisin au lieu qu'ainsi couvert de terre l'eau le traverse sans lui nuire et au contraire en entraînant à chaque fois ses parties grossières et colorées. Vous sentez à présent pourquoi, en cassant du sucre, on trouve du vide entre toutes ses parties ; c'est la place d'où s'est échappé tout ce sucre jaune. Vous vous rappelez combien le sucre, tel qu'il vient des Iles, est coloré, gros et peu solide, à peu près comme de la manne. Aussi la manne est-elle la sève d'une espèce de frêne naturellement épaissie, et le sucre la sève d'une grande plante semblable à nos roseaux qu'on brise dans des moulins faits exprès et qu'on épaissit par une première cuisson dans les îles chaudes de l'Amérique.

« Je n'ai pas besoin de vous rappeler le plaisir que vous avez eu de vous peser dans les grandes balances de la première cour : je ne veux fixer que le poids de chacun de nous : toi, mon fils, comme le

plus jeune 37 livres, ma fille 43, votre mère 97 livres seulement en qualité de femme, et d'ailleurs un peu maigre; Joseph comme petit 116 livres, et moi 147 comme plus grand, plus gros et aussi plus âgé, car la chair et les os deviennent peu à peu plus compacts, ce qui fait dire communément que les années pèsent.

« Votre mère étoit fort lasse ; nous sommes rentrés. Cependant le soir nous avons passé le pont pour aller faire un tour au frais dans le jardin de M. Bégon (1) ; son honnêteté de tenir sa grille ouverte pour laisser entrer dans son jardin tous ceux qui sentent que par la conduite ils sont sûrs de ne pas en être chassés m'a rappelé l'anecdote d'un autre M. Bégon, possesseur d'une riche bibliothèque qui, pour annoncer la facilité avec laquelle il prêtoit ses livres à ses amis avoit fait écrire sur chacun *Begoni et amicis*.

« Ce jardin (2) jouit d'une belle terrasse sur la rivière; la disposition des grandes allées est bien entendue; un très petit bois du côté de la rivière d'Hières est coupé par de jolies petites salles ornées de fleurs, et, du côté du midi, est un grand et beau potager bien tenu. Vous m'avez vu prendre un ver blanc, c'est-à-dire une larve de hanneton au pied d'un fraisier (3) qu'il avoit fait périr, et le jardinier (4) nous a dit qu'il y en avoit beaucoup quoique beaucoup moins que dans les terrains sableux où ils abondent excessivement cette année.

Le soir du même jour de Pentecôte

« Ce matin l'office a fait notre principale occupation : quand on

(1) Celui-ci était propriétaire de maisons et jardin situés au lieu dit le Port-Brun, ayant successivement appartenu aux Louis Testu, Alexandre de Ségur, Pierre-François Boucher, Pierre Joly de la Tour, etc., et à la compagnie du chemin de fer P.-L.-M. qui les a vendus par lots sur lesquels il existe plusieurs propriétés distinctes.

(*Extraits des anciens titres de propriété du ci-devant fief de Belleplace à Villeneuve-Saint-Georges.*)

(2) C'était la propriété appelée « Maison de la Grille », que Jacques Gabriel, l'architecte du château de Choisy, et ses enfants avaient possédée de 1684 à 1688.

(3) Le fait, de la part de l'auteur, de noter cet incident de promenade insignifiant pourrait paraître puéril, si nous ne savions que Nic.-Ant. Duchesne n'avait composé en 1766 une *Histoire naturelle des fraisiers*. En s'adonnant à des expériences de culture dans les jardins de Trianon, il avait obtenu, en 1761, des variétés nouvelles de graines de fraisiers qui produisirent de si beaux fruits qu'ils furent présentés à Louis XV.

(4) En 1782, c'était un nommé Lerond.

veut vivre chrétiennement ce n'est qu'ainsi qu'on peut se permettre de s'éloigner de sa paroisse les jours de grandes fêtes.

« Vous remarquiez que l'église est tout en haut du bourg. Je vous ai rappelé que nous avions trouvé de même celles de Sartrouville, d'Herblai et de Conflans-Sainte-Honorine. Comme dans toutes les assemblées la personne principale a toujours occupé la place la plus élevée afin de mieux voir et d'être mieux vue, on s'est accoutumé à regarder l'élévation comme une annonce de puissance : il sembleroit donc que ce seroit refuser à Dieu une partie de l'hommage qu'on veut lui rendre que de placer son temple moins haut que les maisons des hommes. D'ailleurs Dieu lui-même nous annonce le ciel comme sa demeure; il semble que ce soit s'en approcher autant qu'il est possible : aussi chez toutes les nations, même idolâtres, les hauts lieux ont été choisis pour le culte public, et cette impression subsiste dans la religion chrétienne quoique Jésus-Christ ait dit en parlant à la Samaritaine : « Le temps vient où le Seigneur sera adoré en tout lieu en esprit et en vérité. »

Crosnes — Montgeron

Après Vêpres, Félicité nous a proposé une tournée à pied dans les deux châteaux voisins Crosne et Mongeron (*sic*); le roi étant seigneur de Villeneuve, il n'y a pas de château ni de parc comme dans ces deux villages et comme dans la plupart de ceux qui ont un seigneur particulier.

« Crône bâti et planté dans la vallée, entouré de fossés d'eau vive fournie par une partie de la rivière d'Hières et planté de grands arbres, paroit devoir être assez beau, mais nous n'avons pas eu le temps de le visiter, ce qui auroit peut-être mieux valu que de nous fatiguer à trouver ridicule la plantation du parc de Mongeron qui est placé sur une hauteur et qui, par les allées de tilleul allongées symétriquement, a perdu l'avantage de la vue, dont cette régularité de distribution beaucoup trop vaste rend difformes les parties champêtres du dehors et le devient à son tour ne pouvant se lier avec elles : où on a multiplié les frais de tonture par des arbres en boule qu'on ne voit que quand on passe auprès et qui ne sont pas nécessaires pour laisser passer la vue par-dessus puisqu'ils sont entourés de grands arbres : où enfin des massifs d'arbustes à fleurs

entremêlés n'annoncent que le hazard tandis que les treillages qui les entourent prouvent l'intention de les rassembler et forcent à être choqués de toute cette confusion (1).

« Cependant il y a dans le grand bois quelques salles bien dessinées qui prouvent que le formateur de ce jardin avoit étudié ce qu'on appelle l'architecture des jardins : mais cela m'a rappelé la comparaison de cet art de charmer les yeux avec celui de charmer les oreilles ou plutôt l'esprit par le stile d'un récit. Vous l'entendrez peut-être un jour, et, je l'espère, vous verrez, que comme je le disois, la formation régulière semblable à la versification a besoin d'être apprise parce qu'elle a des règles qu'on ne peut deviner; tout le monde par conséquent ne peut pas faire un jardin régulier ni une pièce de vers, tandis qu'il n'est personne qui ne fasse un jardin anglais comme il écrit en prose. Qu'à la vérité les compositions ou formations libres aussi sublimes dans leur genre que Psyché ou Télémaque, sont peut-être plus rares que les beaux parcs ou les beaux poèmes; mais qu'on parvient plus volontiers au passable dans les deux genres en ne suivant que le goût naturel et que rien n'étant si choquant qu'un faux emploi des règles avec la prétention d'exceller, un jardin régulier mal conçu doit être aussi rebutant qu'une mauvaise pièce de vers.

A Versailles, 7 juin 1786 (2)

« Je vous ai réellement quittés hier, mes enfans, à la porte de mon père à Paris : vous retourniez à Bezons avec votre mère, votre petite sœur et la cousine : moi, je partois avec Joseph pour venir coucher ici et je compte vous porter demain cette dernière partie de la relation de nos courses.

« Dans cette relation où nous sommes encore sur le chemin de Crosne, rentrant bien las tous, et moi pris en outre d'un violent rhumatisme que le feu qui faisoit rôtir les pigeons de notre souper a presque dissipé et qui l'a été tout à fait avec le secours de la flanelle.

(1) Sa critique avertie était peut-être trop sévère, mais on ne peut nier sa compétence. En 1776, il avait suivi en Angleterre l'abbé Nollin, directeur des pépinières du roi, et avait visité avec lui les jardins les plus renommés ; de retour en France, il consigna ses observations dans un ouvrage sur la formation des jardins que Delille consulta utilement pour la composition de son poème.

(2) Folios 45 à 48 du manuscrit (8 pp.).

« Il nous restoit une dernière course à faire pour visiter le château et le parc de Brunoi et aussi la petite maison de Mme Beaurain, à Mandres, où elle nous attendoit à dîner.

Yerres

« Nous sommes donc partis avec deux ânes, messe entendue, toilette et déjeûner faits, vers neuf heures, reprenant ce même chemin de Crosne qui nous a ensuite conduit à Hières, tantôt à côté, tantôt assez loin de la petite rivière qui serpente dans la plaine. Vous avez vu qu'à presque tous les tournants il se trouve un moulin (1) : il est plus facile dans cette position de bâtir la maison en terre ferme : on soutient la rivière pendant quelques centaines de toises de son cours le long de la colline qui la doit bientôt renvoyer de l'autre côté : et c'est ainsi qu'on se procure une chute d'eau qui fait aussi bien ou mieux tourner la roue du moulin que le simple cours d'une rivière beaucoup plus forte.

« Le village d'Hières qui porte le même nom que la rivière aussi bien que celui de Bièvre et beaucoup d'autres, est un assez vilain endroit (2), bien dépeint par le nom que mon père lui donnoit une fois en répondant à Mlle Boisval, sa cousine, qu'il accompagnoit pour aller voir ma tante dans le couvent voisin (3) : « Quel est donc ce village demandoit-elle ? » — C'est *Guerbau* lui répondit, sans lui donner à connaître d'abord que, n'en sachant pas le nom il vouloit seulement dire qu'il n'étoit guère beau. Voilà de ces plaisanteries qu'on retient dans une famille à la différence de certaines anecdotes qui ne sont connues de tout le monde que par rapport aux personnages célèbres qu'elles rappellent.

« L'abbaye d'Hières (4) est séparée du village et absolument sur

(1) La plupart de ces moulins existent toujours, mais presque tous reconstruits. — Au dix-huitième siècle le cours de la rivière d'Yerres n'était pas partout enclavé par les propriétés riveraines comme il l'est aujourd'hui.

(2) Cette appréciation de l'auteur ne pourrait se justifier que par un manque total d'arbres dans le paysage à l'époque.

(3) A l'abbaye des Bénédictines d'Yerres.

(4) Rappelons que Fléchier prononça l'oraison funèbre de Julie d'Angennes, duchesse de Montausier en l'abbaye d'Yerres, le 2 janvier 1672. Plus tard, les parents du jeune Samson, le futur sociétaire de la Comédie-Française, que ceux-ci avaient placé chez un avoué de Corbeil, un nommé Martin, y établirent une filature.

la rivière dont un bras passe dans les jardins (1). En montant la colline (2) l'ensemble des bâtimens, de toutes les clôtures, et un clocher très pointu offrent sans régularité une masse qui dénote une ancienne et respectable maison.

« Ce que nous trouvions en ce moment de plus agréable c'étoient des avenues de noyers et de châtaigniers (3) qui, malheureusement, nous ont abandonnés sur le haut de la montagne à l'entrée de la plaine où se trouve Mandres. Nous avions laissé sur la gauche et sur la côte opposée le couvent des Camaldules (4) aujourd'hui occupé par des hermites.

« Ce lieu a l'air aride et sauvage (5), mais il doit jouir d'une assez belle vue.

« Nous avions aperçu, à droite, sur un autre coteau, le petit château de Panges (*sic*) parcequ'il a été bâti par un ami du marquis de Brunoi nommé M. de Panges (6). Nous filions sur la hauteur (7), contemplant les contours de la gorge et du ruisseau et les vignes escarpées au-dessous du chemin.

Mandres

« Enfin nous sommes entrés dans le village de Mandres.

« Bien vrai village par son humble paroisse, ses chaumières et autres cabanes de paysans, sans pavé : aussi est-il sur un chemin de traverse entre les villes de Brie et de Melun : on n'y trouve ni beurre, ni œufs, ni volaille, encore moins de poisson; il faut tout tirer du marché de Brie qui est à une bonne lieue. Cependant comme

(1) Il veut parler du ruisseau « le Réveillon » qui se jette dans l'Yerres à cet endroit.

(2) Par le chemin allant à travers champs à Brie (qui longe la propriété de l'ancienne abbaye), et passant par le lieu dit « le Sauvageon ». La compagnie P.-L.-M., en déversant au bas de cette colline les terres provenant de l'élargissement de la voie ferrée, travail qui fut exécuté il y a quelques années, a créé ainsi une nouvelle butte qui a surélevé l'ancien coteau.

(3) Ayant 1870 on voyait encore des noyers à cet endroit ; il s'en trouvait aussi en face du chemin de Soulins, abattus vers 1895.

(4) Près Grosbois. Les Camaldules de France ou de Notre-Dame de la Consolation avaient un habit ordinaire pour la maison, un habit de chœur, et un habit pour la campagne.

(5) Il n'était pas boisé comme aujourd'hui.

(6) Duchesne avait été mal renseigné. Le petit château avait bien appartenu à la famille de Pange, qui y résida, mais il avait été construit par Brunet de Chailly. Le comte de Provence venait à son tour de l'agrandir considérablement.

(7) Sur le plateau qui domine la plaine d'Epinay, au-dessus des Vallées.

il n'est qu'à six lieues de Paris, plusieurs personnes y ont établi leurs maisons de campagne, précisément parceque le terrain y est beaucoup moins cher ; il paroit qu'il y en a d'assez jolies quoique petites (1) ; celle de Mme Beaurain est du nombre.

« Pendant que le petit chariot vous amusait et que ma femme et la maîtresse du logis parloient de leurs santés, de leurs enfans, de leurs amis, je m'occupois avec le beau-père et le cousin qui demeure avec eux, de quelques changemens à faire pour remédier au premier vice de la plantation, les arbres en ayant été placés beaucoup trop près les uns des autres. Il faut se donner de l'air, conserver cependant un ombrage précieux surtout dans une plaine, et conserver en même temps la vue intéressante de cette plaine bordée au loin par une jolie colline garnie de plusieurs villages. On en jouit le long d'une terrasse, et très agréablement aussi des petits cabinets d'angle du premier et du second lesquels ouverts au nord-est et sud-est sont frais pendant toute la soirée.

« Après dîner, partie complète. Félicité trouve place dans une charrette avec les domestiques de Mme Beaurain qui prend la sienne avec mon fils sur un des ânes. Joseph et Nicolas escortent, et nos hôtes étant à pied, je les accompagne un peu lentement. Nous repassons par notre chemin suspendu comme la corniche d'Albenga dont parle Madame de Genlis, mais un peu moins sans doute.

« Au reste ce n'est point la mer qui a ainsi miné la terre, ce n'est pas même la rivière qui est trop loin et au fond de la vallée, mais tout simplement ce sont des carriers qui ont tiré dans toute cette longueur de la meulière pour tous les bâtimens du canton.

Brunoy

« Le village de Brunoi n'a pas l'air pauvre de celui de Mandres. Il occupe le pied de la colline au midi et descend jusqu'à la rivière

(1) Vers cette époque, M. Maupassant de Valmont, oncle du poëte Dorat, et ancêtre, sans doute, du romancier Guy de Maupassant, habitait pendant l'été une maison de campagne à Mandres. A la fin de l'année 1779, il sollicitait de la bienveillance du comte de Provence, seigneur de Mandres, l'autorisation de se placer dans la chapelle seigneuriale de l'église avec sa famille et d'y faire construire un banc ; sa requête reçut l'agrément du prince. (Voy. ARCH. NAT., série R⁴, registre 11, *Décisions et Ordonnances de Monsieur*, mémoire du 31 décembre 1779.)

ou ruisseau d'Hières : le château est tout au bas annoncé par une cour assez noble et accompagné de dépendances considérables.

« Du côté du jardin sa forme anguleuse avec tours sans régularité, n'a rien de noble, il s'en faut; le ton rouge foncé donné à la brique des tableaux ne l'embellit nullement : le bâtiment neuf qui lui est contigû l'offusque et l'avilit, le bruit du moulin à eau très voisin, gratieux pour un jardin anglais fait dans celui-ci un fort mauvais effet; et ce château est exposé aux inondations.

« Mais le jardin qui occupe le fond de la gorge et la colline regardant le nord qui en forme le revers, a été formé dans le ton de grandeur le plus imposant. Un parterre coupé par des canaux d'eau plate; une cascade ou plutôt une rivière composée de plusieurs cascades successives, des girandoles d'eau jaillissante qui l'accompagnent et se rejoignent à celles du parterre, de grandes pièces semées non en foin à mille fleurs mais en fromental noble par sa hauteur et son uniformité : des portiques de tilleul qui arrêtent la vue et cachent une partie de la colline dont ils sont suffisamment éloignés pour être égayés par le soleil qui éclaire les pièces de pré qui sont derrière : au côté du droit du château, par derrière le canal, une superbe et très longue allée en berceau en dehors de laquelle sont placés deux rangs d'orangers en caisse de la plus belle santé, accompagnées de longues plates-bandes de fleurs; j'ai admiré partout l'accord des parties, le bel effet du tout ensemble, et sa noble simplicité.

« Il est vrai que ce jardin jouissait alors de l'embellissement nécessaire à tous ceux de ce genre : il étoit plein de monde comme celui de Versailles dans les grandes fêtes : les eaux qui jouaient l'avaient rassemblé, et il avoit été attiré par la foire qui, tenue jusqu'ici autour de la maison des Camaldules le lundi de la Pentecôte (1), a été établie cette année dans la grande allée (2) de la forêt qui termine le parc et conduit à la grande route.

« Cette foire est peu de chose en comparaison des nôtres, mais elle suffit pour faire de l'effet dans une campagne et l'emplacement est superbe; les deux contre-allées sont occupées par les marchands et les côtés ombrés de celle du milieu par les danses.

« J'allois oublier l'industrie des deux dernières chutes d'eau qui

(1) Cette fête a encore lieu au même endroit et le même jour.
(2) L'avenue de la Pyramide.

glissent sur un pavé en pente dont chaque pavé fait une saillie d'environ trois pouces fort régulièrement en échiquier, les sauts et les bouillonnemens de l'eau, qui abonde d'autant plus qu'elle est alors toute rassemblée, forment un effet piquant et un soubassement aux eaux jaillissantes supérieures. Toute cette eau au reste est fournie par une machine hydraulique construite au bout du canal qui soutient l'eau de niveau comme on le fait pour les moulins et lequel bordé de deux rangs de peupliers d'Italie est encore un objet d'agrément.

« Malgré tout cet éloge, la position du château l'a fait abandonner. *Monsieur* n'occupe que le petit château qui a son jardin particulier à l'extrémité de l'autre et ne semble qu'une belle maison voisine du parc du grand seigneur. Ce château au reste est pour sa décoration intérieure un modèle de bon goût digne de celui de M. Chalgrin qui l'a décoré comme premier architecte de Monsieur. Ce ne sont pas des choses qu'on puisse décrire sans être très long et encore mal compris sans le secours du dessin. Si vous voyez par la suite d'autres choses bien et mal décorées elles pourront vous rappeler Choisi et Brunoi.

« Je n'ai plus à vous parler que de votre retour : il vous a procuré ce que vous désiriez depuis longtemps une longue promenade par l'eau. Le coche de ... nous auroit ramené trop tard à Paris; nous sommes donc entrés à neuf heures et demi dans un batelet menés par un honnête batelier pêcheur de la connoissance de Madame Tellier (1), lequel nous a donné à tous des leçons de l'art de ramer l'un des plus anciens et si universel parmi les hommes qu'on peut dire qu'il lui est absolument naturel.

« Un fiacre saisi lestement à la barrière nous a fait traverser Paris. Vous veniez de remarquer l'air de grandeur avec lequel s'annonce le dôme de Sainte-Geneviève (2), que l'on bâtit en ce moment ; vous avez bien regardé la Bastille, château destiné jadis à la guerre et dont vous venez d'entendre parler tout l'hiver (3)

(1) De Villeneuve-Saint-Georges.

(2) L'édifice terminé en 1790, changea de destination en 1791, où il prit une première fois le nom de Panthéon, pour le garder de nos jours, après avoir été rendu deux fois au culte sous le nom de la patronne de Paris.

(3) On était, rappelons-le, en 1786.

comme de la demeure des prisonniers d'Etat. L'envie d'en connoître l'intérieur en a été augmenté; je ne vous souhaite cependant pas d'en avoir l'occasion. Enfin, après avoir enlevé rapidement Monique (1) en regrettant de ne pouvoir seulement saluer Mme Le Comte et mesdemoiselles ses filles, vos cousins comme sœur et nièces de Mlle Crosnier nous avons été completter nos plaisirs en vous rassemblant chez mon père et ma tante où vous aviez espéré descendre dès le jeudi précédent; et leur accueil paternel vous laisse le désir d'y retourner même sans faire de si grands voyages, et sans doute ce désir de votre cœur aura plus d'une fois son accomplissement. »

Le voyage suivant est la relation de la promenade à Belloy par Saint-Denis, etc. Le manuscrit finit au feuillet 60 et paraît inachevé. Nous avons reproduit dans notre ouvrage : PARIS DE MONMARTEL, *banquier de la Cour* (2), une partie de la description du château de Brunoy (3) laissée par Nic.-Ant. Duchesne et donnée ci-dessus.

R. D.-C.

(1) Sa fille la plus jeune.

(2) En raison de la guerre la mise en vente du volume a été retardée par l'éditeur.

(3) Nous en donnons une vue dans l'ouvrage cité ci-dessus.

Document pour servir à l'histoire des corporations des arts et métiers de Corbeil

CONTRAT D'APPRENTISSAGE

DE CHIRURGIEN ET BARBIER

Du samedy vingt huictiesme jour de septembre mil six cens dix neuf.

Fut présent en sa personne, honnorable homme, Simon Cordeau, marchand, demeurant à Corbeil.

Lequel, charitablement, pour le profict faire de Jean Le Maire, cousin de honnorable femme Claude Le Maire, femme dudit Cordeau, confesse avoir baillé et mis en service et aprentilsage, du premier jour du mois d'aoust dernier jusques à trois ans en suivant, les avoir faictz et accomplis.

A honneste homme Nicaise Sénéchal, Me barbier et chirurgien demeurant aud. Corbeil, à ce présent et acceptant, qui a pris et prend led. Jean Le Maire, à son service et aprenty pendant led. temps; auquel, pendant icelluy, il a promis de luy monstrer et enseigner led. art de chirurgye et barberie à son pouvoir et au mieux que led. aprenty le pourra comparer et aprendre; et de luy fournir et livrer son vivre de boire et manger, feu, lict, logis, lumière et aultres ses allimentz corporelz et le traicter deuement;

Et led. Cordeau l'entretiendra d'habitz, linges et chaussures et aultres ses nécessités selon qu'il advisera, à quoy bien faire tenu; et fut présent led. sieur Jean Le Maire, aprenty, aagé de seize ans, lequel de l'auctorité dud. Cordeau, son cousin a dit avoir le présent aprentilsage pour agréable et promect de servir son Me en icelluy, et en touttes choses licites et honnestes qu'il lui voudra commander, obéir à ses commandementz, faire son profict, évitter les domaiges et advertir son maistre s'il vient à les congnoistre, sans soy enfuir ny aller ailleurs servir pendant le d. temps; et, en cas de fuitte, led. Sénéchal le pourra faire prendre partout ou bon sera pour parachever le temps dud. aprentilsage; lequel a esté faict moiennant la somme de six vingtz livres tournois que led. Cordeau, par

don gratuit qu'il faict aud. Le Maire, promect de paier à Sénéchal ; et sur quoi il luy a paié comptant la somme de soixante livres, en quartz d'escus d'argent, vallant seize solz pièce, que Sénéchal a pris et reçu et donné quittance.

Et le surplus, montant à pareille somme de soixante livres, Cordeau les paiera à la fin dud. aprentilsage. Car ainsy promettant, obligeant respectivement, led. aprenti, son corps, renonçant.

Faict et passé en l'estude du notaire, après midy, en présence de Jehan Collin et Loys Guyonnet, clercs, demeurant à Corbeil, tesmoings, et ont tous signé.

Signé : Cordeau, Senechal, Le Maire, Hideulx, not^e.

Et le dix huictiesme jour de septembre mil vic xxii, est comparu pardevant le notaire soubz signé, Hubert Sénéchal, M^e barbier et chirurgien, demeurant à Corbeil, fils, et héritier en partie dud. défunct M^e Nicaise Sénéchal, vivant aussi M^e barbier et chirurgien, demeurant à Corbeil, dénommé au brevet d'aprentisage ci-dessus escript.

Lequel a recongnu et confessé que depuis le décedz de son père, qui fut au commencement du mois de février de l'année mil vic xxi, le sieur Jean Le Maire aprenty dénommé aud. brevet à continuer à le servir aud. aprentilsage de barbier et chirurgien, au lieu de son père, jusque à la fin d'icelluy qui estoit au mois d'aoust dernier, et pourquoi tenu jusqu'icy ; d'où partant il a quitté et deschargé led. Le Maire, et oultre il confesse avoir reçu dud. Cordeau, y dénommé par les mains de Claude Le Maire, à présent sa femme, la somme de soixante livres tournois que led. Cordeau avoit promis de paier pour le reste dud. aprentilsage.

Promettant, obligeant, renonçant : Faict et passé en l'estude du notaire, après midy, en présence de Jehan Langlois, sergent royal à Corbeil, et Nicolas Bouteiller, 1^er aprenty appo^r demeurant à Corbeil, tesmoings, led. Sénéchal et les tesmoigns ont signé :

Signé : H. Sénéchal, Claude Le Maire, N. Bouteiller, Langlois, Hideulx, not^es.

Pour copie conforme :

E. C.